

Baromètre 360° de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique

Edition 2025 réalisée par PwC Strategy& pour le Leem

Rapport complet
17 juin 2025



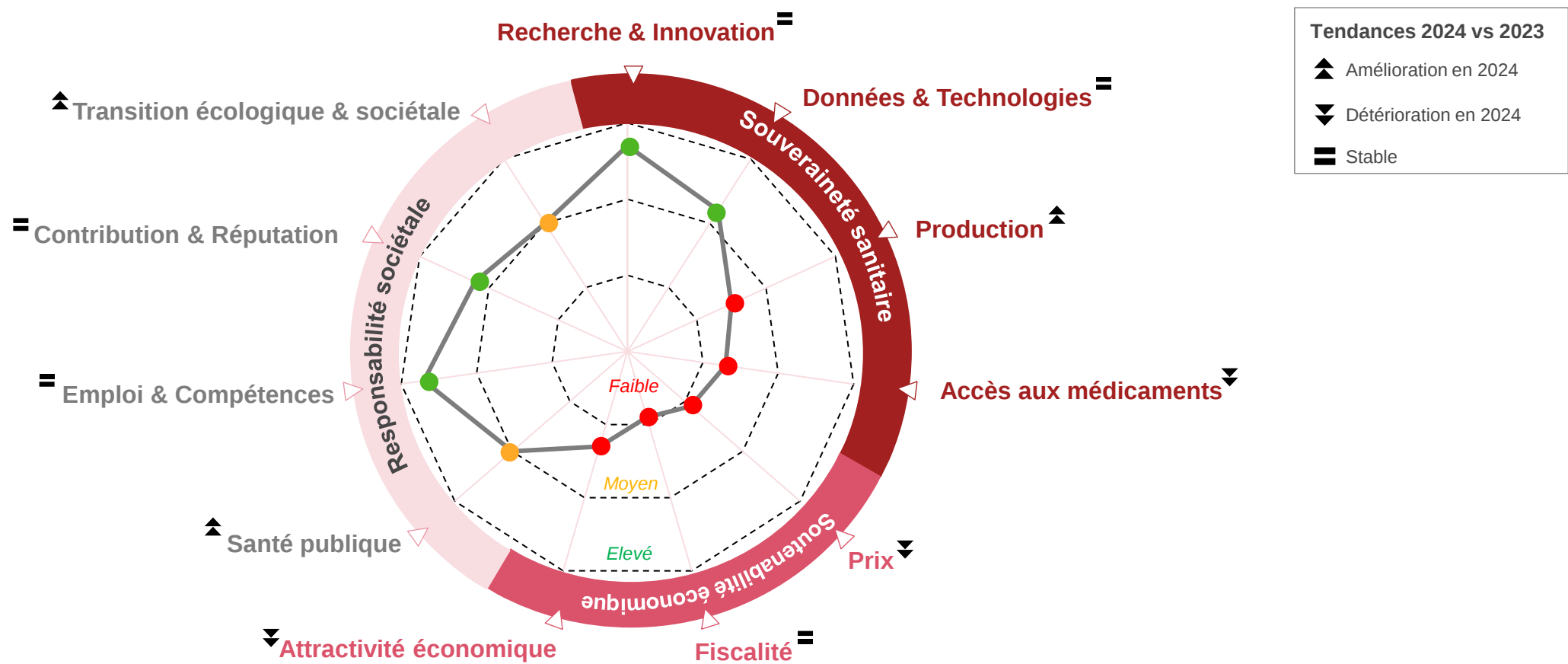
Le baromètre 360° 2025 est structuré autour de 3 piliers couvrant l'ensemble des dimensions d'attractivité du secteur pharmaceutique en France

Structure du baromètre



En 2024, malgré une progression sur certaines thématiques, l'attractivité de la France pour le secteur pharmaceutique se fragilise sur certains critères critiques

Résumé de l'attractivité de la France par thématique¹



1) La notation de chaque thématique est le résumé qualitatif des différents indicateurs étudiés dans le baromètre 360° 2025
Sources : PwC Strategy&

En 2024, la France recouvre une dynamique positive sur sa production, mais un taux de disponibilité de médicaments en baisse

Messages clés



Recherche et Innovation

- La France dispose d'un **écosystème de recherche solide** grâce à sa **base de talents**, ses **dispositifs fiscaux en faveur de la recherche** (CIR), ses **institutions de recherche de pointe** et une **dynamique des entreprises de la HealthTech** (2^{ème} en Europe de fonds levés sur la période 2022-2024)
- Selon l'enquête¹ auprès des entreprises, les **dépenses R&I en France sont restées stables** en 2024 à 5,9 Mds€ avec une augmentation de la part des dépenses en recherche clinique au détriment de la recherche fondamentale – avec une perspective de poursuite de ses investissements sur les prochaines années (94% ont répondu que la dynamique serait stable ou en hausse)
- La France reste à la 3^{ème} place en Europe en termes de nombre d'essais cliniques lancés** (période 2023-2024 S1) derrière l'Espagne et l'Allemagne (à noter que la France se positionnait 2^{ème} en Europe sur la période 2010-2011 S1)
- L'Espagne et l'Allemagne** ont mis en place **des mesures pour accroître leur attractivité** sur les essais cliniques: (i) la **simplification et l'accélération des procédures administratives** (ii) la **décentralisation et la digitalisation des essais cliniques** (iii) la mise en place de **politiques incitatives sur l'aval de la chaîne de valeur**



Données et Technologies

- La France dispose de **solides capacités de chaînage des données²** de santé s'appuyant sur une base de données large et fiable; cependant **l'accès aux données reste long et complexe**, notamment pour le SNDS (+6-12 mois), représentant un **frein pour l'utilisation de ces données** par les entreprises
- Créé en 2019 pour centraliser et faciliter l'accès aux données de santé, le **Health Data Hub** est une initiative **prometteuse**, mais **sa mise en œuvre est encore en cours d'implémentation**



Production

- En 2024, la France a retrouvé un **solde commercial excédentaire – 4 Mds€ en 2024** - sur les produits pharmaceutiques mais reste moins dynamique que certains de ses homologues européens (Irlande, Allemagne, Belgique, Italie)
- L'enquête auprès des entreprises¹ montre une **augmentation des investissements de production en 2024** (+38% vs 2023) – notamment dû à de gros investissements de certains laboratoires (Novo Nordisk, Sanofi) - avec une perspective de **poursuite des investissements sur les prochaines années** (75% ont répondu que la dynamique serait stable ou en hausse)
- Cependant, à date, la majorité des nouveaux médicaments mis sur le marché en Europe restent** produits hors de France (seulement 9% des nouveaux médicaments depuis 2022 ont un site fabricant en France)



Accès aux médicaments

- En France, le **taux de disponibilité des nouveaux médicaments autorisés sur le marché européen est en baisse en 2024** (-6pts vs 2023) même s'il reste supérieur à la médiane observée dans l'Union Européenne (60% en France vs 50% en EU27) derrière l'Allemagne (89%), l'Italie (83%) et l'Espagne (71%)
- Le nombre d'indications en phase de négociation de prix depuis plus de 500 jours est de 78 en 2024, en augmentation de 22% vs 2023**
- De plus, **le délai médian pour accéder aux nouveaux médicaments en France est plus long que chez ses homologues européens** - 523 jours en 2024 entre l'AMM et la disponibilité aux patients pour les primo-inscriptions vs 50 jours en Allemagne et 391 jours en Italie
- L'accès précoce** créé en 2021 a permis **d'accélérer la disponibilité de médicaments innovants** (ASMR I à IV) **réduisant le délai médian d'accès à 97 jours** pour ces derniers, mais le **nombre de médicaments éligibles approuvés a diminué cette année** (25 en 2024 vs 32 en 2023)

Le prix facial des médicaments en France est plus faible que ses voisins européens avec une fiscalité parmi les plus lourdes d'Europe de l'Ouest

Messages clés



Prix des médicaments

- La France représente le **2ème plus gros marché en Europe pour l'industrie pharmaceutique** derrière l'Allemagne en revenu net
- Les **dépenses remboursées de médicaments sont en croissance** (+2,4 % entre 2019 et 2023) malgré une **diminution relative de la part du médicament dans les dépenses de santé depuis 2010** (11,4% en 2010 à 8,8% en 2023) qui **semble s'inverser en 2024** (9,0%)
- En 2024, le **prix facial du médicament en France reste inférieur en moyenne en comparaison à ses voisins européens** aussi bien pour les médicaments sans concurrence génériques (-11%) qu'avec concurrence génériques (-16%)



Fiscalité

- La fiscalité en France pour les entreprises pharmaceutiques reste **l'une des plus lourdes d'Europe de l'Ouest¹**, avec un taux de prélèvement atteignant **60 % du résultat d'exploitation en 2023 dont 88% de fiscalité spécifique au secteur pharmaceutique**
- Au sein de la fiscalité sectorielle, la **clause de sauvegarde tend à se pérenniser depuis 2021 et se stabiliser à un niveau historique** autour de 1,6-1,7Mds€ représentant ~6% du chiffre d'affaires net régulé des entreprises du médicament en 2024
- La France reste le pays d'Europe où les mesures fiscales liées aux dépenses de R&D sont les plus avantageuses** (ex: CIR, patent box) - 68% des entreprises répondantes déclarent bénéficier du CIR et/ou de la patent box) mais 62% font le constat d'une **perception dégradée de ces mesures ces dernières années**
- En termes de **fiscalité verte**, il existe **peu de mesures incitatives spécifiques** au secteur pharmaceutique en France comme en Europe de l'Ouest²
- A contrario, la **DERU 2 au niveau européen prévoirait d'imposer une nouvelle Responsabilité Élargie des Producteurs (REP)** avec une contribution financière supportée à 80% par les entreprises pharmaceutiques et cosmétiques à partir de 2028



Attractivité économique

- Pour plus de **90 % des entreprises interrogées³**, la France crée **un environnement peu attractif** pour le secteur pharmaceutique en raison de la **complexité administrative et de la lourdeur de la fiscalité**
- Cela influence leur décision d'investir **avec 64% des entreprises interrogées³** déclarant qu'il est **peu ou très peu probable qu'elles investissent en France** au cours des trois prochaines années
- Malgré cette baisse d'attractivité perçue, 67% des entreprises interrogées³ considèrent que leur performance économique est bonne en 2024, mais seulement 53% des entreprises interrogées **commercialisant majoritairement des médicaments matures** le déclarent

Le secteur continue sa transition écologique et sociétale et a réussi en 2024 une baisse conséquente des ruptures de stocks de médicaments en France

Messages clés



Santé publique

- Après une baisse post covid, **les arrêts de commercialisation sont à nouveau en hausse de plus de 7% en 2024** – les causes majeures énoncées par les entreprises interrogées¹ sont un **déséquilibre économique et des difficultés industrielles**
- Les ruptures de médicaments ont connu une forte baisse en 2024** (-61% vs 2023) – les entreprises interrogées¹ l'expliquent par (i) une **meilleure gestion interne** des entreprises (ii) le **développement des capacités de production** (iii) l'efficacité des mesures prises en collaboration avec l'ANSM
- La multiplicité des listes de médicaments** suivies par les autorités crée une **complexité supplémentaire** pour la gestion des pénuries **pour les industriels** : plus de 70% des substances actives⁷ sont spécifiques à la France



Emploi & Compétences

- L'industrie pharmaceutique emploie plus de 100 000 personnes en France avec une dynamique positive** (+2,4% en 2023 vs 2022) représentant le 2^{ème} bassin d'emploi du secteur en Europe derrière l'Allemagne
- La France dispose d'une offre de formation initiale de qualité** (2^{ème} en Europe sur le nombre de diplômés pharmaciens derrière l'Italie) **et est reconnue pour son excellence scientifique** avec des centres de recherches réputés notamment en oncologie et maladies rares
- Le secteur pharmaceutique est très présent dans les territoires avec **70% des emplois se trouvant hors Île de France** – l'Auvergne Rhône-Alpes, la Normandie et le Centre Val de Loire sont les trois régions qui concentrent le plus de salariés du secteur pharmaceutique derrière l'Île de France
- L'ensemble des métiers de l'industrie pharmaceutique restent en croissance** avec une tension particulière sur les affaires réglementaires, le contrôle qualité et la maintenance ainsi que sur les métiers de l'IT



Contribution & Réputation

- Selon l'étude publiée par l'EFPIA et PwC en 2024, l'industrie pharmaceutique **contribue significativement à la création de valeur ajoutée pour la France** : pour chaque euro injecté par l'industrie pharmaceutique, ~2,1€ sont générés pour l'économie française
- Cette contribution économique et thérapeutique du secteur pharmaceutique est reconnue par les Français³** en 2022 malgré des points d'améliorations soulevés (ex: agir de manière plus transparente, lutter efficacement contre les pénuries de médicament, être plus attentif à l'impact environnemental)
- Le niveau de confiance des Français dans les entreprises du médicament reste stable à 62%** en 2023⁴, dans la moyenne haute des secteurs industriels



Transition écologique et sociétale

- Depuis l'instauration du **PACTES par le Leem en 2022, la maturité RSE des entreprises du médicament a progressé** sur l'ensemble des 6 axes⁵
- Sur l'axe Environnement, les entreprises ayant signé le PACTES du Leem ont pris l'engagement de **diminuer leurs émissions de scope 1,2 de -50% d'ici 2030**, cependant le manque de moyens financiers et de rentabilité des actions de transition énergétique restent des freins selon les entreprises interrogées⁶
- Les entreprises interrogées¹ tendent à plus de transparence et de communication** avec (i) **96%** déclarant mettre en place les **règles déontologiques du Leem** avec 11% en cours de mise en place (ii) **78% déclarent communiquer de manière régulière** en interne sur leurs dispositifs **anti-corruption**

1) Enquête menée auprès des adhérents du Leem en mars 2025 - 62 entreprises répondantes représentant 80% du chiffre d'affaires des entreprises adhérentes du Leem en 2024

2) Ces chiffres sont tirés d'une étude réalisée par l'EFPIA et PwC en 2024. Les 3 composantes de la valeur produite par le secteur pharmaceutique sont (i) la contribution directe du secteur à l'économie (ii) la contribution indirecte du secteur (ex: chaîne d'approvisionnement) (iii) la contribution induite i.e. les dépenses effectuées par les salariés du secteur

3) Etude Odoxa 2022 "Observatoire sociétal des entreprises du médicament" 4) Etude IPSOS 2023 "L'image des entreprises du médicament" 5) Rapport de progrès PACTES du Leem (2024)

6) Etude LEEM – Agir pour se décarboner (2024) 7) Code ATC5 des listes françaises MITM et médicaments essentiels

Le Baromètre se fonde sur plus de 60 sources de données de référence

Cartographie des sources de données retenues

Le baromètre 360° de l'attractivité 2025 se base sur un ensemble de données tirées de sources publiques et institutionnels de références, d'études réalisées par le Leem et d'enquêtes réalisées auprès des adhérents du Leem



Sources publiques

Description

- Rapports émis par des autorités ou institutions publiques
- Etudes thématiques réalisées par des organismes publics ou privés

Principales sources

- EFPIA et étude EFPIA/PwC
- Rapport annuel de la TLV (autorité suédoise) sur la comparaison des prix européens
- Rapport d'activités du CEPS
- Rapport annuel de la DREES



Bases de données de références

Description

- Bases de données publiques ou propriétaires dont la robustesse est avérée

Principales sources

- Base de données des médicaments
- Bases de l'ANSM
- Bases de la HAS (ASMR, SMR)
- Eurostat
- OCDE



Études du Leem

Description

- Etudes thématiques réalisées par le Leem depuis plusieurs années

Principales sources

- Etude sur la fiscalité comparée des entreprises du médicament en France et en Europe (2024)
- Etude sur l'attractivité de la France pour la recherche clinique (2025)
- Bilan Economique du Leem (2024)
- Observatoire des métiers (2024)



Enquête

Enquêtes auprès des adhérents du Leem

Description

- Données issues des questionnaires réalisés par le Leem

Principales sources

- Questionnaire complété par les adhérents pour ce baromètre (mars 2025)
- Enquête sur l'accès aux données de santé (2023)
- Rapport de progrès PACTES (2024)

62 entreprises ont répondu à l'enquête anonyme 2025 du baromètre 360° représentant 80% du chiffre d'affaires des adhérents du Leem

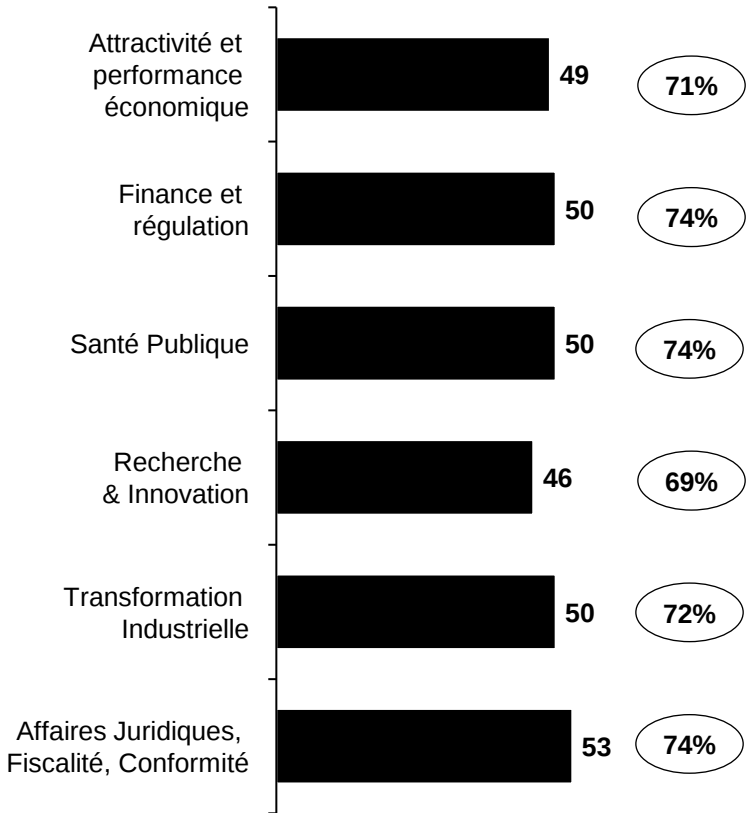
Enquête 2025 auprès des adhérents du Leem



- **Enquête anonyme lancée auprès des entreprises adhérentes du Leem en mars 2025** sur un panel de thématiques :
 - *Attractivité et performance économique*
 - *Finance et Régulation*
 - *Santé publique*
 - *Recherche & Innovation*
 - *Transformation industrielle*
 - *Affaires Juridiques et Conformité*
 - *Fiscalité*
- **62 des entreprises du médicament ont répondu à l'enquête 2025** représentant **80% du chiffre d'affaires** des adhérents du Leem

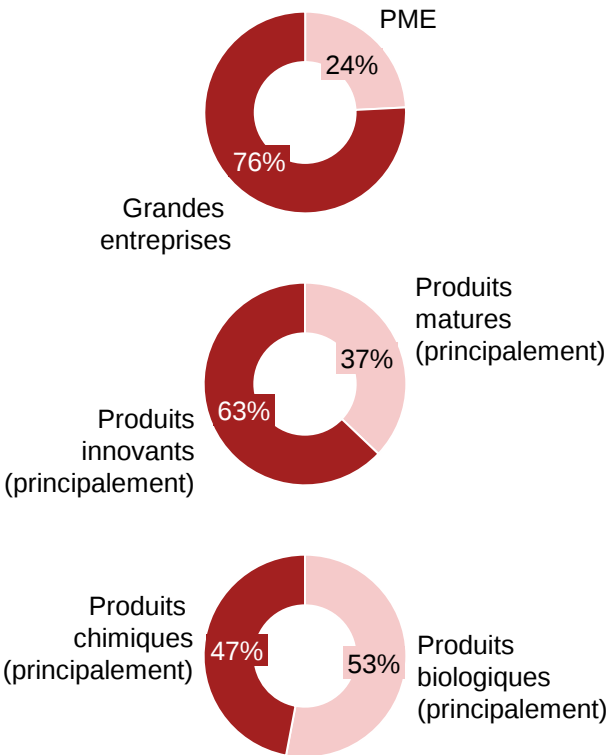
Nombre de répondants par thématique à l'enquête 2025

#, % du CA des adhérents du Leem 2024



Répartition des répondants selon la taille et les médicaments produits

% du nombre de répondants



- **PME** = entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50M€
- **Produits matures (principalement)** = entreprises dont plus de 50% du chiffre d'affaires est issu de la commercialisation de médicaments matures (vs. innovants)
- **Produits chimiques (principalement)** = entreprises dont plus de 50% du chiffre d'affaires provient de la commercialisation de produits chimiques (vs. biologiques)

Sommaire

Souveraineté sanitaire

Soutenabilité économique

Responsabilité sociétale



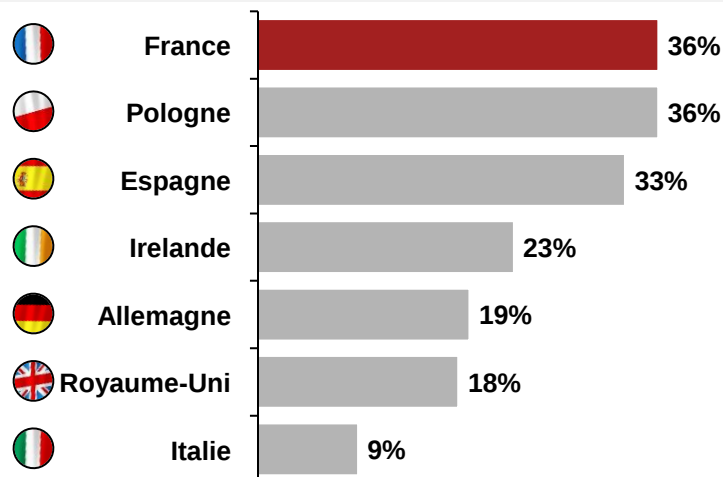


La France dispose d'un écosystème de recherche solide grâce à son excellence scientifique, son CIR et ses institutions de recherche de pointe

Structure de l'écosystème R&D en France

La France dispose de mesures fiscales parmi les plus incitatives pour la R&D en Europe

- **Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) en France reste l'un des plus élevé d'Europe**, mais est talonné par certains dispositifs mis en place ou améliorés récemment dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest (ex: Pologne)
- **Le taux de CIR en France est évolutif** avec les montants d'investissement R&D considérés : **30% jusqu'à 100M€ et 5% au-delà**



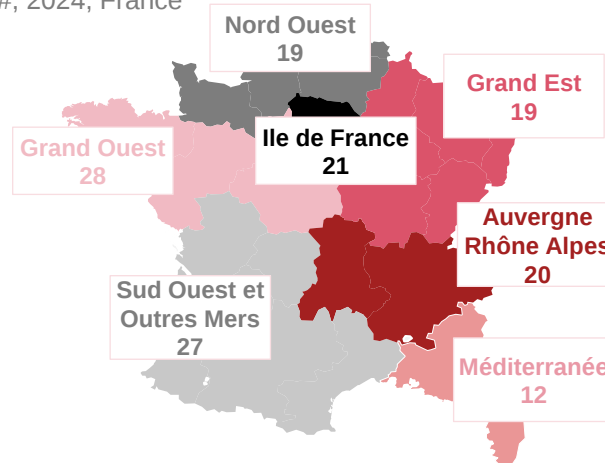
Baromètre 360° 2025 de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique
Strategy&

La France dispose d'une excellence académique et d'infrastructures propices à la recherche pharmaceutique

- L'industrie pharmaceutique est **partenaire de la quasi-totalité des établissements de santé acteurs de la recherche et de l'innovation** en France (environ 150 ES) et des autres infrastructures dédiées à la recherche dont 5 bioclusters (PSCC, B&M, Genother, BCF2I, MIB) et 18 IHUs
- **La France possède un écosystème de recherche médicale renommé** avec des centres tels que l'Institut Pasteur (23000 personnes – 10 Prix Nobel) ou encore l'Institut Curie (52000 patients, 82 équipes de recherche)
- Cette excellence scientifique se traduit par une **3^{ème} place de la France dans le nombre de brevets pharmaceutiques déposés en Europe en 2024**

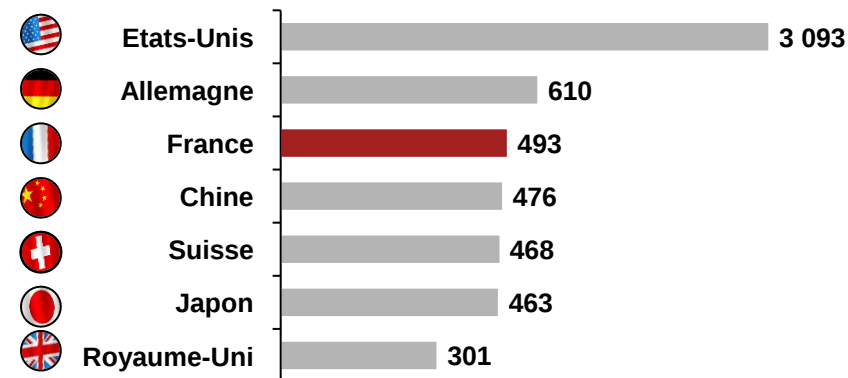
Ecosystème des établissements de santé

#, 2024, France



Nombre de brevets pharmaceutiques déposés en Europe par pays

#, 2024



Sources: OCDE, European Patent Office, Institut Curie, Institut Pasteur, Leem, PwC Strategy&

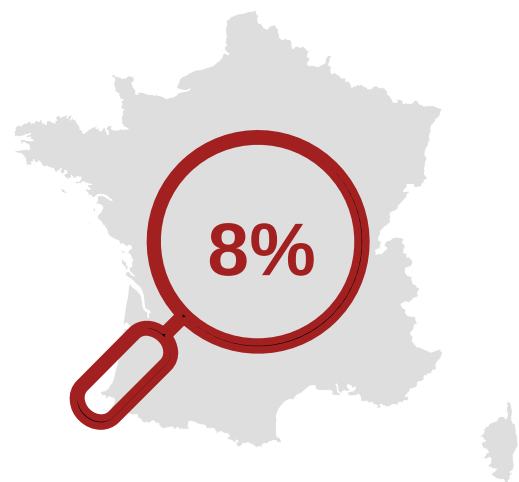


Selon les répondants, les investissements R&D en France sont restés stables en 2024 vs 2023 à 5,9Mds€ dont près de 70% dédiés à la recherche clinique

Investissements R&D



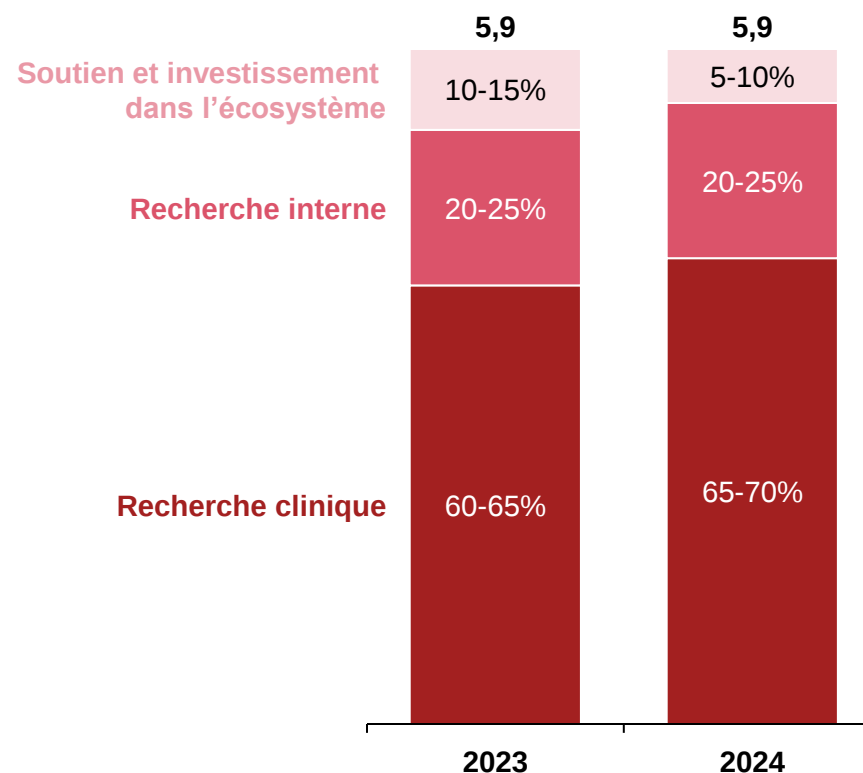
Enquête



La France représenterait **8%** des dépenses totales déclarées de R&D dans le monde selon les répondants à l'enquête du Leem en 2024

Estimation des dépenses d'investissement R&D en France par catégorie

Milliard d'€, 2023-2024



Commentaires

- Selon les entreprises répondantes, **les investissements R&D** du secteur pharmaceutique en France **restent stables en 2024 vs 2023**, cependant, les entreprises ont revu la distribution de ses **investissements, plus tournés vers la recherche clinique (+5-10%) au détriment de la recherche amont** (part du soutien à l'écosystème en baisse)



Selon 94% des entreprises répondantes, les investissements R&D en France devraient rester stables ou augmenter sur les 3 prochaines années

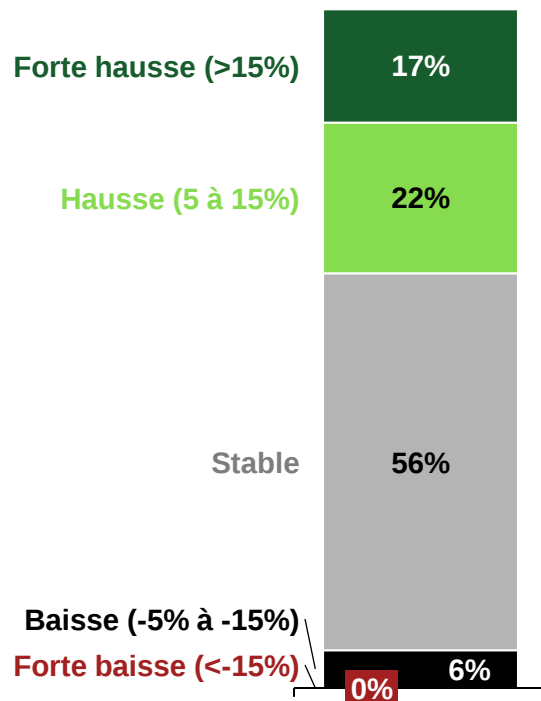
Investissements R&D



Enquête

Dynamique d'investissements R&D en France sur les 3 prochaines années
%, 2025

Quelle est la dynamique d'investissement R&D de votre entreprise sur les 3 prochaines années ?



Commentaires

- **Les entreprises répondantes semblent enclines à investir en R&D en France** sur les prochaines années à venir
 - **100% des Grandes Entreprises** répondantes déclarent **continuer à investir**
 - **Cette tendance est plus nuancée pour les PME** avec 17% d'entre elles déclarant baisser leurs investissements de 5 à 10% sur les trois prochaines années
- **L'incertitude macroéconomique** globale avec des pressions protectionnistes de certains pays **pourraient venir rebalancer les arbitrages d'investissement des entreprises** du secteur pharmaceutique : les mesures protectionnistes de certains pays pourraient inciter certains acteurs à **réorienter leurs investissements vers leurs marchés domestiques majoritaires** pour sécuriser l'accès à ce marché



La France se classe à la 3^{ème} place européenne sur les essais cliniques tandis que l'Espagne, 1^{ère}, s'est fortement dynamisée ces dernières années

Essais cliniques

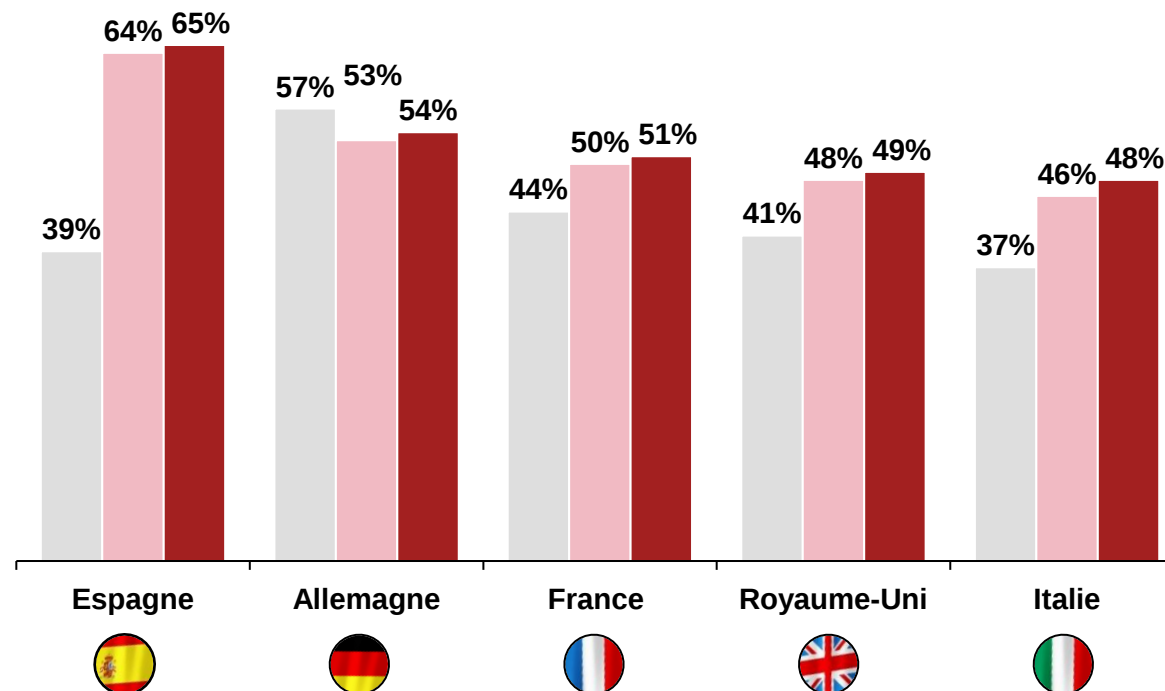
Evolution du nombre d'essais cliniques multinationaux en Europe entre 2010 et 2024 sur une période de 18 mois

% du nombre d'essais cliniques multinationaux en Europe menés dans le pays

■ 2010-S1 2011 ■ 2022-S1 2023 ■ 2023-S1 2024

Nombre d'essais cliniques multinationaux en Europe

2010-S1 2011	1548
2022-S1 2023	1261
2023-S1 2024	1173



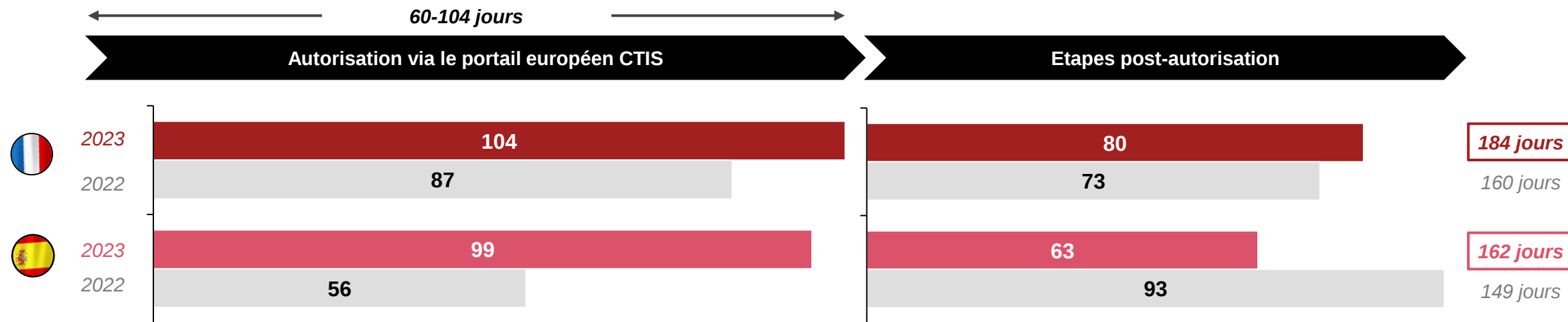
Commentaires

- **L'Espagne a la plus grande dynamique d'essais cliniques en Europe** du fait de (i) **simplification administrative** avec des délais de lancement d'essais cliniques raccourcis (ii) **l'augmentation des investissements** depuis 10 ans (800m€ en 2021 vs 470m€ en 2011) et du système vertueux des fondations hospitalières¹ (iii) **système incitatif d'adressage des patients** (iv) **mise à disposition de personnels qualifiés** dans les structures hospitalières
- **L'Allemagne accuse une forte baisse** du nombre d'essais cliniques du fait de (i) **délai de négociation** entre institutions de recherche et laboratoires pharmaceutiques (ii) **réglementation plus contraignante** sur la protection des données
- Pour recouvrer de **l'attractivité sur les essais cliniques**, **l'Allemagne** a mis en place une **mesure incitative sur le prix** du médicament si plus de 5% des patients de l'essai clinique sont allemands (voté en juillet 2024)



Le délai d'inclusion du 1^{er} patient dans un essai clinique est de 184 jours en 2023 avec l'objectif d'un délai réduit à 120 jours en France d'ici 2030

Procédure et délai pour inclure le 1^{er} patient dans un essai clinique



Commentaires

- Depuis janvier 2022, l'Union européenne a instauré une procédure harmonisée (règlement EU n°536/2014), facilitant les essais multinationaux dans l'EU et réduisant les délais (maximum 104 jours) avec un dossier unique et une évaluation coordonnée entre les pays
- La France s'est engagée d'ici 2030 à réduire le délai total à 120 jours avec l'application des 45 jours prévus par la loi pour la partie post autorisation (contractualisation et organisation pratique pour accueillir l'essai clinique au centre) par la simplification de la convention unique
- L'absorption de la mise en place de la réforme explique que certains pays comme la France et l'Espagne affichent des délais plus longs qu'auparavant
- L'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne et Danemark ont mis en place des fast tracks pour les essais nationaux mono-pays permettant des évaluations accélérées par rapport à la procédure européenne



Selon l'enquête, une fiscalité plus incitative, une réactivité administrative et un meilleur accès aux données favoriseraient les investissements R&D

Investissements R&D



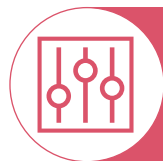
Proposition de mesures pour dynamiser l'attractivité de la France pour les essais cliniques

Quelles sont selon vous les mesures incitatives et pistes d'amélioration à explorer avec les pouvoirs publics pour améliorer l'attractivité pour la R&D pharma sur le territoire ?



Mettre en place une politique volontariste à 360°

- **Pérenniser et simplifier le CIR¹** pour les entreprises pharmaceutiques
- **Corréler les mesures incitatives pour les essais cliniques avec l'aval de la chaîne de valeur du médicament** (ex : en Allemagne, négociation de prix préférentiel du médicament si plus de 5% de patients allemands dans l'essai clinique)



Simplifier et accélérer les procédures administratives

- **Accélérer les procédures de validation** avec l'ANSM² et les CPPs³ avec la mise en place un fast track pour la France pour les essais d'intérêt particulier
- **Simplifier les modalités de contractualisation et de facturation associées** (convention unique)
- **Faciliter la décentralisation des essais cliniques**



Faciliter l'accès aux données de santé

- **Harmoniser et simplifier l'utilisation des données disponibles** au niveau national et dans les centres en systématisant la digitalisation des dossiers médicaux
- **Réduire les délais d'accès aux données de santé** pour mener des projets de recherche scientifique

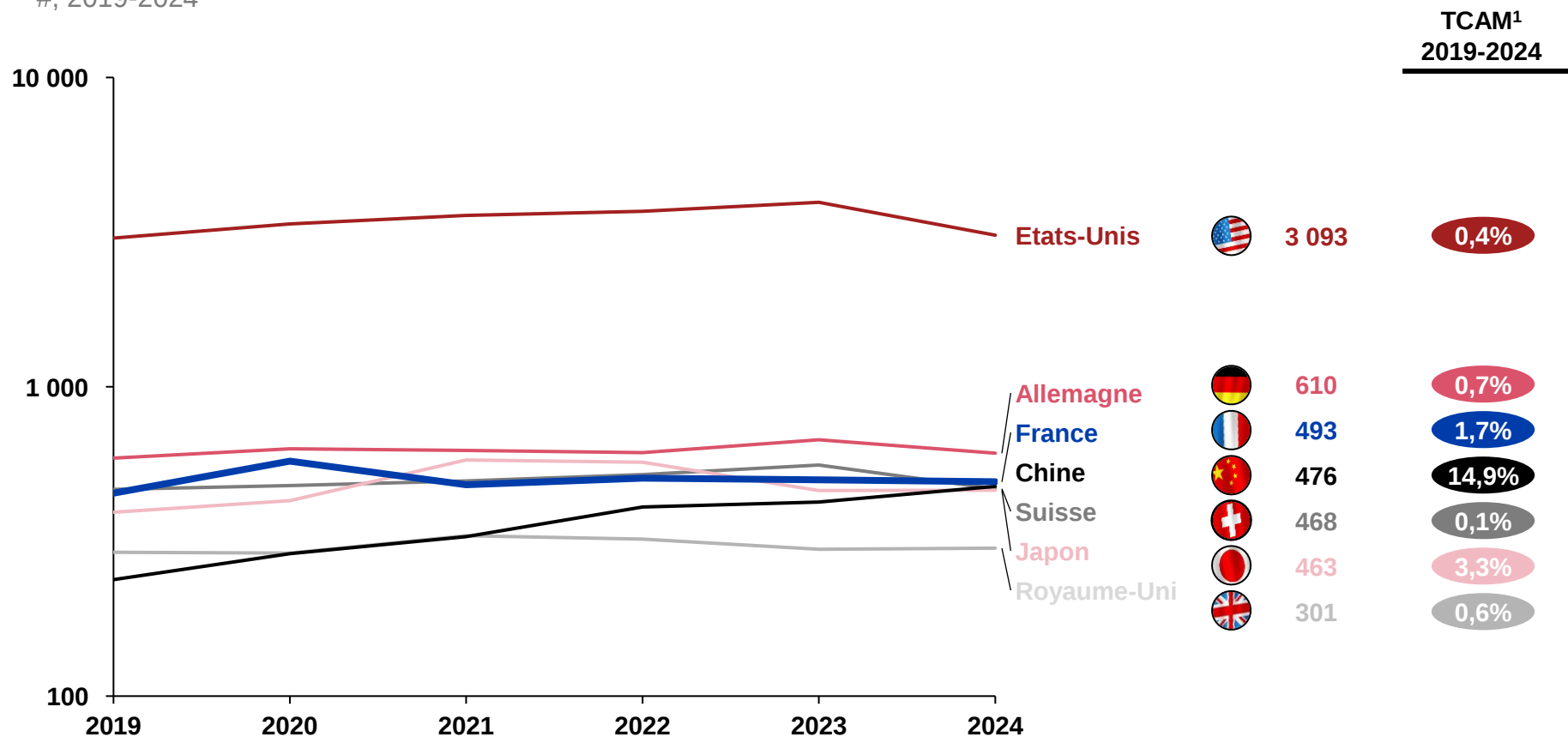


La France est à la 3^{ème} place au niveau mondial avec 493 brevets déposés en Europe en 2024

Nombre de brevets déposés en Europe

Top 7 pays d'origine de dépôt des brevets pharmaceutiques en Europe

#, 2019-2024



Commentaires

- Le nombre de brevets déposés en Europe accuse une baisse de 13% en 2024 vs 2023
- La France se maintient à la 2^{ème} place européenne – la France a déposé 493 brevets en 2024, stable depuis 2022
- Le nombre de brevets déposés par la Chine en Europe explose ces cinq dernières années (+15%/an)



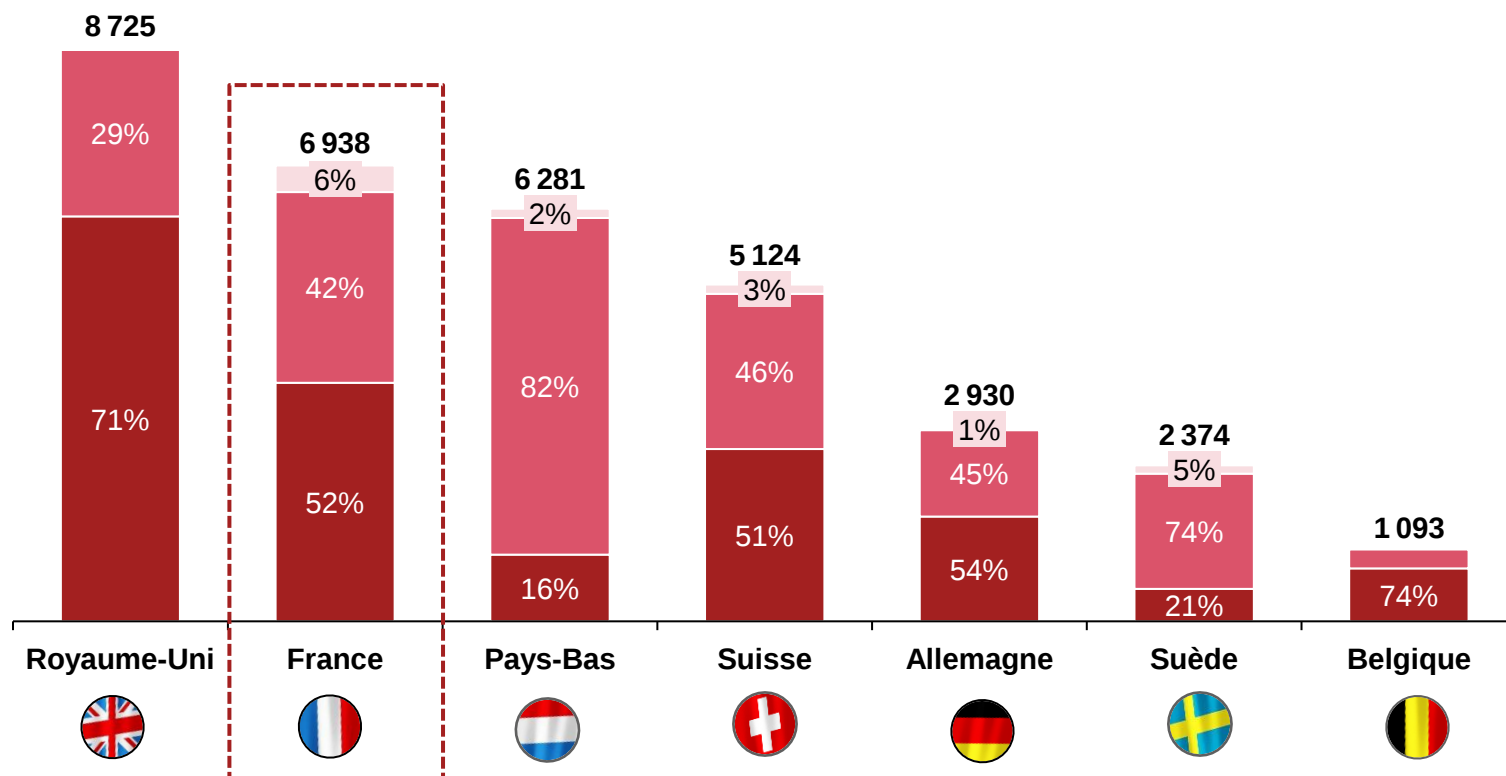
La France se positionne 2e en Europe en montants levés par les entreprises de la HealthTech sur la période 2022-2024 derrière le Royaume-Uni

Dynamique de la HealthTech

Montants levés par les entreprises de la HealthTech¹ en cumulé de 2022 à 2024 par pays d'incorporation

Millions d'€, période cumulée 2022-2024

■ Capital Risque ■ Refinancement ■ IPO



Commentaires

- En 2024, la France connaît une baisse des montants levés en capital risque (-7% vs 2023) avec des tickets moyens plus faibles (11M€ en moyenne) bien que le nombre d'opérations soit resté stable (+5 opérations vs 2023) vs une dynamique très positive pour le Royaume-Uni, la Suisse et l'Allemagne qui se répartissent la majorité du Top10 des opérations réalisées en 2024 (en montants levés)
- En 2024, il n'y a eu que 5 IPOs réalisées par des entreprises européennes de HealthTech mais aucune française sur cette année
- En revanche, la France est 1^{ère} en Europe en montants levés et nombre d'opérations de refinancement en 2024 avec 1,7Mds€ (3x plus qu'en 2023) devant le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suisse et l'Allemagne

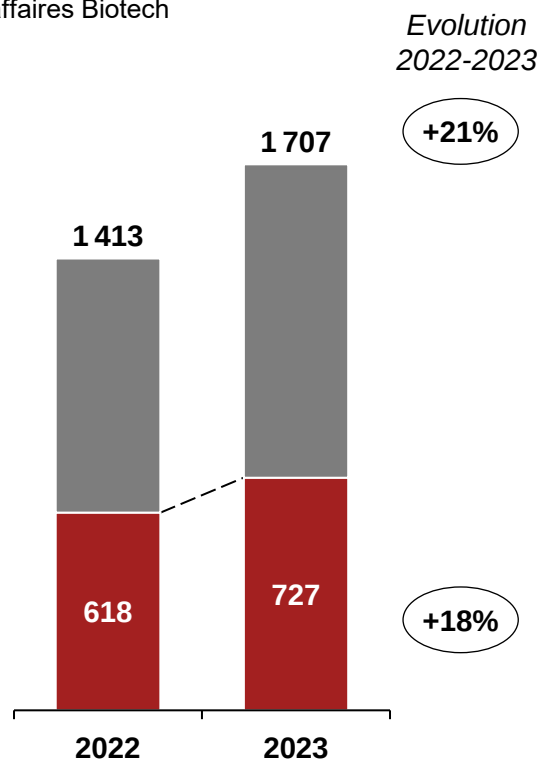


Les créations d'entreprises de biotechnologies ont presque doublé en 5 ans et représentent 43% du chiffre d'affaires HealthTech en France

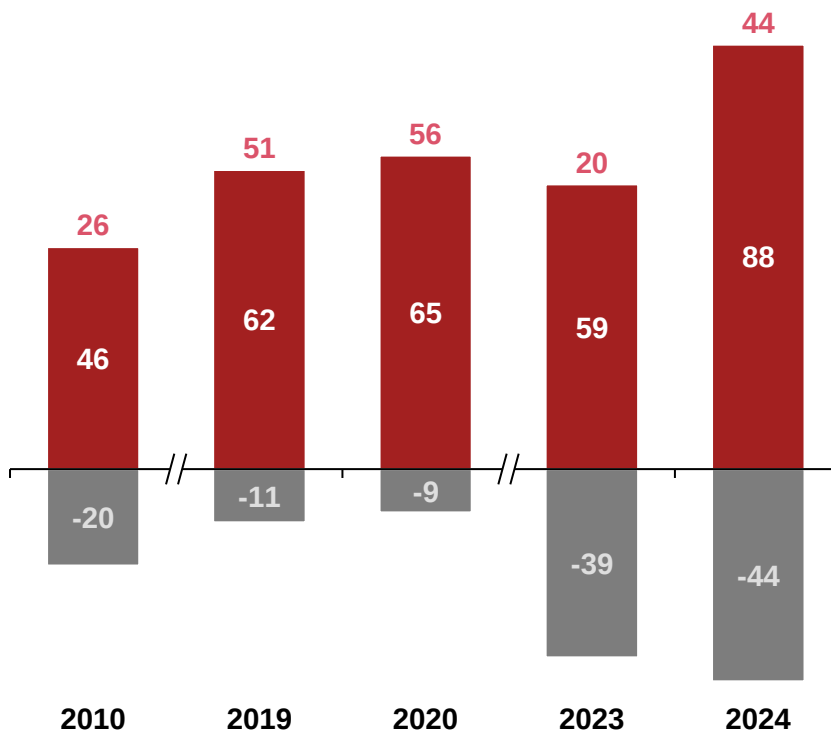
Dynamique de la HealthTech en France

Chiffre d'affaires total des entreprises de la HealthTech et part des biotechnologies en France
M€, 2022-2023

■ Chiffre d'affaires Biotech



Evolution du nombre de créations et de liquidations d'entreprises de biotechnologies en France
#, 2010-2024



Commentaires

- L'essentiel de la **croissance du secteur de la HealthTech en France** est porté par les **entreprises de biotechnologies** qui représentent **43% du chiffre d'affaires total de la HealthTech en 2023**
- L'écosystème recouvre son **dynamisme** en 2024 avec une augmentation forte du nombre de **créations d'entreprises**
- Le nombre accru de **liquidations d'entreprises** en 2024 montre les **difficultés de refinancement** pour certaines entreprises du fait du contexte économique, politique et fiscal incertain.

Les données de santé sont utilisées tout au long du cycle de vie du médicament, leur accès et leur interopérabilité sont clés

Usage des données de santé¹

Recherche Essais cliniques Evaluation AMM & prix Post Commercialisation & Pharmacovigilance Optimisation & Maturation						
SNDS ²	Information sur les remboursements de soins, médicaments et les hospitalisations sur la majorité de la population française	- Etude épidémiologique - Estimation de la population cible et des caractéristiques des patients potentiels	Identification des centres partenaires et des patients qui seront inclus dans l'essai clinique	- Analyse économique de la maladie (ressources et coûts) - Evaluation de la taille de la population et compréhension de ses caractéristiques - Définition du parcours de soin	- Demande d'étude post – inscription par HAS - Caractéristiques des patients traités et comorbidités - Analyse de l'efficacité et de la tolérance du traitement - Analyse des coûts et de l'utilisation des ressources liés aux traitements	- Renégociation et réévaluation du médicament ainsi que du potentiel d'extension d'indication - Etude des séquences thérapeutiques
	Recueil continu et exhaustif de données nominatives avec un focus spécifique sur certaines maladies ou traitements	- Etude épidémiologique et histoire de maladie - Compréhension de la population cible	Création de groupes de comparaison (historique et synthétique)	- Comparateurs cliniques pertinents - Evaluation de la transposabilité de l'essai clinique - Analyse de l'impact sur la qualité de vie	- Suivi de long terme de l'utilisation du traitement selon le schéma thérapeutique - Demande d'étude post – inscription par HAS - Etude d'efficacité	- Compréhension des nouvelles populations ou sous-populations d'intérêts - Etude de l'efficacité en vie réelle
	Etudes épidémiologiques suivants des populations sur de longues périodes selon un protocole de recherche établi	- Etude épidémiologique et histoire de la maladie - Identification des populations et biomarqueurs cibles - Compréhension des facteurs de risques	- Création de groupes de comparaison - Analyse de l'impact sur la qualité de vie - Optimisation des critères d'inclusion des protocoles de recherche clinique	- Comparateurs cliniques pertinents - Evaluation de la transposabilité de l'essai - Caractéristiques des patients - Analyse de l'impact sur la qualité de vie	- Identification de sous populations d'intérêts - Analyse de l'efficacité et de la tolérance du traitement - Analyse de la satisfaction du patient et de l'impact sur sa qualité de vie	- Compréhension des nouvelles populations ou sous-populations d'intérêts - Analyse de l'efficacité et de la tolérance du traitement en vie réelle (dont qualité de vie)

Baromètre 360° 2025 de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique
Strategy&

1) Les usages des données de santé qui sont indiqués ici ne sont pas exhaustifs

2) SNDS : Système National des Données de Santé

Sources : Leem, PwC Strategy&



La France disposerait de bonnes capacités de chaînage des données de santé selon les répondants de l'enquête

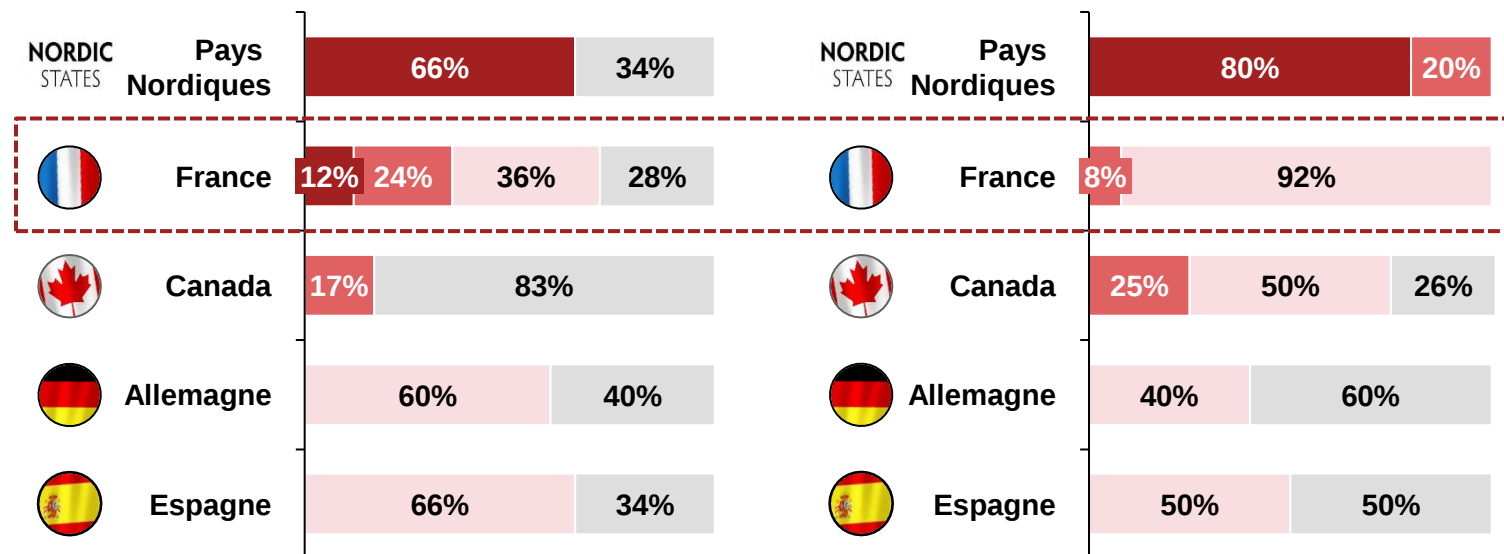
Capacités de chaînage

Fréquence de réalisation d'approche de chaînage pour les données du SNDS (et équivalents étrangers), des cohortes et des registres

Toujours Souvent Parfois Jamais

Données du SNDS (et équivalents étrangers)

Données des cohortes et registres



Commentaires

- Le chaînage de données consiste à relier des données complémentaires provenant de sources hétérogènes (ex : données de soins, biologiques, sociales, etc.) pour reconstituer des parcours de soins complets d'un même individu ou d'une population
- La France dispose de bonnes capacités de chaînage s'appuyant sur le SNDS¹ constituant une base exhaustive et fiable sur un échantillon très large : 1,2 milliards de feuilles de soins par an couvrant près de 99% de la population française
- De plus, La France a développé une solide expertise en chaînage depuis le début des années 2000 s'appuyant sur l'identifiant unique (NIR) ou une méthode probabiliste
- Des efforts restent à faire pour renforcer l'interopérabilité entre les systèmes d'information pour faciliter l'utilisation des données cross acteurs (établissements de santé, laboratoires, etc.)

La France est le pays où le délai d'accès aux données de remboursement est le plus long selon les répondants de l'enquête

Délai d'accès aux données de santé

Délai moyen d'accès aux données du SNDS (et équivalents étrangers) par étape toutes étapes confondues

% du total des répondants, 2021-2023

Données du SNDS (et équivalents étrangers)						Données des cohortes et registres					
	<1m	2-3m	3-6m	6m-1y	>1y		<1m	2-3m	3-6m	6m-1y	>1y
	3%	23%	15%	18%	41%		15%	12%	15%	38%	21%
	0%	14%	43%	43%	0%		0%	33%	22%	44%	0%
	18%	18%	55%	9%	18%		15%	0%	38%	15%	31%
NORDIC STATES	0%	13%	25%	50%	13%	NORDIC STATES	0%	45%	45%	9%	0%
	11%	33%	44%	11%	11%		0%	18%	36%	45%	0%

Cet indicateur mesure le délai moyen constaté à chacune des étapes réglementaire, contractuelle ou mise à disposition. Il ne permet pas en l'état d'apprécier laquelle de ces trois étapes est la plus limitante. Les délais sont pris séparément et n'ont pas été additionnés : une étape pouvant aller plus vite qu'une autre.

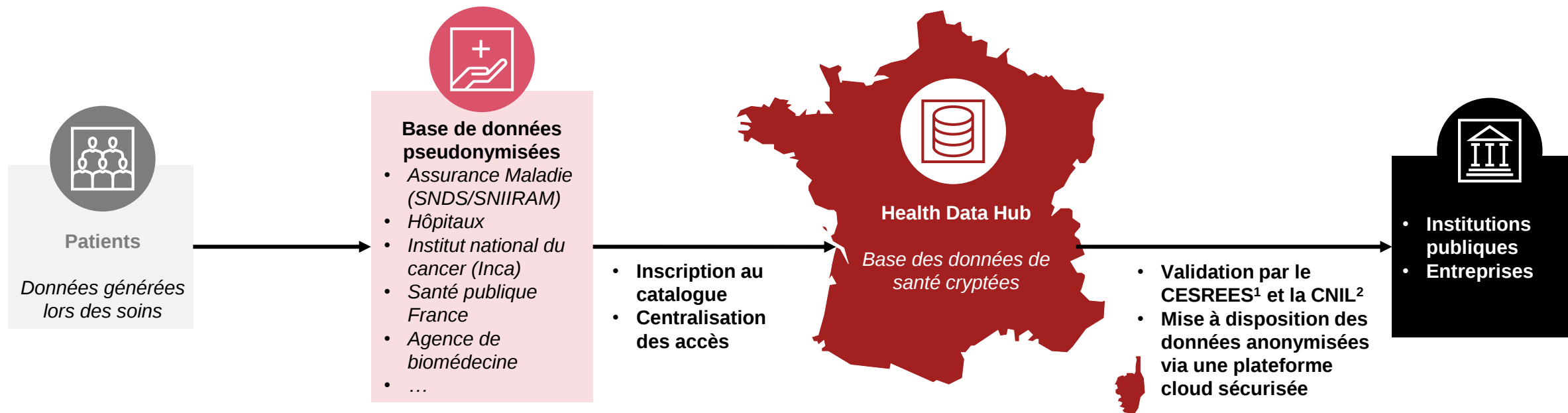


Commentaires

- Sur les données de remboursement, bien qu'un effort ait été fait sur les démarches réglementaires d'autorisation (CNIL, comité d'éthique), les délais d'extraction sont comparativement longs en France vs l'Allemagne, les pays nordiques et l'Espagne
- Les temps de latence entre la remontée des données et leur disponibilité sont également problématiques : les données d'une année donnée n'étant disponibles qu'au mois de juillet de l'année suivante
- L'utilisation croissante des données de facturation hospitalières pour la tarification et la régulation des médicaments nécessiterait une publication infra-annuelle pour permettre une meilleure anticipation et prévision budgétaire
- Les délais d'accès aux données issues des cohortes ou registres sont souvent supérieurs à 6 mois du fait notamment de la disparité des modèles de contrats utilisés et des devis reçus

Le Health Data Hub créé en 2019 a pour objectif de centraliser et de faciliter l'accès aux données de santé, son implémentation est en cours

Health data hub



Commentaires

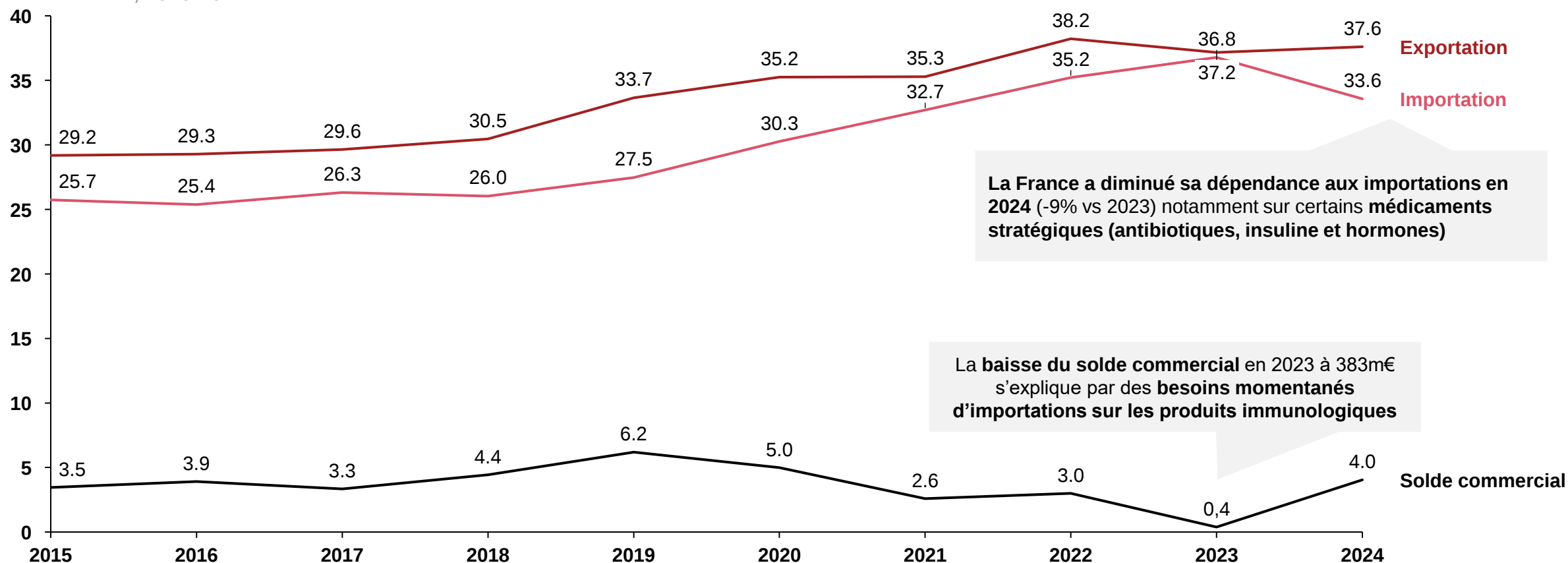
- Créé par décret en 2019, le **Health Data Hub (HDH)** a été ouvert en 2020 et vise à centraliser l'ensemble des données de santé (SNDS³, PMSI⁴, cohortes et registres); l'intégration des données dans le HDH est encore en cours d'implémentation
- Aujourd'hui le HDH permet de centraliser les demandes d'accès aux données pour les entreprises mais le stockage et la mise à disposition des données restent encore à la main des différents organismes (CNAM pour le SNDS, France Cohortes pour l'accès aux données des cohortes...).
- Un projet de loi est en cours pour aligner la méthodologie d'usage des données de santé à des fins secondaires avec le règlement européen EEDS (Espace Européen des Données de Santé) visant à simplifier et harmoniser les conditions d'accès aux données de santé en Europe
- Le retard de la mise à disposition des données sur le HDH est du notamment au choix de l'hébergeur: le déploiement d'une solution souveraine certifiée SecNumCloud par l'ANSSI⁵ est attendue pour 2026

Après une chute historique du solde commercial en 2023, la France est revenue à un excédent de 4Mds€ en 2024

Solde commercial du secteur pharmaceutique

Evolution des importations, exportations et du solde commercial du secteur pharmaceutique en France

Milliard d'euros, 2015-2024

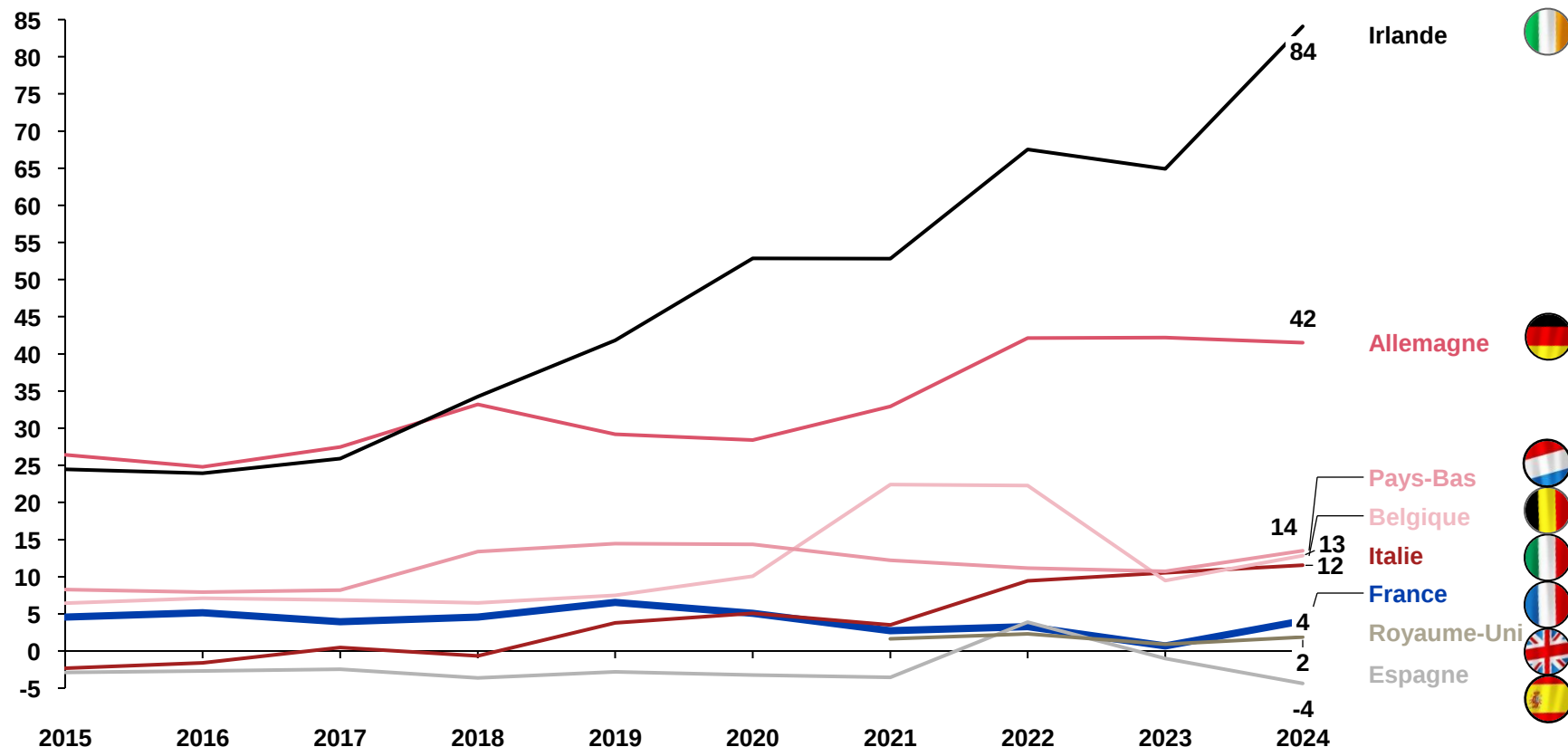


La France se classe à la 10^{ème} place en Europe sur son solde commercial, avec une difficulté à booster ses exportations vs ses voisins européens

Solde commercial du secteur pharmaceutique

Evolution du solde commercial du secteur pharmaceutique en France et chez ses voisins européens¹

Milliard d'euros, 2015-2024



Baromètre 360° 2025 de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique
Strategy&

1) Le graphique ne représente pas l'exhaustivité des pays européens
Sources : Eurostat, PwC Strategy&

Commentaires

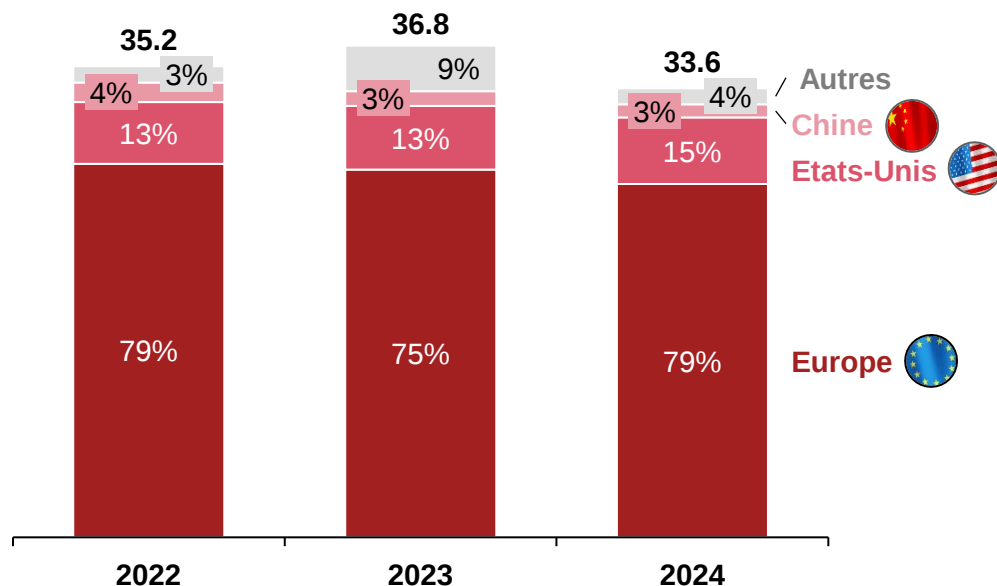
- Avec 84Mds€, l'Irlande a le solde commercial le plus excédentaire d'Europe s'expliquant par le fort investissement de grands groupes pharmaceutiques pour bénéficier de la fiscalité attractive mise en place par l'Irlande
- La Belgique est revenue à un niveau de solde commercial pré covid après une intensification de la production et l'exportation de vaccins
- L'Italie a renversé la tendance passant de -2Mds€ à 12Mds€ de solde commercial avec une forte hausse de ses exportations du fait d'un effort d'investissement dans l'industrie depuis 2020

La France importe et exporte les produits pharmaceutiques majoritairement en Europe (79% vs 53%) suivie par les Etats-Unis

Importations et Exportations de produits pharmaceutiques

Evolution de la répartition des importations de produits pharmaceutiques en France

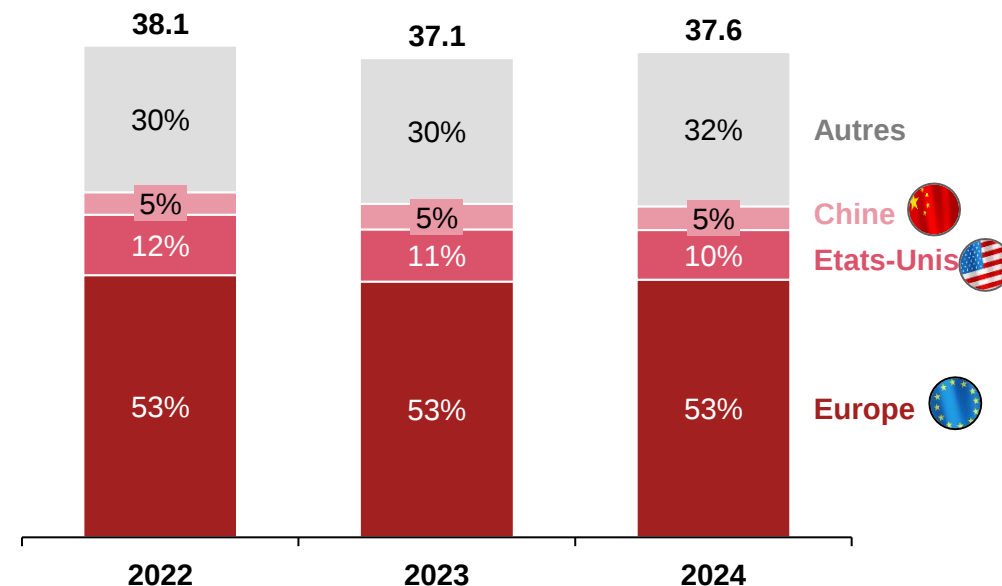
Milliards d'€, %, 2022-2024



- La France importe 80% de ses médicaments de l'Europe et plus spécifiquement de l'Allemagne (14%) et de l'Irlande (11%)
- Les importations des Etats-Unis pour les médicaments innovants augmentent tandis que la France diminue son approvisionnement auprès de la Chine (-32% entre 2022 et 2024 en valeur)

Evolution de la répartition des exportations de la France de produits pharmaceutiques

Milliards d'€, %, 2022-2024



- La France exporte majoritairement ses produits pharmaceutiques vers d'autres pays européens notamment l'Allemagne (12%) et la Belgique (10%)
- Les exportations vers les Etats-Unis ont baissé de 18% entre 2022 et 2024 en valeur tandis que ceux vers la Chine restent stables

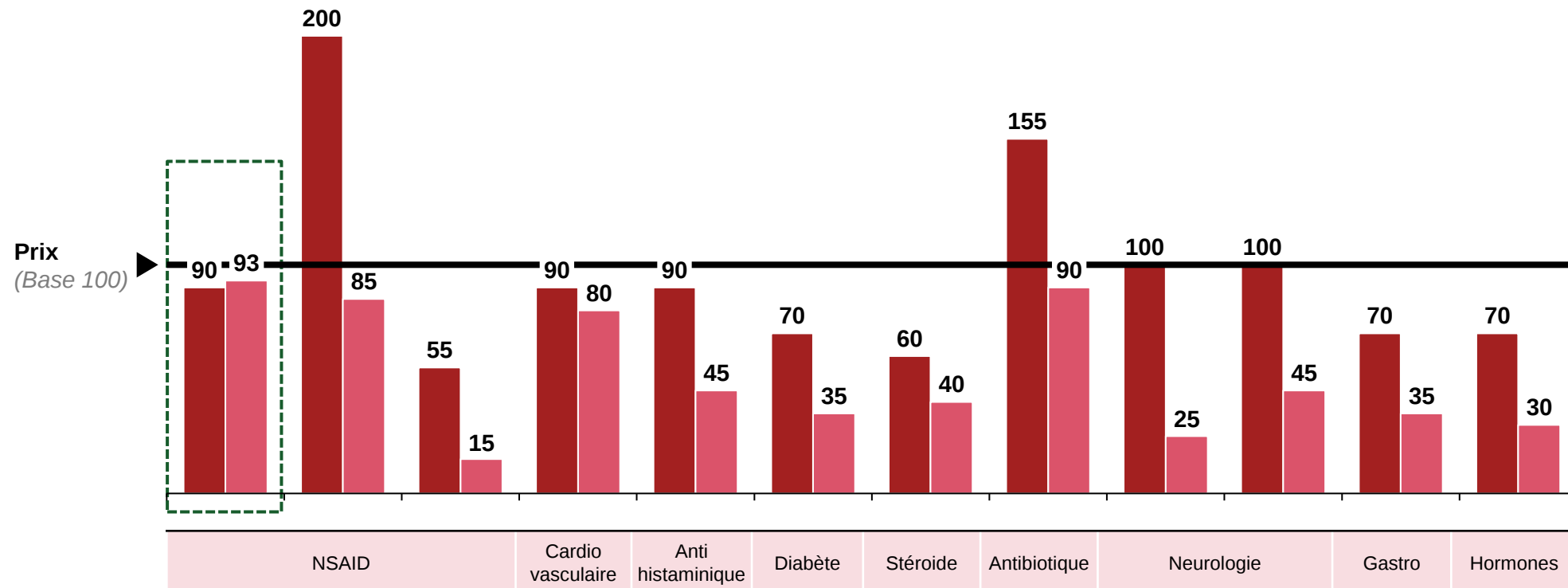
Sur l'ensemble des aires thérapeutiques étudiées par le SICOS, l'Europe est moins compétitive sur ses coûts de production vs l'Asie

Comparaison des coûts de production des APIs

Comparaison des coûts de production des molécules sélectionnées en Europe et en Asie

2024, %

■ Europe ■ Asie



Commentaires

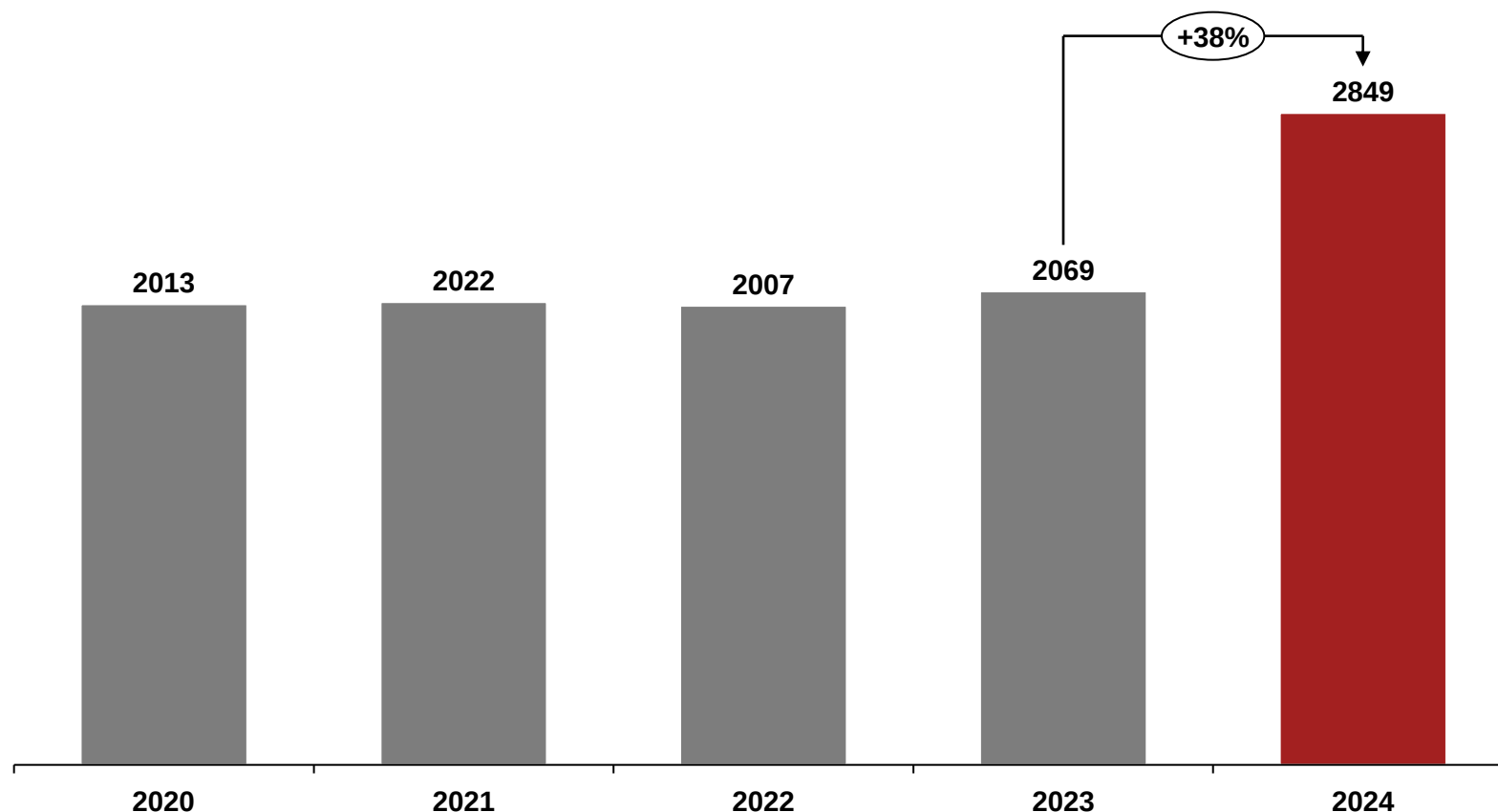
- Sur l'ensemble du panel de molécules des différentes aires thérapeutiques étudiées par le SICOS, l'Europe a des coûts de production supérieurs à l'Asie excepté sur une molécule du panel s'expliquant par des coûts fixes et de main d'œuvre plus élevés
- La viabilité économique long terme de l'Europe n'est pas sécurisée avec une stratégie agressive de l'Asie sur l'ensemble des molécules

L'enquête auprès des entreprises montre une augmentation des investissements de production en 2024 de 38% vs 2023

Investissements en production

Investissements en production en France

Millions d'€, 2024, France



Commentaires

- **Les investissements en production ont bondi** en 2024 de +38% vs 2023 s'expliquant par **les investissements programmés de certains gros laboratoires pharmaceutiques** notamment :
 - **Sanofi** avec un **investissement total annoncé de 1,1Mds€** sur son site de Vitry sur Seine dont l'ouverture est prévue fin 2025
 - **Novo Nordisk** à Chartres pour un **investissement total annoncé de 2,1Mds€** (ouverture fin 2026)

75% des entreprises répondantes déclarent vouloir continuer d'investir en France avec une dynamique à la hausse pour 33% des répondants

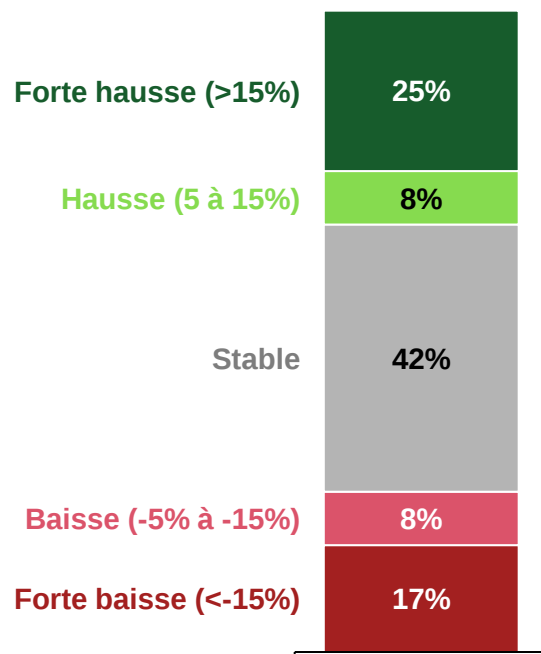
Investissements en production



Dynamique d'investissements en production en France sur les 3 prochaines années

%, 2025

Quelle est la dynamique d'investissement en production en France de votre entreprise sur les 3 prochaines années ?



Commentaires

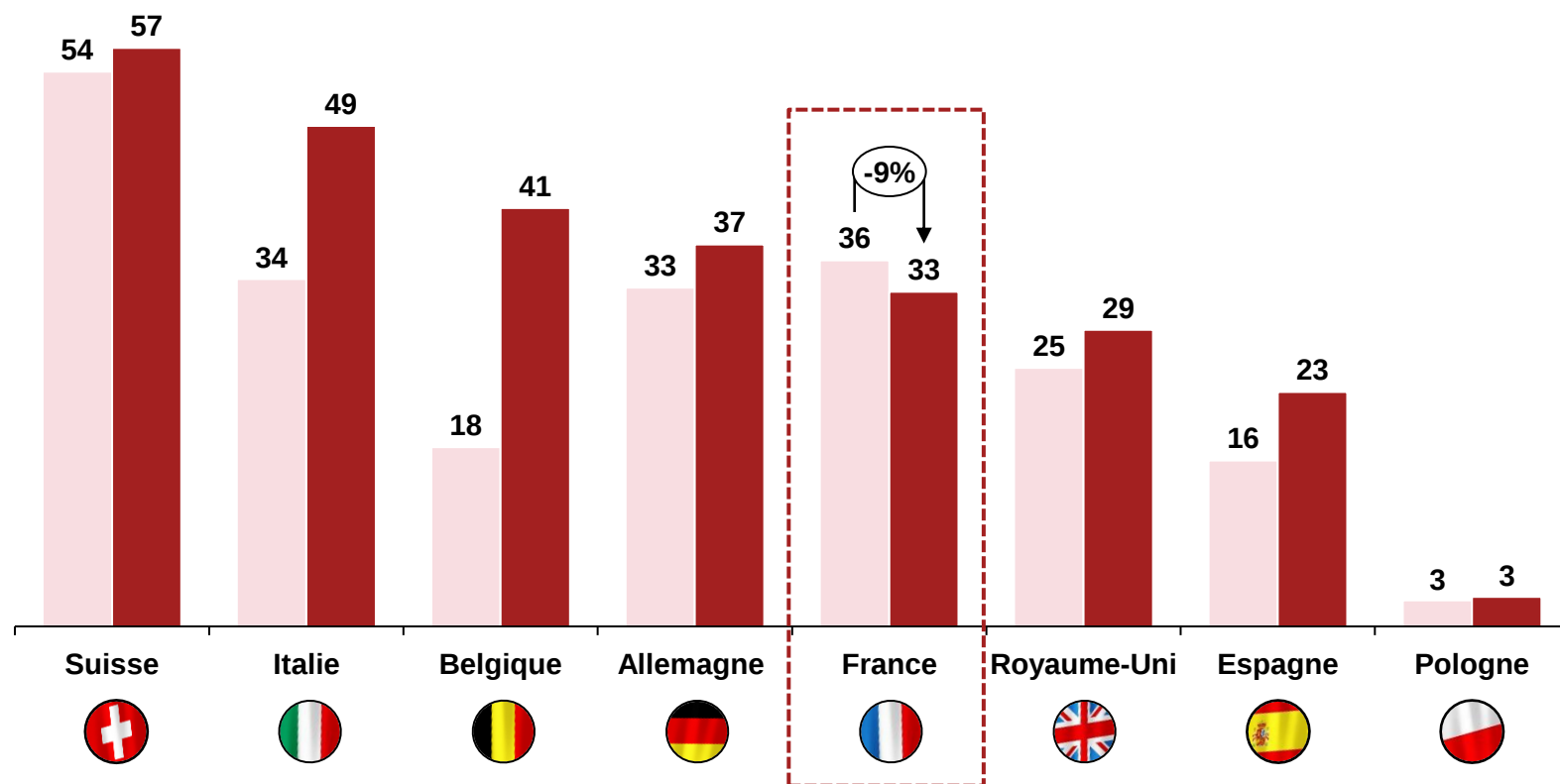
- **Les entreprises répondantes semblent enclines à investir en production en France** sur les prochaines années à venir - cette tendance est **particulièrement marquée pour les Grandes Entreprises** qui sont **51%** à indiquer une **dynamique à la hausse** (>5% d'augmentation)
- **Les PME** répondantes sont **plus nuancées** avec une stabilité (50%) ou une baisse prévue des investissements (50%) sur les prochaines années
- **L'incertitude macroéconomique** globale avec des pressions protectionnistes de certains pays **pourraient venir rebalancer les arbitrages d'investissement des entreprises** du secteur pharmaceutique : certains acteurs pourraient **réorienter leurs investissements vers leurs marchés domestiques majoritaires** pour sécuriser l'accès à ce marché

La production pharmaceutique en France a diminué de -9% en valeur entre 2019 et 2022 alors que la dynamique est positive chez ses voisins européens

Volume de production

Volume de production de produits pharmaceutiques¹

Milliards d'€, 2019 2022



Baromètre 360° 2025 de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique
Strategy&

1) Les données pour l'Irlande ne sont pas disponibles
Sources : EFPIA, Leem, PwC Strategy&

Commentaires

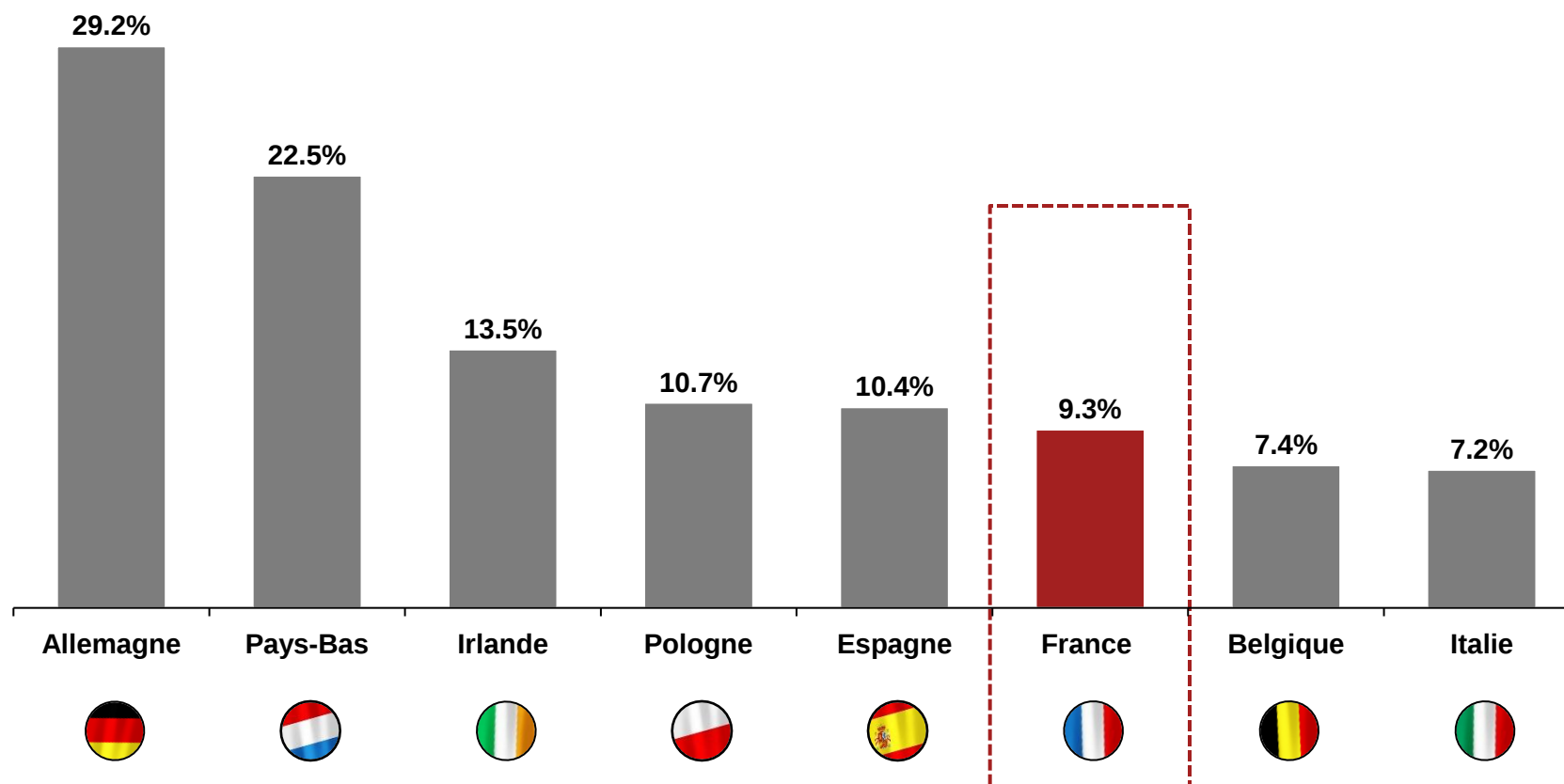
- La production de médicaments en France a baissé de -9% en valeur entre 2019 et 2022 s'expliquant par une production centrée sur les médicaments matures et génériques
- La Suisse reste le premier pays producteur de médicaments en Europe grâce à des mesures attractives pour les entreprises (notamment fiscales) et la main d'œuvre qualifiée
- Depuis 2020, l'Italie a une politique active d'investissements avec des mesures territoriales incitatives (ex: zone économique des régions du sud) attirant les investissements des **grands groupes** et la dynamique de développement pour les **CDMOs**
- La Belgique a doublé sa production en valeur du fait de **fortes capacités de production du vaccin** durant le Covid – en 2023, le développement du cluster BioWin en Wallonie permet de relancer cette dynamique : plus de 15 entreprises spécialisées sur les thérapies innovantes et 8 CDMOs

Sur les 431 nouvelles indications (AMM) approuvées en Europe depuis 2020, seuls 9% ont un site de fabrication en France

Origine géographique des sites de fabrication des nouvelles AMM en Europe

de nouvelles AMM approuvées en Europe pour lesquelles au moins un site fabricant est enregistré dans le pays

#, AMM 2020-2024



Commentaires

- L'Allemagne est le pays avec le plus de sites fabricants des nouvelles AMM mises sur le marché en Europe tous types confondus (princeps chimiques, biologiques, génériques, biosimilaires)
- Certains pays se sont spécialisés dans un type de médicament comme par exemple la Pologne possédant au moins un site de fabrication pour 41% des nouvelles AMM génériques

La France possède 256 sites de production répartis sur l'ensemble du territoire français

Empreinte territoriale des sites de production

Répartition géographique des sites de production en France

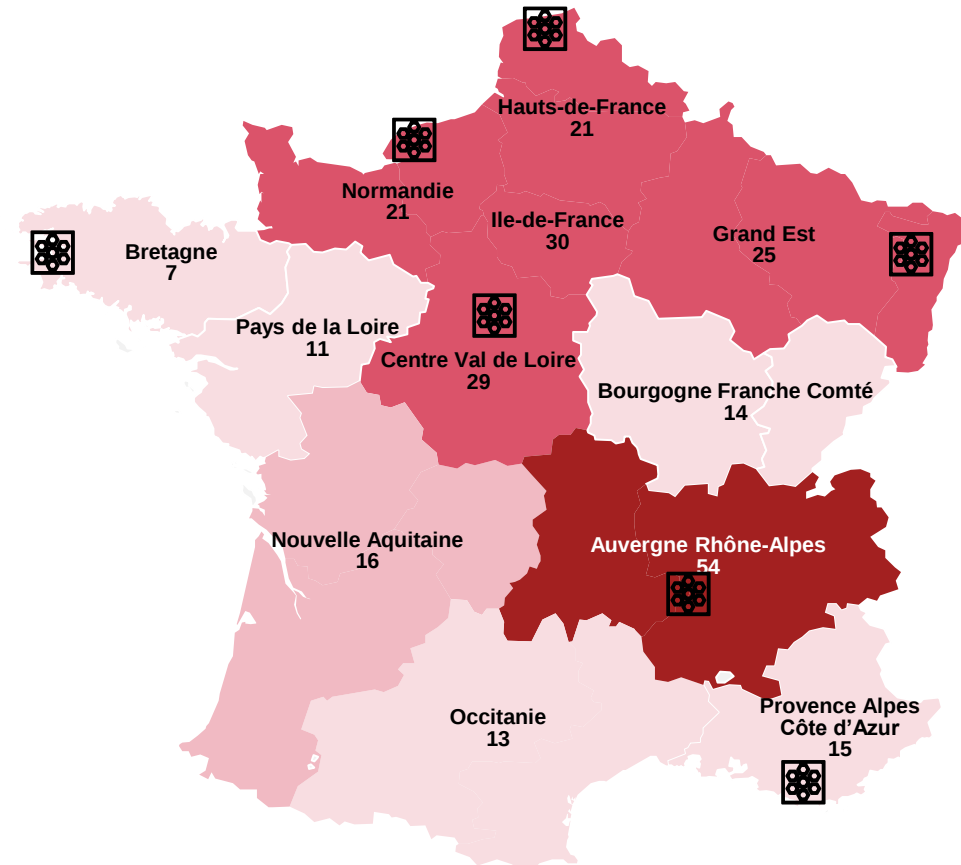
#, 2024, France

Top 3

Auvergne Rhône-Alpes

Ile-de-France

Centre Val de Loire



Légende



Principaux centres
logistiques

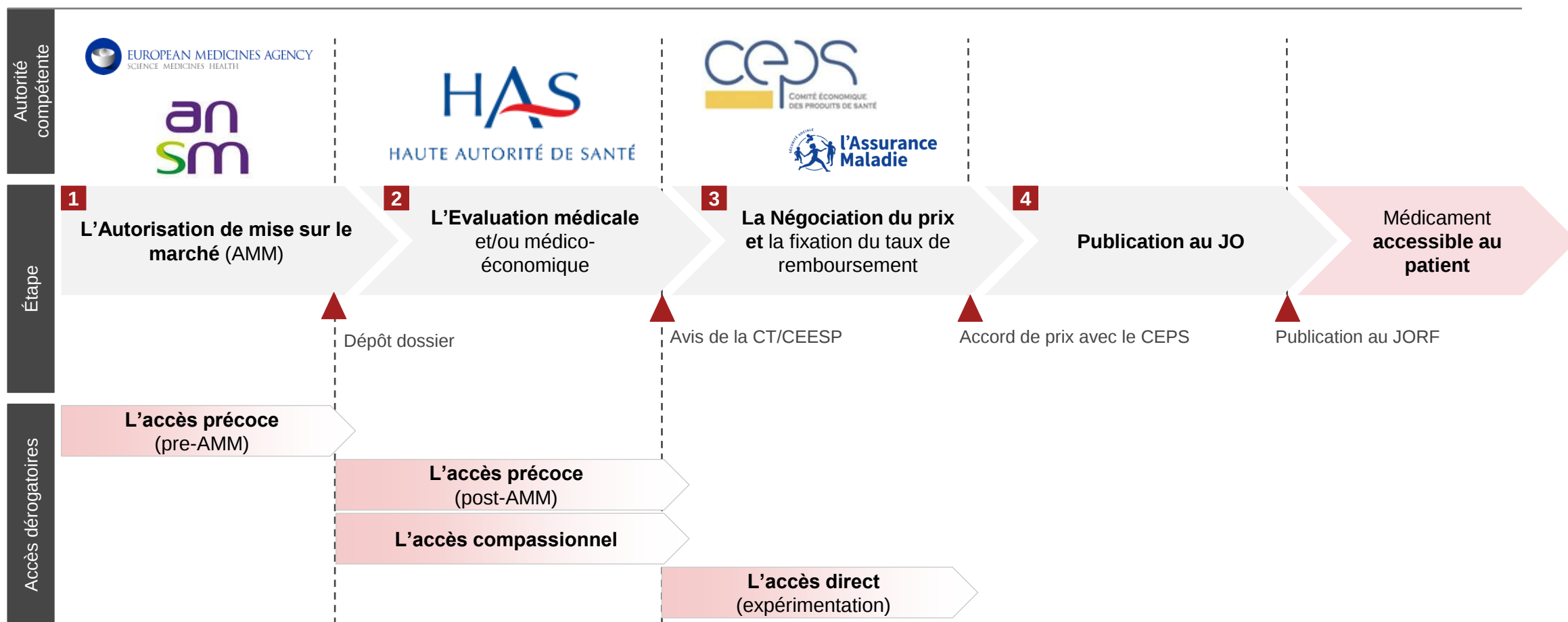


Concentration des activités
industrielles pharmaceutiques
(rouge : élevé)



Le parcours d'accès d'un médicament en France est séquencé, distinguant l'évaluation et la négociation du prix

Parcours d'accès d'un médicament en France





En France, le taux de disponibilité des nouveaux médicaments (60%) est inférieur à celui de ses voisins européens même si supérieur à la médiane européenne (50%)

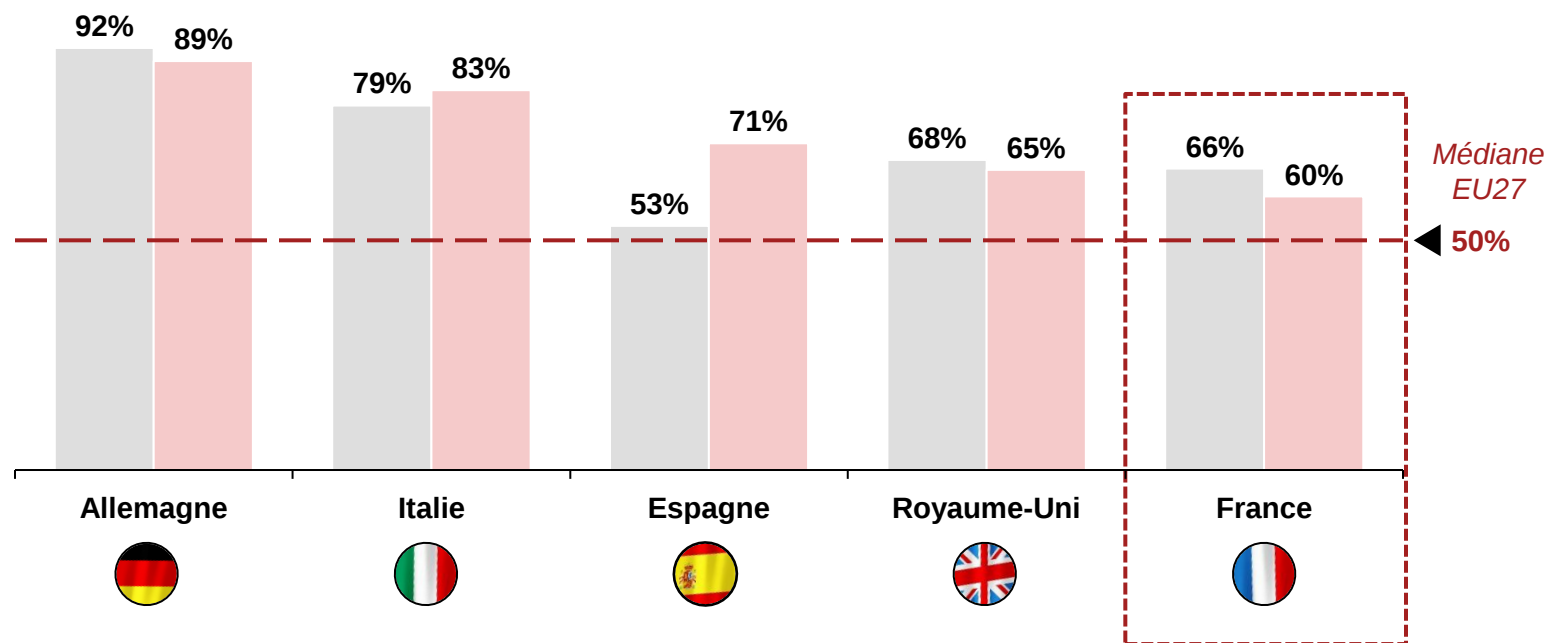
Disponibilité des médicaments

Proportion des médicaments disponibles en France et en Europe

AMM entre 2016-2019, disponibilité au 31/12/2020; AMM entre 2020-2023, disponibilité au 31/12/2024 ; % total des AMM européens

■ AMM 2016-2019 ■ AMM 2020-2023

Le taux de disponibilité des médicaments se définit comme le nombre de médicaments avec une autorisation de mise sur le marché européenne qui sont accessibles aux patients dans un pays européen donné



Commentaires

- **L'Allemagne a le taux de disponibilité le plus élevé d'Europe** du fait d'un **processus simplifié d'accès au marché** une fois l'approbation du médicament par la procédure centralisée européenne i.e. les laboratoires peuvent **fixer les prix librement la première année**
- **Le modèle de fixation de prix en Italie** avec l'utilisation fréquente d'**accords de partage de risques¹** encourage les laboratoires à introduire leurs médicaments plus rapidement
- **L'Espagne a réussi à augmenter son taux de disponibilité** de +18% du fait d'**efforts conjoints entre le gouvernement espagnol et les industriels** pour réduire le délai d'accès au médicament en **accélérant les procédures d'analyse clinique et de négociation de prix**
- **Le taux de disponibilité de 60% en France** vient du fait (i) du **non-dépôt** par le laboratoire du dossier en France (ii) certains médicaments avec une AMM 2020-2023 sont en **cours de procédure auprès des autorités françaises**



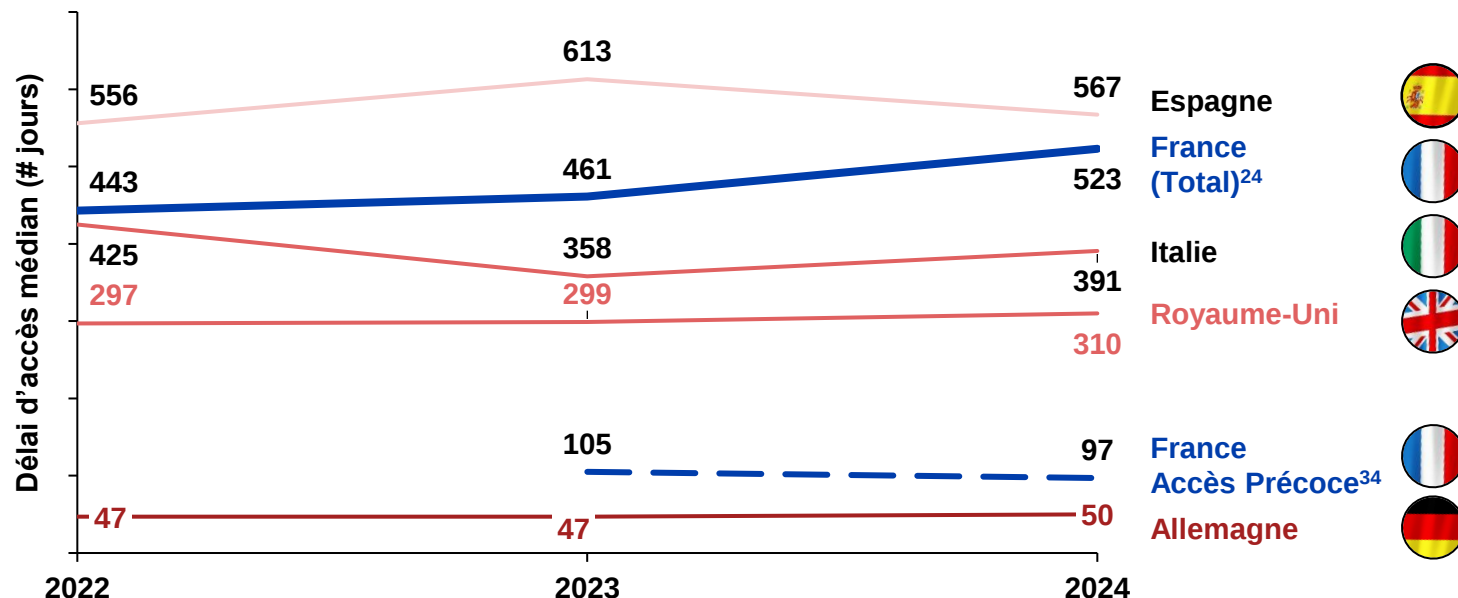
Le délai médian d'accès aux nouveaux médicaments est long en France vs ses voisins européens, l'accès précoce permet de le réduire pour certains innovants

Délai d'accès médian au médicament

Délai d'accès médian aux médicaments¹ en Europe (primo-inscription)

jours, AMM 2018-2021, AMM 2019-2022, AMM 2020-2023²

Le délai d'accès médian est le nombre de jours entre l'autorisation de mise sur le marché et la date à laquelle le médicament est disponible aux patients (inscrit sur la liste des médicaments remboursables)



Commentaires

- Il y a une grande hétérogénéité des modèles d'accès et des processus d'évaluation au sein de l'Europe entraînant une grande variabilité des délais : chaque pays a un processus et des exigences spécifiques en termes d'évaluation clinique et économique
- Le délai d'accès très faible en Allemagne s'explique par un **modèle d'accès différent** par rapport aux autres pays européens : **dès l'obtention de l'AMM, le médicament peut être mis sur le marché** avec un prix libre fixé par le laboratoire les 6 premiers mois (précédemment 12 mois avant 2022)
- L'accès précoce en France** est un dispositif opérationnel depuis juillet 2021 permettant un délai d'accès réduit pour certaines indications classées comme innovantes par la HAS à **97 jours en 2024**

1) Le délai médian pour chaque année est calculé pour les primo-inscriptions sur les AMM des 3 années précédentes (ex: le délai 2024 est basé sur les AMM 2020-2023)

2) Le périmètre de l'étude EFPIA WAIT pour la France couvre les primo-inscriptions passant par l'accès droit commun et l'accès précoce, hors médicaments génériques, hybrides, biosimilaires et vaccins

3) Le délai médian pour l'accès précoce est calculé pour chaque année en intégrant les demandes d'accès précoce pour les primo-inscriptions sur les AMM des 3 années précédentes (ex: le délai 2024 est basé sur les AMM 2020-2023)

4) Sur le périmètre de l'étude EFPIA WAIT 2024, 35 médicaments ont obtenu une AMM en 2023 dont 4 via le dispositif d'accès précoce. Sur le périmètre de l'étude EFPIA WAIT 2023, 53 médicaments ont obtenu une AMM en 2022 dont 17 via le dispositif d'accès précoce

Sources : EFPIA Patients WAIT Indicator 2024 Survey, HAS, PwC Strategy&

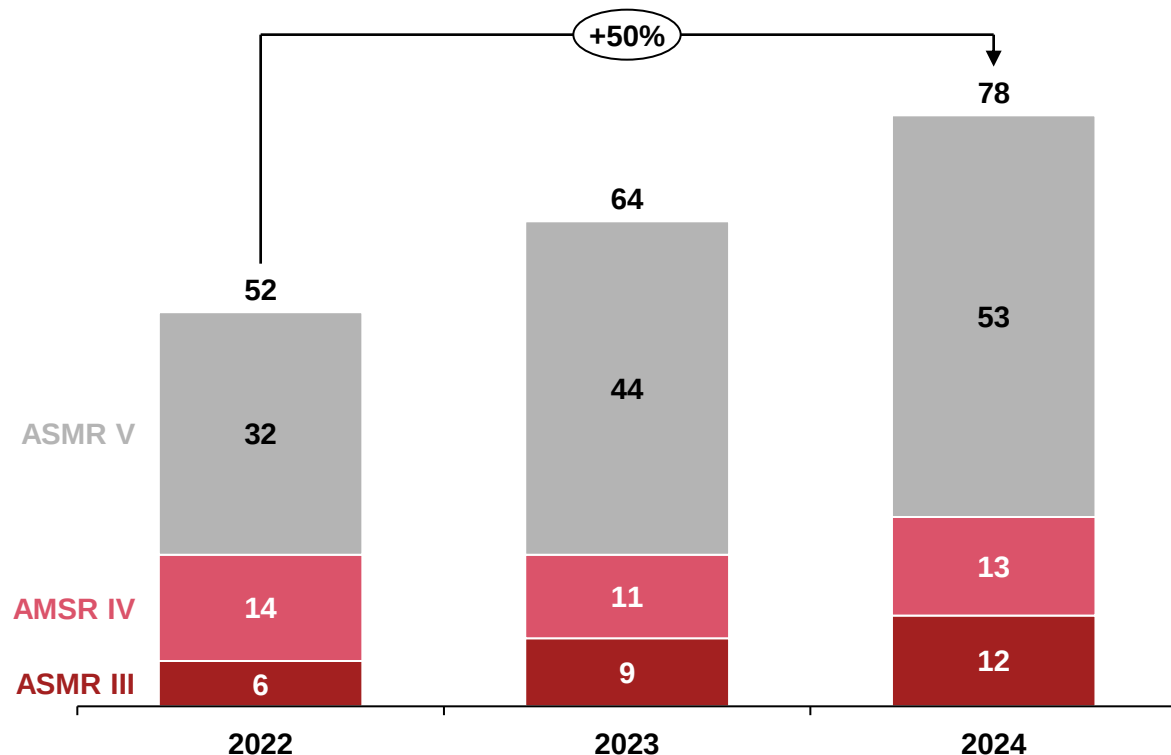


Le nombre d'indications en négociation de prix depuis plus de 500 jours, a augmenté de 50% en 2 ans sur 2022-2024

Indications en impasse d'accès

Nombre d'indications en cours de négociation de prix depuis plus de 500 jours au 31 décembre de l'année indiquée¹

AMM, 2022, 2023, 2024



Commentaires

- Le nombre d'indications en négociation de prix depuis plus de 500 jours a augmenté de 50% de 2022 à 2024 – cela concerne autant les indications à destination de la médecine de ville (56% - liste SS COLL) que de l'hôpital (44% - liste COLL)
- Sur 78 indications en impasse d'accès en 2024, 68% concernent des indications ASMR V (considérées comme non innovantes pour le patient par la HAS)
- L'augmentation des indications en impasse d'accès peut s'expliquer par la multiplication des allers-retours entre les laboratoires et le CEPS
 - Les délais de négociation se rallongent du fait de l'attente de certaines données médico-économiques et de comparaisons manquantes au début de la négociation et permettant de mieux évaluer le prix du médicament en France
 - Les comparateurs de prix européens sont souvent utilisés dans les négociations de prix avec le CEPS : certains laboratoires attendent que les prix soient fixés dans les pays européens voisins afin de s'appuyer sur ces comparateurs européens lors des discussions avec le CEPS

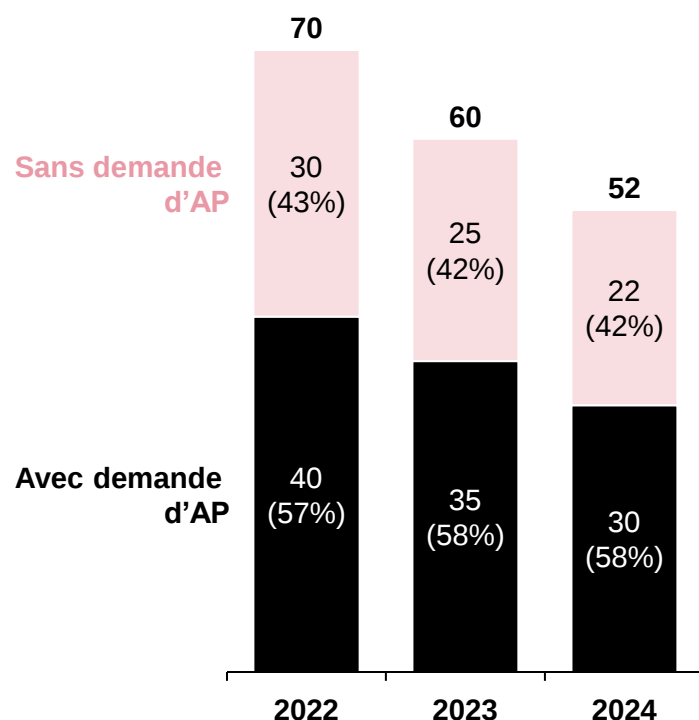


L'accès précoce est utilisé par 58% des médicaments innovants (ASMR I à IV) avec une augmentation du taux de refus (17% en 2024 vs 9% en 2023)

Recours à l'accès précoce

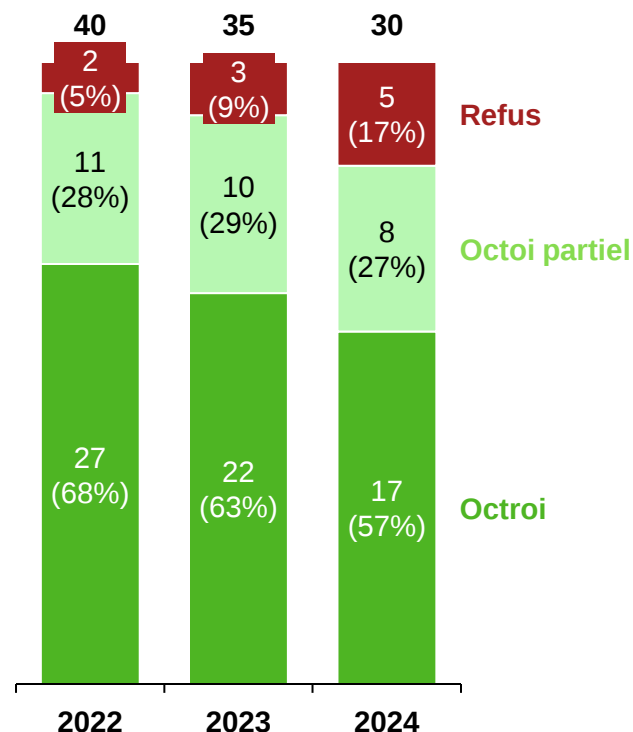
Nombre de premières demandes d'accès précoce (AP) pour des indications ASMR I-IV

#, %, 2022-2024



Part d'octroi de premières demandes d'accès précoce pour des indications ASMR I-IV¹

#, %, 2022-2024



Commentaires

- L'accès précoce créé en 2021 a permis d'accélérer la disponibilité de médicaments innovants (classé ASMR I à IV par la HAS) – 58% de ces derniers ont demandé un accès précoce en 2024, une part stable par rapport à 2023
- Cependant, un nombre croissant d'indications ASMR I à IV se voit refuser leur demande d'accès précoce - 17% en 2024 vs 9% en 2023
- Les facteurs expliquant l'augmentation du nombre de refus sont en cours d'évaluation par la HAS



Le délai de publication au JORF pour une baisse de prix prend 20 jours de moins que celui d'une inscription au remboursement en 2024

Délai de publication au JORF

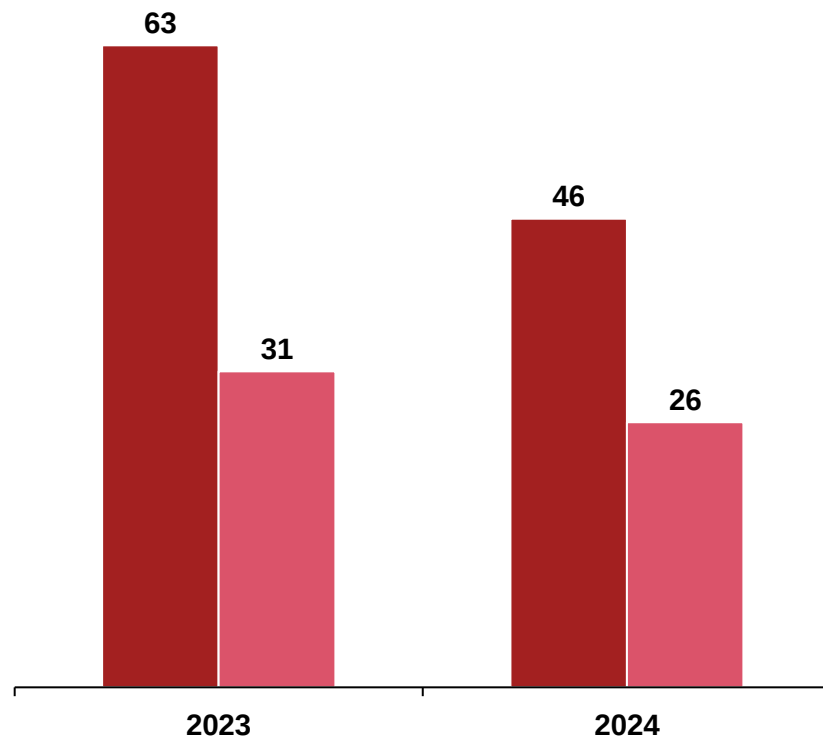


Moyenne des délais entre la date de signature de l'avenant par le président du CEPS et la date de publication au JO par catégorie

de jours, 2023, 2024

Inscription au remboursement

Baisse de prix de l'indication



- Le délai observé en 2024 pour la publication au JORF des inscriptions au remboursement est de 46 jours semblerait avoir baissé de 17 jours par rapport au panel de répondants de l'enquête 2023
- L'écart entre le délai de publication au JORF pour les inscriptions au remboursement semble avoir diminué en 2024 mais reste toujours plus long que celui de publication de baisse de prix selon le panel de répondants des enquêtes 2023 et 2024

Agenda

Souveraineté sanitaire

Soutenabilité économique

Responsabilité sociétale



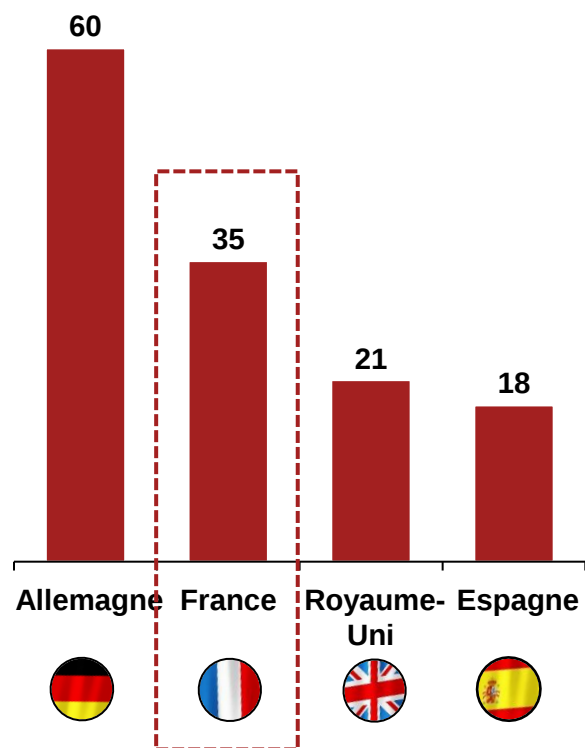


La France est le 2ème plus gros marché en Europe derrière l'Allemagne en valeur

Taille du marché

Comparaison européenne des dépenses pharmaceutiques¹²

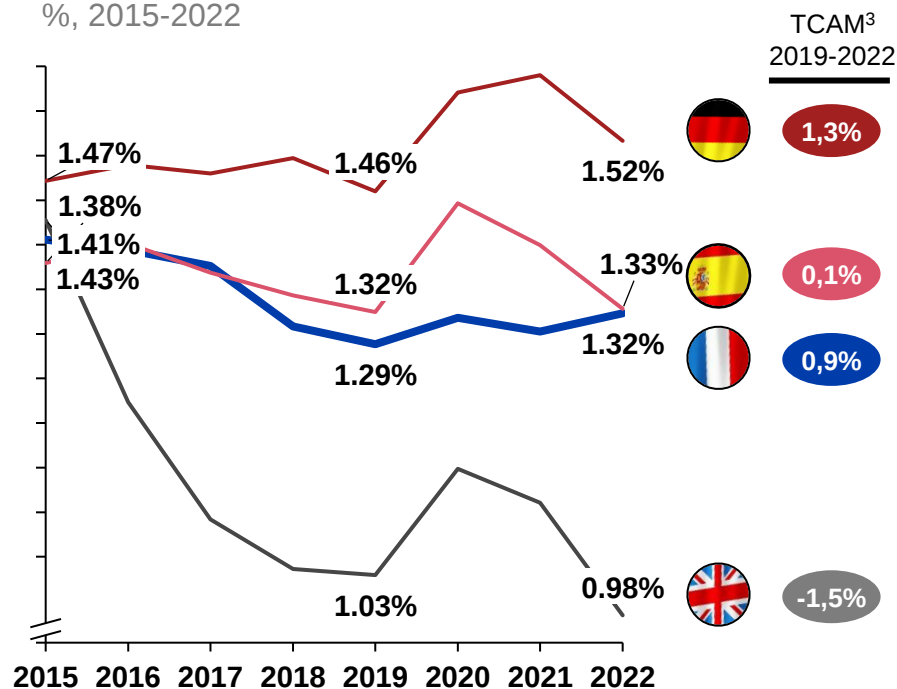
Milliards d'€, 2022



Baromètre 360° 2025 de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique
Strategy&

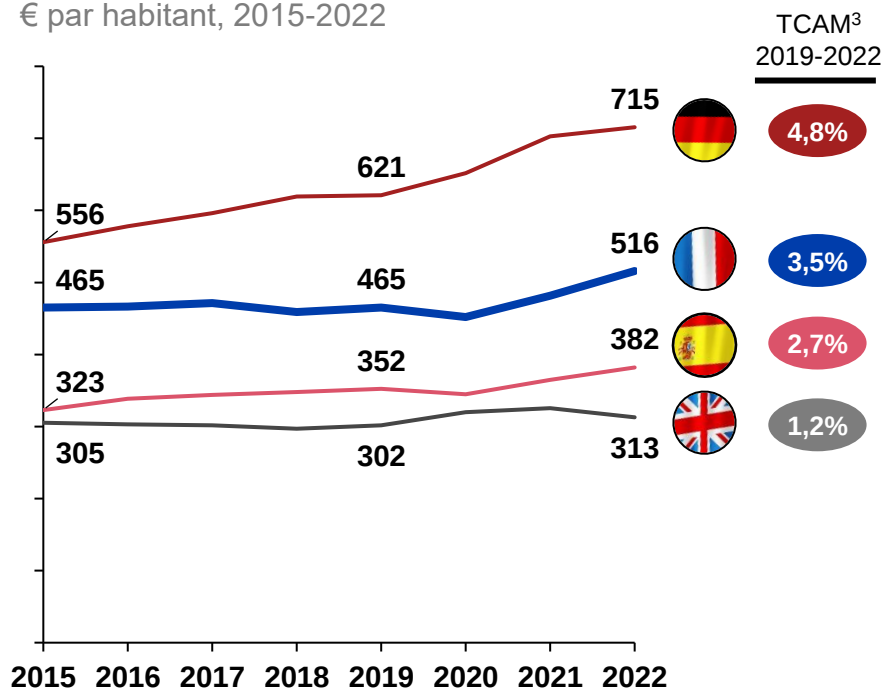
Comparaison européenne des dépenses pharmaceutiques en % du PIB¹²

%, 2015-2022



Comparaison européenne des dépenses pharmaceutiques par habitant¹²

€ par habitant, 2015-2022



1) Les dépenses pharmaceutiques sont définies selon la nomenclature de l'OCDE comme la somme des dépenses de médicaments prescrits (HC511) et médicaments hors prescription (HC512). Les consommables (HC513) ne sont pas pris en compte. 2) Les dépenses pharmaceutiques incluent les marges des grossistes et des détaillants et la taxe sur la valeur ajoutée. Les dépenses concernent, dans la plupart des pays, les dépenses nettes, c'est-à-dire prenant en compte les éventuelles remises accordées par les fabricants, les grossistes ou les pharmacies. Les produits pharmaceutiques consommés dans les hôpitaux et autres établissements de soins sont exclus. 3) TCAM : taux de croissance annuel moyen
Sources : OCDE, PwC Strategy&

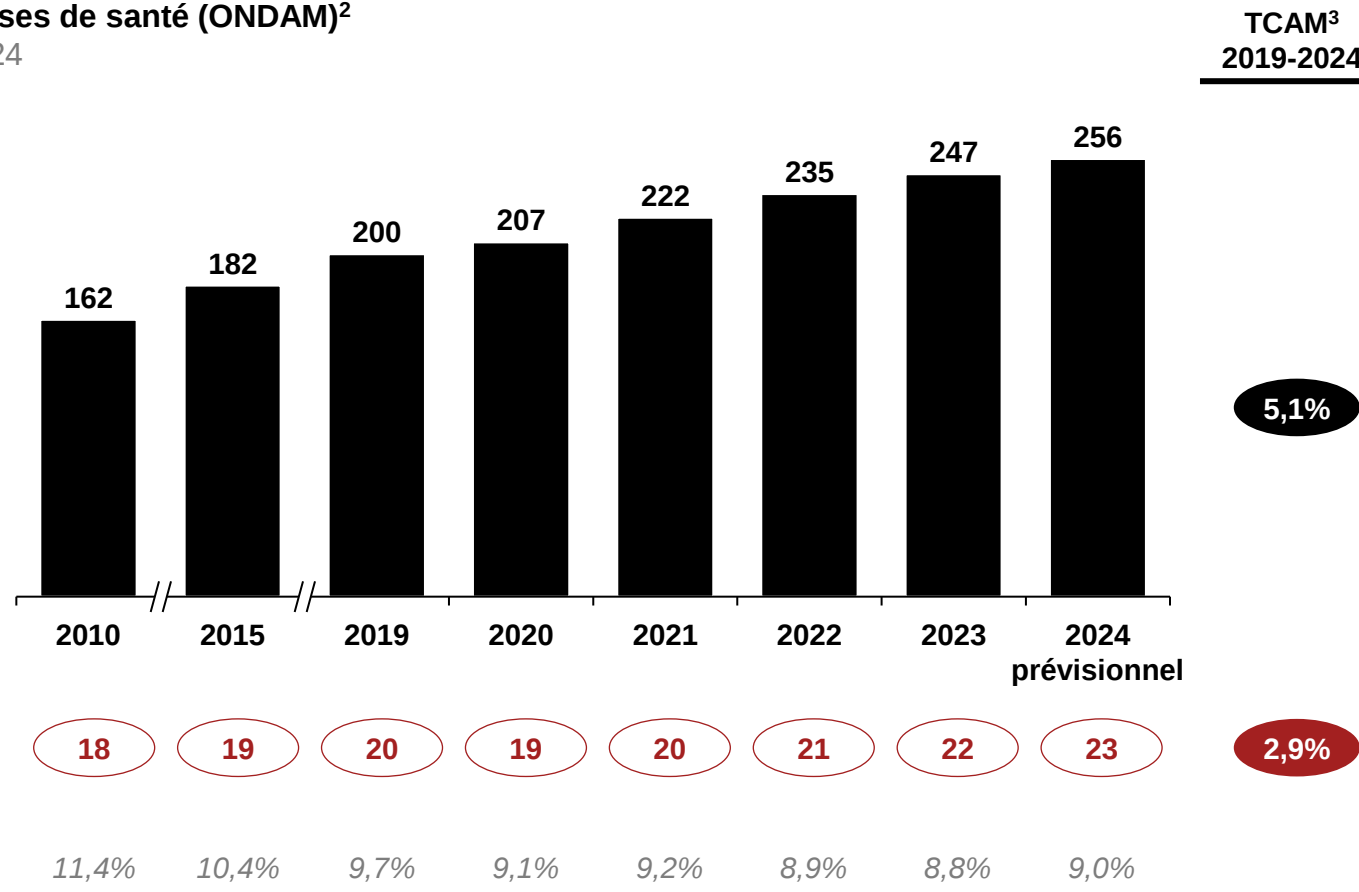


Le chiffre d'affaires net régulé¹ des laboratoires pharmaceutiques sur les médicaments remboursés augmente, mais moins rapidement que les dépenses de santé

Dépenses de santé et médicaments remboursés

Evolution des dépenses de santé (ONDAM)²

Milliards d'€, 2010-2024



Chiffre d'affaires des médicaments régulé, net remboursé par les régimes de base¹ (Mds d'€)



Part des dépenses de santé (%)



Baromètre 360° 2025 de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique
Strategy&

1) Chiffre d'affaires des médicaments régulé, net, remboursé par les régimes de base (net de la clause de sauvegarde)

2) Les dépenses exceptionnelles liées au covid sont exclues.

3) TCAM: Taux de croissance annuel moyen

Sources : PLFSS, Gers, Leem, PwC Strategy&

Commentaires

- Le chiffre d'affaires régulé net remboursé² des médicaments est en croissance annuelle de 2,9% depuis 2019 bien qu'il ne connaisse pas le même rythme que les dépenses totales de santé qui croissent à 5,1% par an – cette croissance est tirée majoritairement par la médecine de ville et les soins hospitaliers
- Cette évolution relative peut s'expliquer par (i) la politique de prix du CEPS avec des baisses tarifaires régulières (ii) l'application pérenne de la clause de sauvegarde (iii) dans une moindre mesure une baisse de la prescription des médecins et consommations des patients



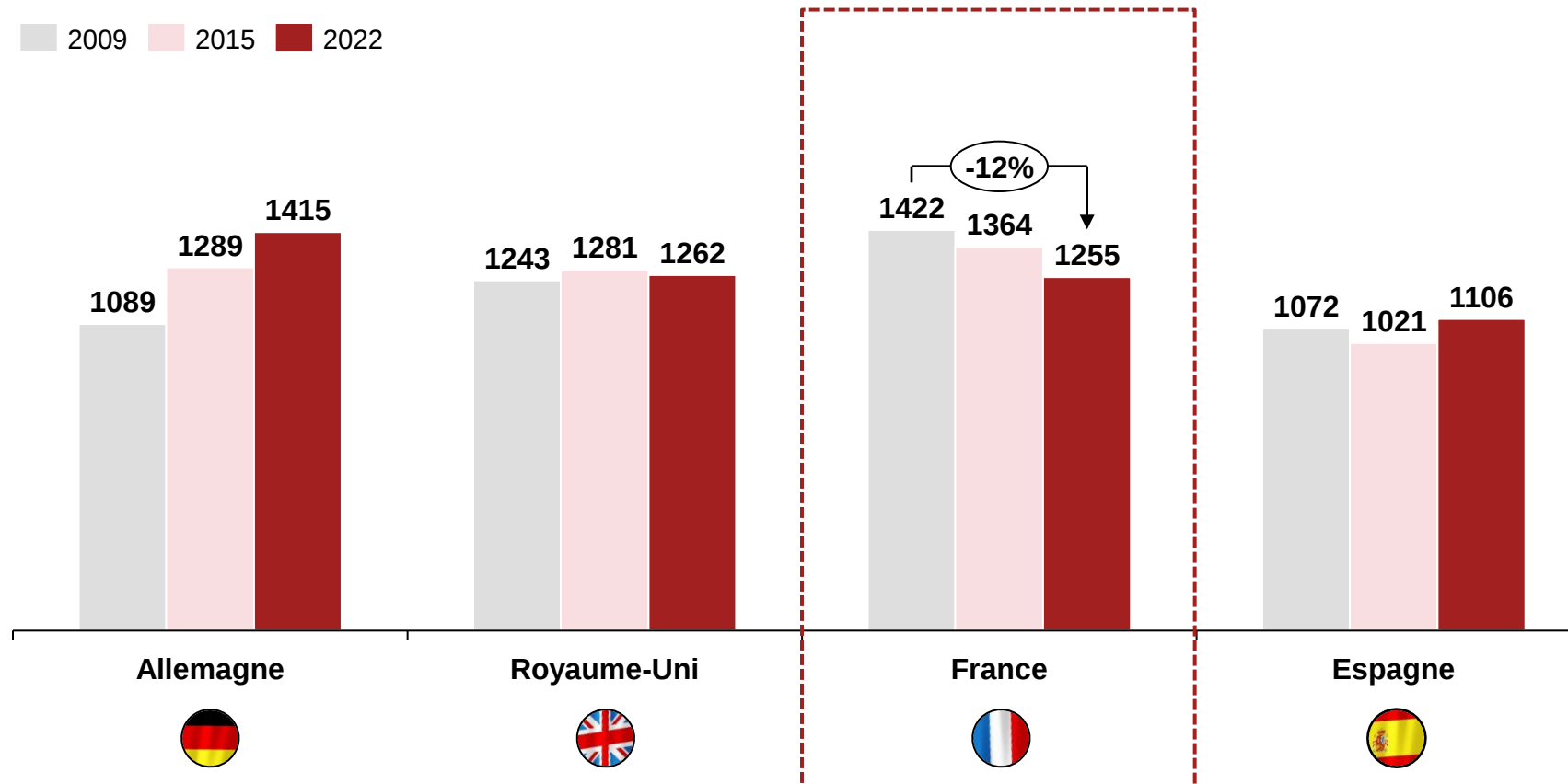
Contrairement à ses voisins européens, la France voit diminuer le volume de médicaments vendus par habitant

Volume de médicaments vendus

Evolution du volume de médicaments vendus en officine par habitant

Nombre d'unités par habitant, %

■ 2009 ■ 2015 ■ 2022



Commentaires

- La consommation de médicaments par habitant a baissé de 12 % en France entre 2009 et 2022, alors qu'elle augmentait en parallèle de 30 % en Allemagne sur la même période
- La baisse du volume de médicaments consommés par habitant en France s'explique par (i) une limitation des prescriptions non pertinentes (ii) une consommation plus modérée des patients (iii) la mise en place du ticket modérateur qui a influencé la dynamique de consommation
- La baisse des volumes combinée à l'augmentation des dépenses de médicament induit en sous-jacent une augmentation du prix moyen des médicaments tirée par l'arrivée sur le marché de médicaments plus innovants plus complexes (ex: oncologie)



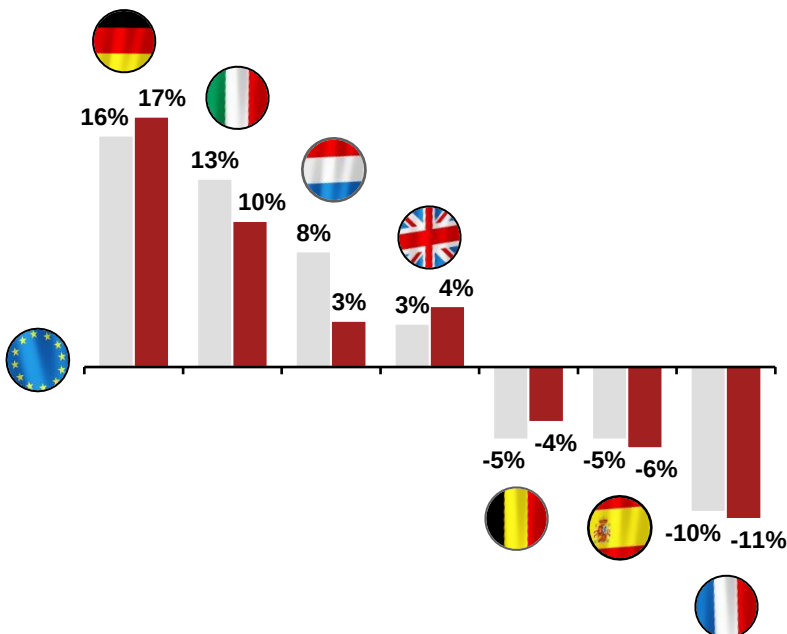
En comparaison avec ses voisins européens, le prix du médicament en France reste inférieur en moyenne, accusant une baisse en 2024 vs 2023

Prix du médicament en Europe

Comparaison européenne du prix des médicaments sans compétition générique¹²⁴

%, 2023-2024

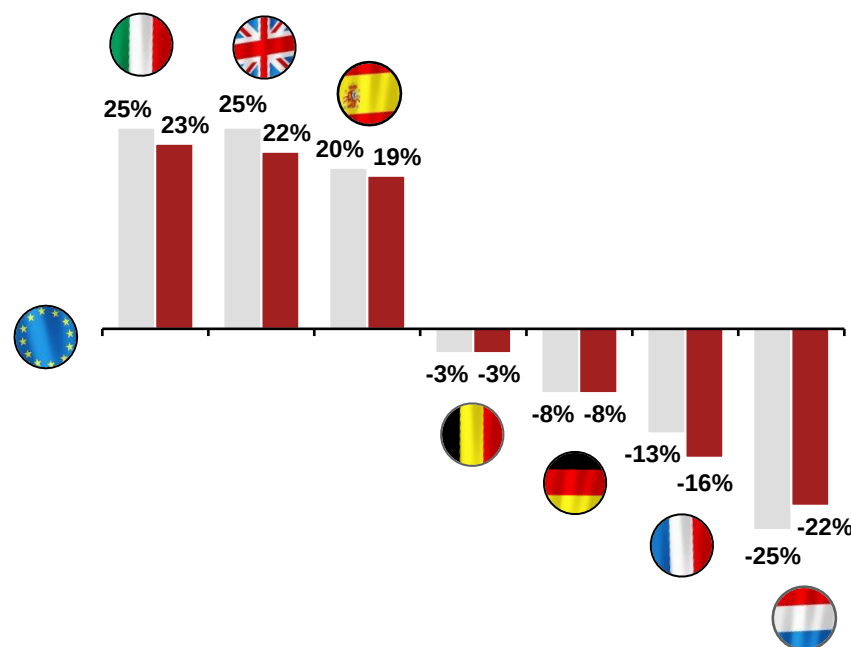
■ 2023 ■ 2024



Comparaison européenne du prix des médicaments avec compétition générique²³⁴

%, 2023-2024

■ 2023 ■ 2024



Commentaires

La stratégie de fixation de prix tout au long du cycle de vie du médicament varie selon les pays :

- En France, le prix reste en dessous de la moyenne européenne pour les médicaments sans concurrence générique (-11%) et les médicaments matures avec compétition générique (-16%)
- L'Allemagne a une politique différente avec des prix élevés au début du cycle de vie du médicament et applique ensuite une forte décote sur les médicaments matures (avec concurrence des génériques)
- En Espagne, les prix des médicaments innovants sont fixés à un prix moins élevé que la moyenne européenne mais n'observe pas de décote aussi importante lors de l'apparition de génériques concurrents

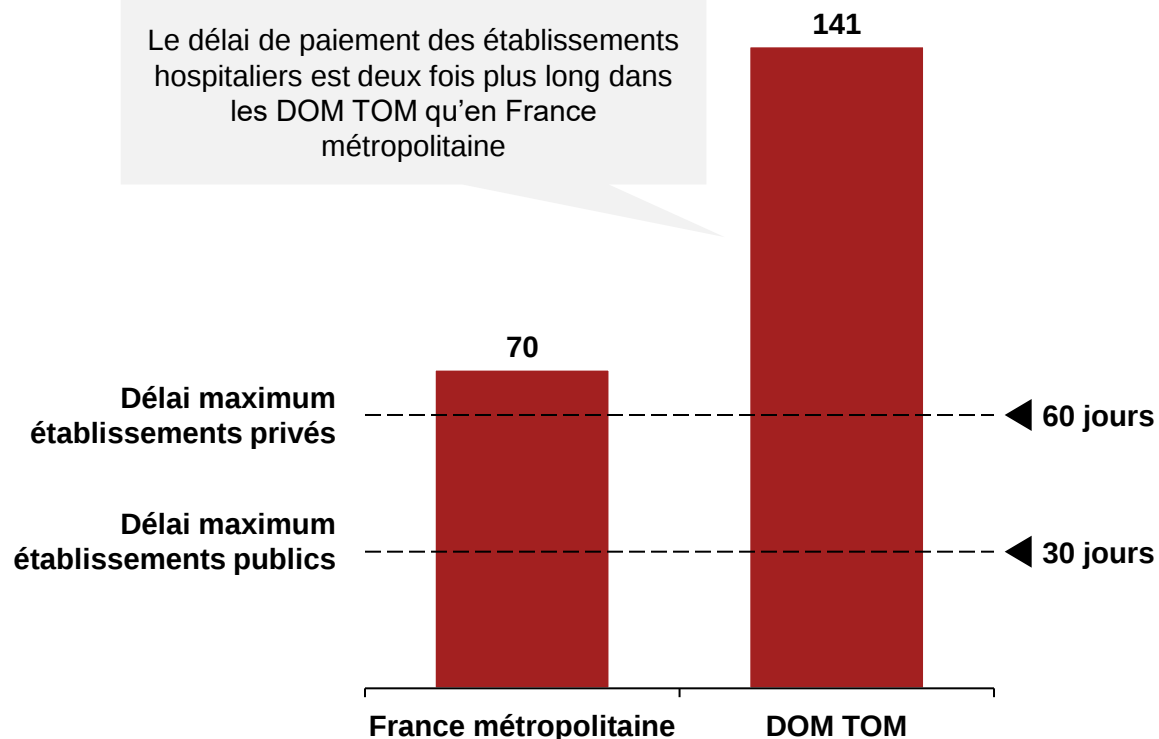


Les délais médians de paiement des établissements hospitaliers observés par les répondants sont au dessus de ceux définis par la loi

Délais de paiement

Délai de paiement médian des établissements hospitaliers (publics et privés) aux laboratoires pharmaceutiques

de jours, 2024



En France, les **établissements de santé** (hôpitaux, cliniques, etc.) ont un **délai légal de paiement à respecter** envers leurs fournisseurs, y compris les laboratoires pharmaceutiques, défini par le **Code de la commande publique** :

- **Etablissements publics** : **30 jours** maximum à compter de la date de réception de la facture
- **Etablissements privés** : **60 jours** maximum à compter de la date de réception de la facture



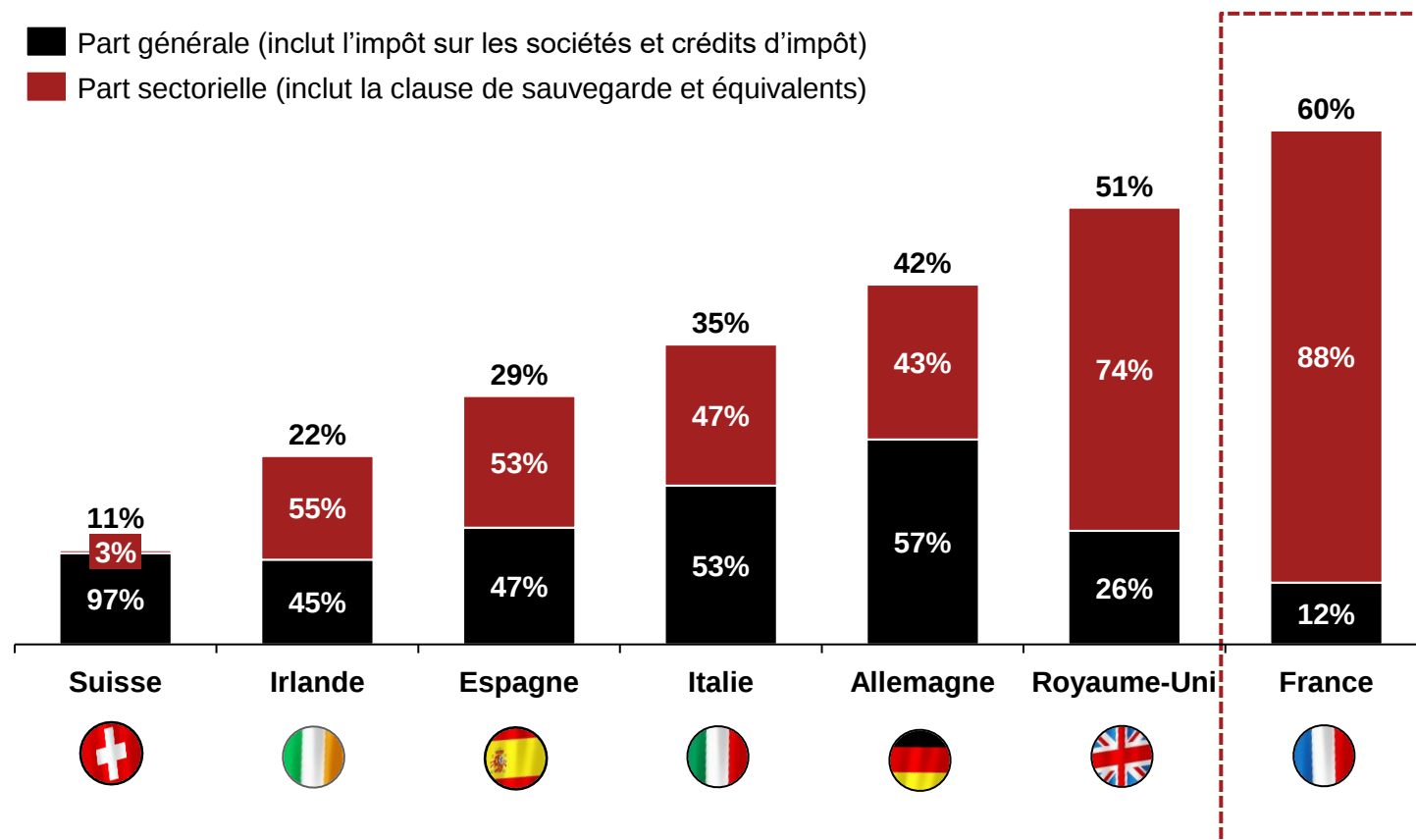
La fiscalité en France est une des plus lourdes d'Europe pour les entreprises du médicament avec un taux de prélèvement à 60% du résultat d'exploitation

Taux de prélèvement

Taux de prélèvement obligatoire sur le secteur pharmaceutique¹

% du résultat d'exploitation, 2023, 7 pays européens étudiés

- Part générale (inclut l'impôt sur les sociétés et crédits d'impôt)
- Part sectorielle (inclut la clause de sauvegarde et équivalents)



Commentaires

- Le taux global des prélèvements supportés en France est plus élevé que dans les pays voisins
- Bien que la fiscalité générale soit allégée de par le CIR et la patent box, la fiscalité sectorielle et les mesures de régulation économique **représentent la plus grande part de la fiscalité** pour les entreprises pharmaceutiques (88%)
- Depuis plusieurs années, au niveau européen :
 - La fiscalité générale connaît une dynamique de convergence, ayant entraîné un allègement en France (par exemple, baisse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises)
 - Les mesures de régulation économique sectorielle ont tendance à se durcir (par exemple, augmentation des mécanismes de clause de sauvegarde)
- Pour 2025, la fiscalité générale en France est sensiblement alourdie, par l'introduction d'une contribution exceptionnelle additionnelle à l'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises : +2.4% pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires dépassant 1 Mds€ et +4.7% pour celles dépassant 3 Mds€

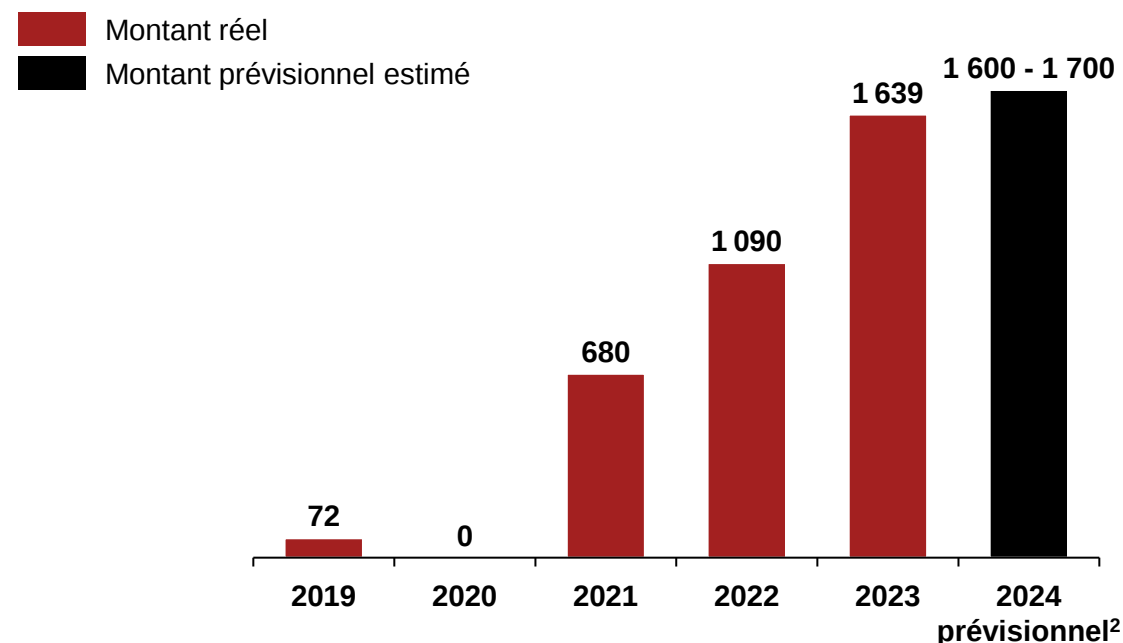


La clause de sauvegarde tend à se stabiliser autour de 1,6-1,7 Mds€ représentant ~6% du chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques

Clause de sauvegarde¹

Evolution du montant de la clause de sauvegarde entre 2019 et 2024

Millions d'€, %, 2019-2024



Montant M

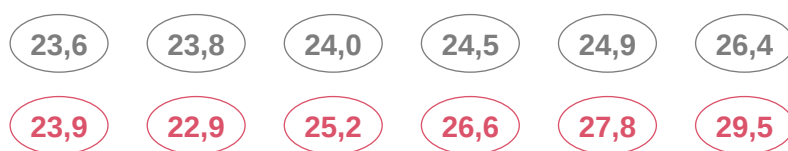
Milliards d'€

CA net régulé
(avant la clause)

Milliards d'€

Baromètre 360° 2025 de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique

Strategy&



1) La clause de sauvegarde se déclenche lorsque le chiffre d'affaires net des médicaments dépasse un certain seuil, appelé 'Montant M' voté lors de la loi de financement de la Sécurité Sociale 2) Fourchette prévisionnelle établie entre le montant estimé par les autorités et celui estimé par le Leem à partir des données du Gers 3) VPAG: Voluntary Scheme for Branded Medicines Pricing, Access and Growth Sources : Dossier législatif du Sénat pour le PLFSS 2024, Gers, Leem, PwC Strategy&

Commentaires

- **La clause de sauvegarde tend à se pérenniser** depuis 2021 comme un levier systématique de **régulation** avec une **croissance du montant M qui décroche par rapport au chiffre d'affaires net régulé** des entreprises du médicament - **la clause de sauvegarde représente ~6% du chiffre d'affaires net régulé du secteur en 2024 vs ~3% en 2021**
- **Les autorités se sont engagées à stabiliser** le montant de la clause de sauvegarde autour de **1,6Mds€ pour 2024 et 2025** – le Leem estime néanmoins que la clause de sauvegarde atteindra **1,7Mds€ en 2024**
- De plus, les engagements politiques de stabilisation restent soumis au **respect des prévisions sous-jacentes** de remboursement et donc à l'évolution des dépenses d'assurance maladie au titre du médicament
- La **clause de sauvegarde est plafonnée à 10% des ventes concernées** - en 2024 le plafond est abaissé à 2% pour les génériques (1,75% en 2025), sans diminution de la charge globale
- Une **nouvelle réforme** profonde de la clause de sauvegarde devrait s'appliquer à compter de 2026
- **D'autres pays européens appliquent un système qui peut être considéré comme similaire à la clause de sauvegarde** même s'ils diffèrent dans leur nature et leur ampleur :
 - **L'Italie possède une clause de sauvegarde** historiquement payée par les médicaments non vendus en ville (hors maladies rares) – le seuil pour les **médicaments définis comme innovants** n'ayant **jamais été atteint** pour l'instant
 - **Le Royaume-Uni** avec le VPAG³



Chaque année, les autorités et les industriels négocient une baisse de prix sur les médicaments disponibles sur le marché français

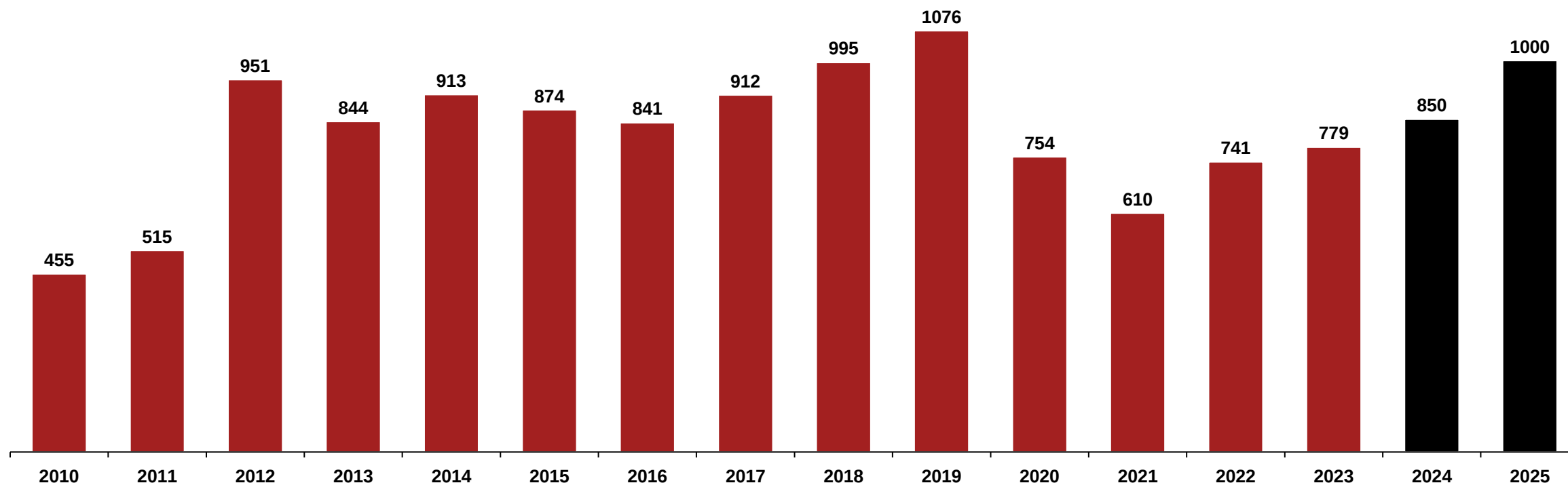
Baisse annuelle des prix des médicaments

Baisse de prix annuelle sur les médicaments en France

M€, 2010-2025

■ Montant réel

■ Montant prévisionnel estimé¹

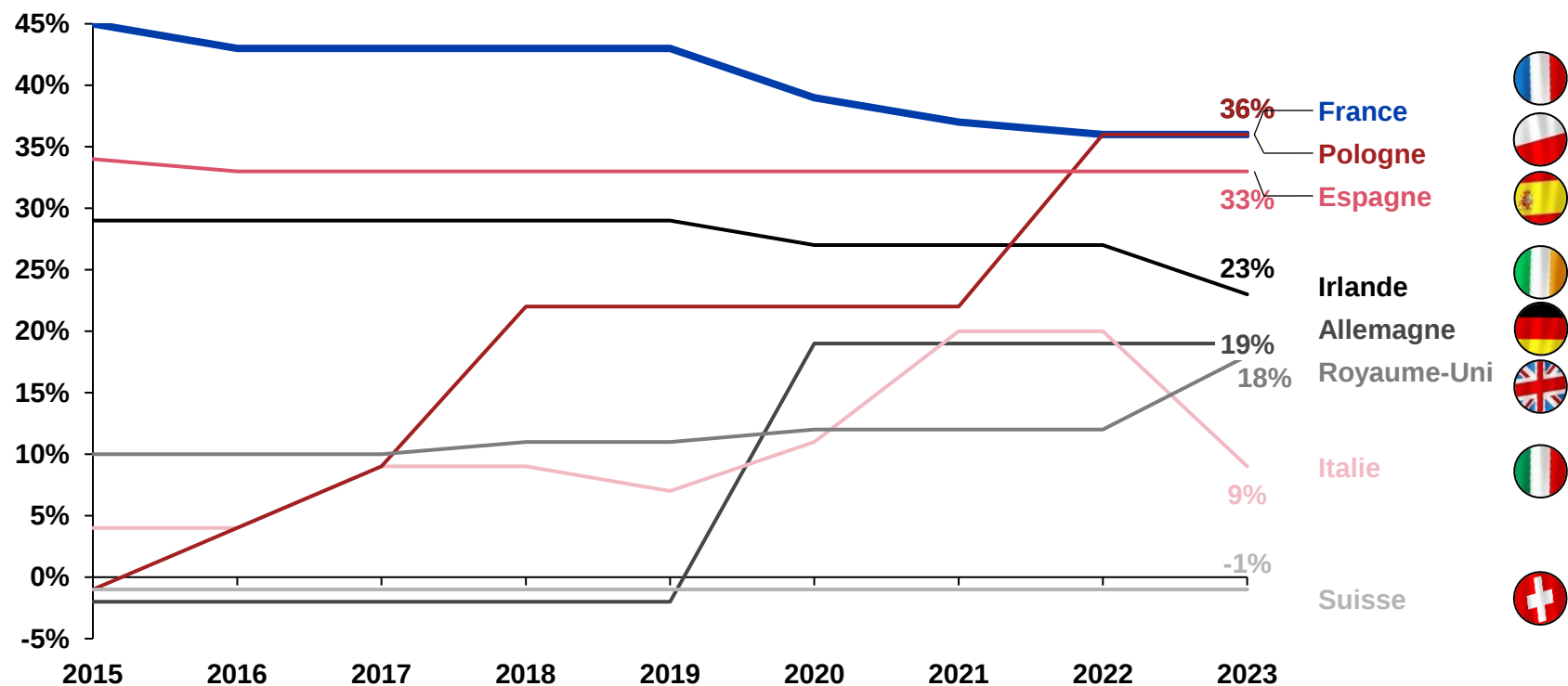




La France reste le pays européen où les mesures fiscales incitatives pour la R&D sont les plus avantageuses, talonnée par certains de ses voisins

Fiscalité incitative R&D

Comparaison de l'évolution des mesures incitatives fiscales aux investissements R&D en France et en Europe
%, 2015-2023



Commentaires

- La France a un taux de crédit d'impôt pour la recherche le plus élevé d'Europe (36%) offrant un environnement attractif pour les dépenses de recherche pour les entreprises
- Le taux de CIR en France est évolutif avec les montants de dépenses R&D considérés : **30% jusqu'à 100M€ et 5% au-delà**
- La montée en puissance de la Pologne passant de 0% à 36% de niveau de crédit d'impôt recherche traduit une **politique active d'attractivité** des entreprises
- Depuis 2019, l'Allemagne a changé sa stratégie en implémentant un **crédit d'impôt de 19%** pour dynamiser la recherche privée



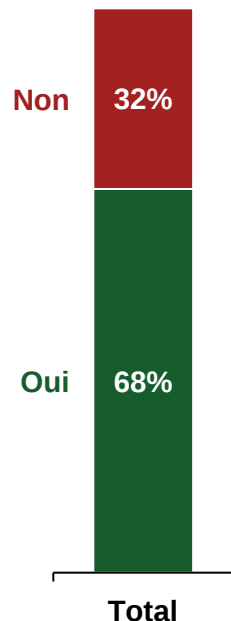
68% des entreprises répondantes déclarent bénéficier du CIR et/ou de la patent box mais 62% déplorent une dégradation ces dernières années

Fiscalité incitative R&D



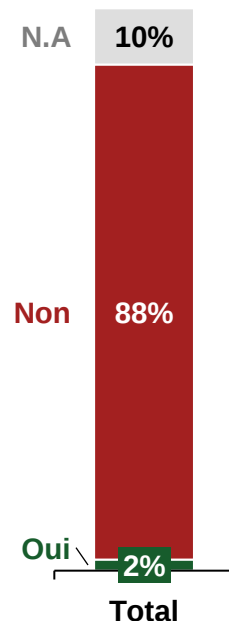
Utilisation du CIR et/ou
patent box
%, 2024

*Est-ce que vous bénéficiez du
CIR et/ou de la patent box ?*



Utilisation du CICO
%, 2024

*Est-ce que vous bénéficiez du
CICO ?*

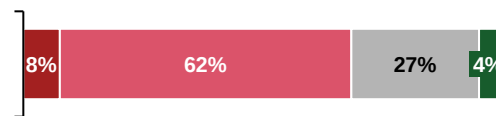


Evolution des dispositifs (CIR/patent
box) ces dernières années
%, 2024

*Comment qualifieriez-vous l'évolution
des dispositifs (CIR/Patent Box) ces
dernières années ?*



Grandes entreprises



PMES



Commentaires

- **68% des entreprises répondantes utilisent CIR avec la même répartition pour les Grands Groupes et les PME**
 - **62% des entreprises répondantes perçoivent une dégradation du CIR** – ce constat est plus prononcé pour les grandes entreprises (70%) tandis que les PME ont une vision plus nuancée (40%)
 - **Cette dégradation perçue peut s'expliquer** du fait du (i) durcissement des **contrôles fiscaux** (ii) **renforcement de la définition des critères** d'éligibilité (périmètre, sous-traitance) (iii) **l'imprévisibilité législative** pesant sur les montants alloués
- **Le CICO a été mis en place pour favoriser la recherche partenariale mais l'adoption est faible**, seulement 1 PME répondante l'a utilisé en 2024 selon l'enquête
 - Les entreprises répondantes expliquent cette faible utilisation du CICO par (i) la **complexité du dispositif** (ii) les **conditions d'éligibilité restrictives** (iii) les **plafonds jugés trop bas** (2M€ d'aide par an/entreprise)

En termes de fiscalité verte, il n’y a pas de mesures incitatives spécifiques au secteur pharmaceutique en France et peu chez ses voisins européens

Fiscalité verte pour l’industrie pharmaceutique

Le périmètre analysé concerne uniquement les mesures fiscales (les subventions ne sont pas prises en compte) qui sont exclusivement applicables ou typiquement applicables aux entreprises pharmaceutiques dans les pays cités (les mesures générales de fiscalité verte applicables à tous les secteurs ne sont pas indiquées ici).

								
		France	Allemagne	Espagne	Italie	Irlande	Royaume-Uni	Suisse
Mesures dites ‘incitatives’	Crédits d’impôt (CI) et/ou déductions fiscales liés à des investissements écologiques	X	X	X	✓ CIR pour la transition écologique, CI pour transition 5.0 (investissements tech. éco-énergétiques)	✓ Amortissement fiscal accéléré est mis en place pour les achats d'équipements éco-énergétiques	X	X
Mesures dites ‘punitives’	Impôts, taxes et redevances dont l’assiette est constituée par un polluant ("pollueur-payeur")	✓ Contribution financière au titre de la REP ¹ pour la collecte des médicaments non utilisés (éco-organisme Cyclamed)	X	✓ Contribution financière au titre de la REP ¹ pour la collecte des médicaments non utilisés (éco-organisme Sigre)	✓ Contribution financière au titre de la REP ¹ pour la collecte des médicaments non utilisés (éco-organisme Assinde)	X	X	X



Dès 2028, la DERU 2 veut imposer une nouvelle REP avec une contribution financière essentiellement portée par les entreprises pharmaceutiques et cosmétiques

Fiscalité verte pour l'industrie pharmaceutique



Loi	• Waste Water Directive • DERU 2
Description	• La Directive européenne (Waste Water Directive) sur le traitement des eaux résiduaires urbaines a été adoptée en 1991 pour établir les exigences minimales de collecte, traitement et surveillance des eaux usées urbaines et se transpose au niveau français sous la loi DERU 2 • Une nouvelle version de la directive a été adoptée en décembre 2024 pour renforcer la protection des milieux aquatiques face aux micropolluants qui y sont rejetés
Financement et mise en place	• Le financement de cette nouvelle directive devrait être basé sur le principe du 'pollueur-payeur' c'est-à-dire pris en charge financièrement par les entreprises responsables de la mise sur le marché de ces substances • Les États membres de l'UE doivent transposer cette nouvelle version en 2028

Impacts pour l'industrie pharmaceutique



Impact financier

- **Le secteur pharmaceutique et cosmétique contribueraient à hauteur de 80% aux coûts** de traitement des eaux selon la nouvelle directive

Impact sur la chaîne de valeur

- Pression pour **développer des molécules plus biodégradables** et moins persistantes
- **Pression sur le modèle économique pour intégrer ces coûts** sans traduction sur les prix (marché régulé)



Le périmètre de la REP ainsi que les montants estimés sont contestés par les industriels qui ont lancé une action à la Cour de Justice de l'Union Européenne

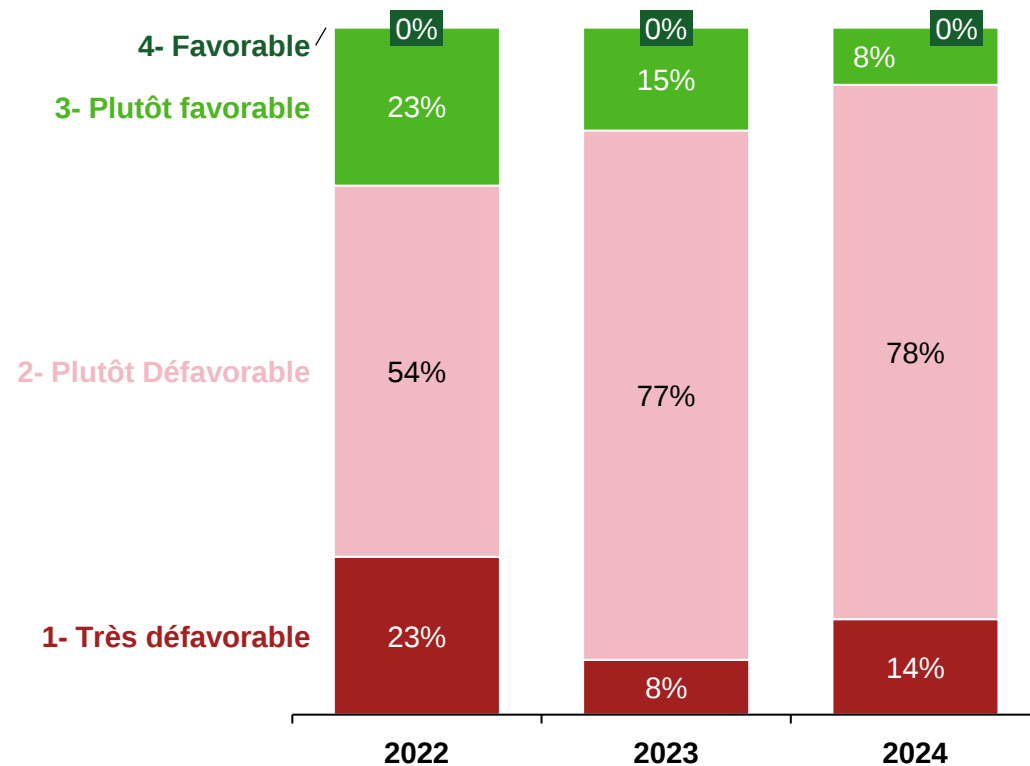


Pour plus de 90% des entreprises répondantes, la France crée un environnement peu attractif pour les entreprises du médicament

Niveau d'attractivité

Comment qualifieriez-vous le niveau d'attractivité actuel de la France pour l'industrie pharmaceutique ?

%, 2022-2024



Commentaires adhérents

- Les entreprises du médicament interrogées dans l'enquête estiment que la France est peu attractive - les **génériqueurs** et les entreprises produisant majoritairement des **produits biologiques** sont plus pessimistes
- Selon les entreprises répondantes, **le niveau d'attractivité de la France pour le secteur pharmaceutique se dégrade** – seulement 8% d'entre elles le qualifie de 'plutôt favorable' en 2024 vs 23% en 2022
- Bien que la **France dispose d'une excellence scientifique et de talents**, les entreprises répondantes déplorent :
 - **La complexité administrative** avec des délais longs que ce soit pour l'accès des médicaments, le lancement des essais cliniques ou l'accès aux données
 - **La fiscalité et la régulation** en France sont perçues comme imprévisibles et élevées, ce qui réduit l'attractivité pour les entreprises



... influençant leurs décisions d'investissements en France sur les trois prochaines années

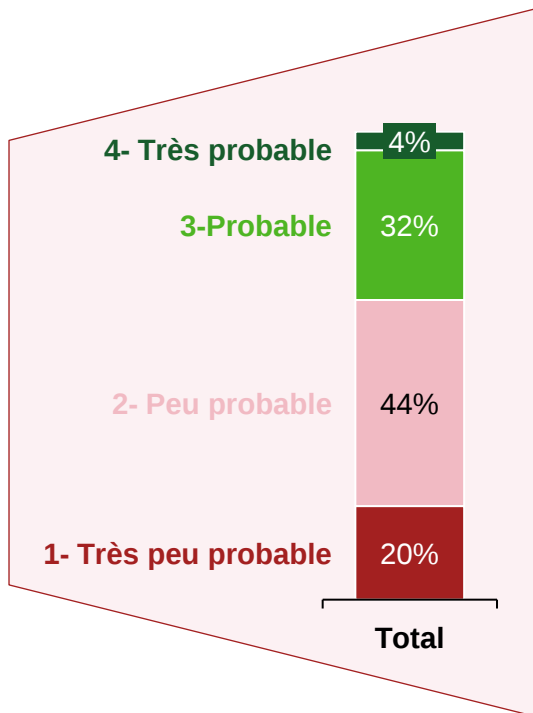
Volonté d'investissement

Volonté d'investissement des entreprises du médicament en France

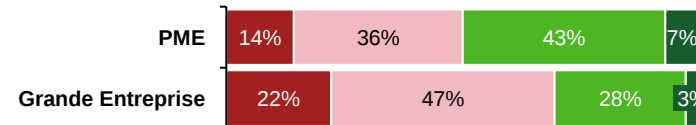
%, 2023-2025

Comment qualifieriez-vous la probabilité pour votre entreprise d'investir en France dans les 3 années à venir ?

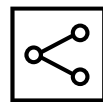
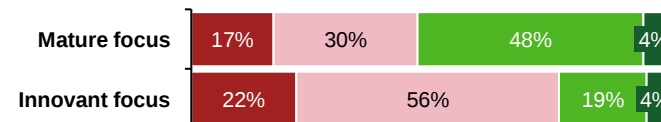
■ 1- Très peu probable ■ 2- Peu probable ■ 3- Probable ■ 4- Très probable



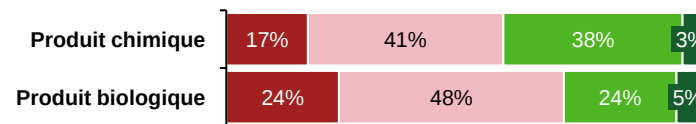
Par taille d'entreprise



Par type de médicament dominant vendu



Par type de produit dominant utilisé



Commentaires

- Les entreprises répondantes sont majoritairement dans une tendance à la baisse en termes d'investissements sur les trois prochaines années avec une probabilité que 69% des grandes entreprises n'investissent pas selon l'enquête 2025
- Selon les entreprises répondantes, leurs investissements seraient plutôt tournés vers la R&D et notamment la recherche clinique plutôt que des investissements industriels
- Le choix d'investissement est arbitré de manière comparative entre les pays sur des critères d'attractivité et de compétitivité : (i) l'incertitude sur le retour sur investissement du fait de prix bas et (ii) une fiscalité plus lourde que dans d'autres pays européens sembleraient jouer dans le choix du placement des investissements des entreprises en France





Pour 67% des entreprises répondantes, leur performance économique a été bonne en 2024

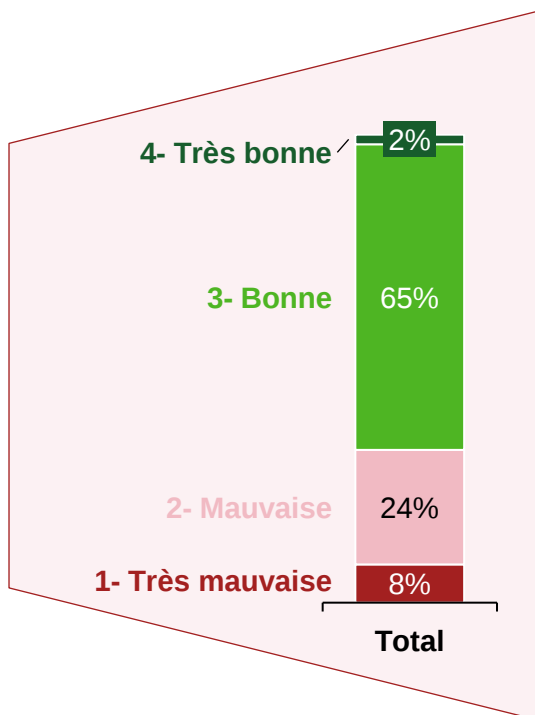
Performance économique

Performance économique des entreprises du médicament en France

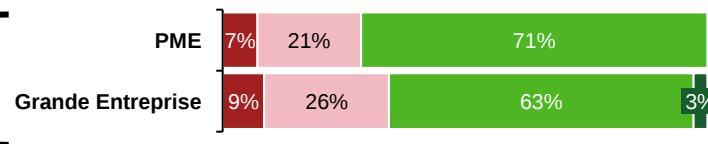
%, 2024

Comment qualifieriez-vous la performance économique actuelle de votre entreprise en France sur une échelle de 1 (très défavorable) à 4 (très favorable) ?

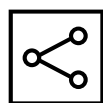
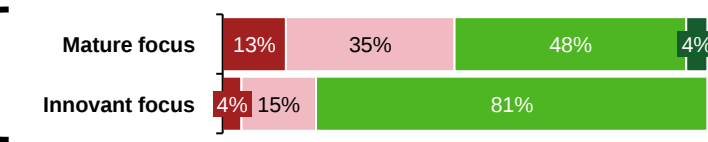
■ 1- Très mauvaise ■ 2- Mauvaise ■ 3- Bonne ■ 4- Très bonne



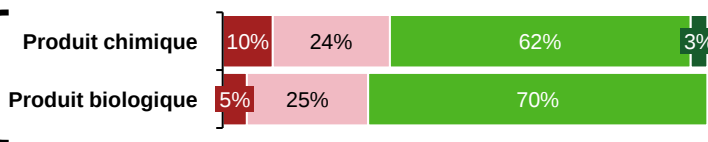
Par taille
d'entreprise



Par type de
médicament
dominant vendu



Par type de
produit dominant
utilisé



Commentaires

La variabilité de la performance économique semble plutôt liée au **type de médicament vendu** (innovant ou mature) qu'à la taille d'entreprise ou le type de produit utilisé :

- **47% des entreprises avec une majorité de produits mature perçoivent une performance économique mauvaise voire très mauvaise** vs 19% pour celles qui vendent majoritairement des médicaments innovants
- Les entreprises ayant répondu mauvaise/ très mauvaise l'expliquent par (i) une **fiscalité régulatrice** impactant la croissance nette avec un périmètre **ne prenant pas en compte les spécificités des produits matures** vs innovants (ii) **l'augmentation des coûts de production** et de distribution (iii) **des prix en moyenne plus bas** avec un manque de reconnaissance sur le prix négocié du 'made in France'

Agenda

Souveraineté sanitaire

Soutenabilité économique

Responsabilité sociétale





Après une baisse post covid, les arrêts de commercialisation sont à nouveau en hausse de plus de 7% en 2024

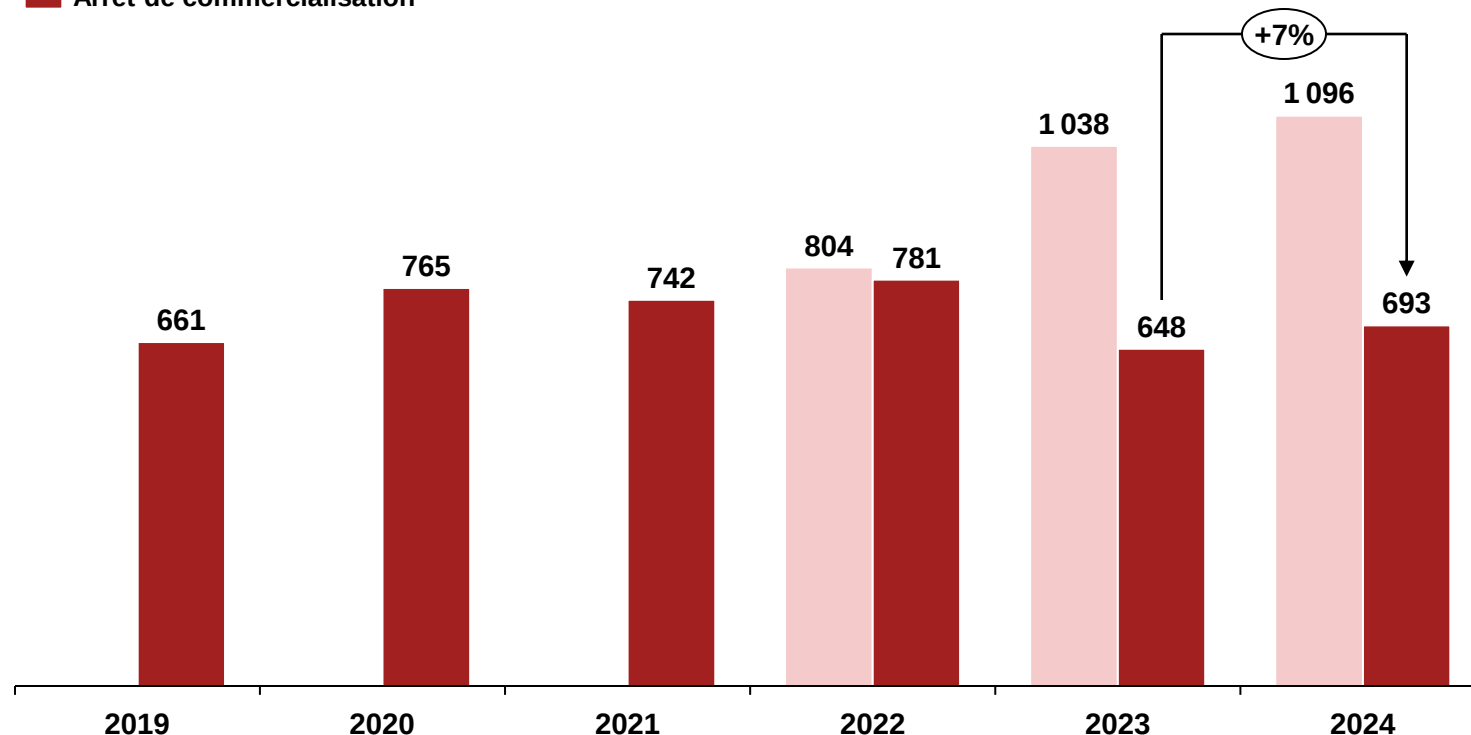
Arrêts de commercialisation

Evolution du nombre d'arrêts de commercialisation entre 2019 et 2024

#, 2019-2024

Intentions d'arrêt de commercialisation

Arrêt de commercialisation



Commentaires

- Le nombre de déclarations d'intentions d'arrêt de commercialisation auprès de l'ANSM est en hausse (+36% entre 2022-2024) – mais **seulement 63% de ces intentions ont effectivement mené à un arrêt de commercialisation** en 2024
- Les **raisons énoncées** par les laboratoires pharmaceutiques lors de la déclaration auprès de l'ANSM sont (i) **raison commerciale** (ii) **switch de spécialité** (iii) **raison industrielle**
- Parmi les laboratoires pharmaceutiques répondants, **66% d'entre eux ont décidé l'arrêt de commercialisation** de certaines présentations au cours des **dernières années**
- Les **raisons évoquées dans l'enquête corroborent les analyses de l'ANSM** avec pour **65% des répondants, le déséquilibre économique** comme raison principale à l'arrêt de commercialisation – en effet, les laboratoires pharmaceutiques ont **rationalisé leur portefeuille de produits matures** en retirant du marché ceux connaissant une **baisse de rentabilité**



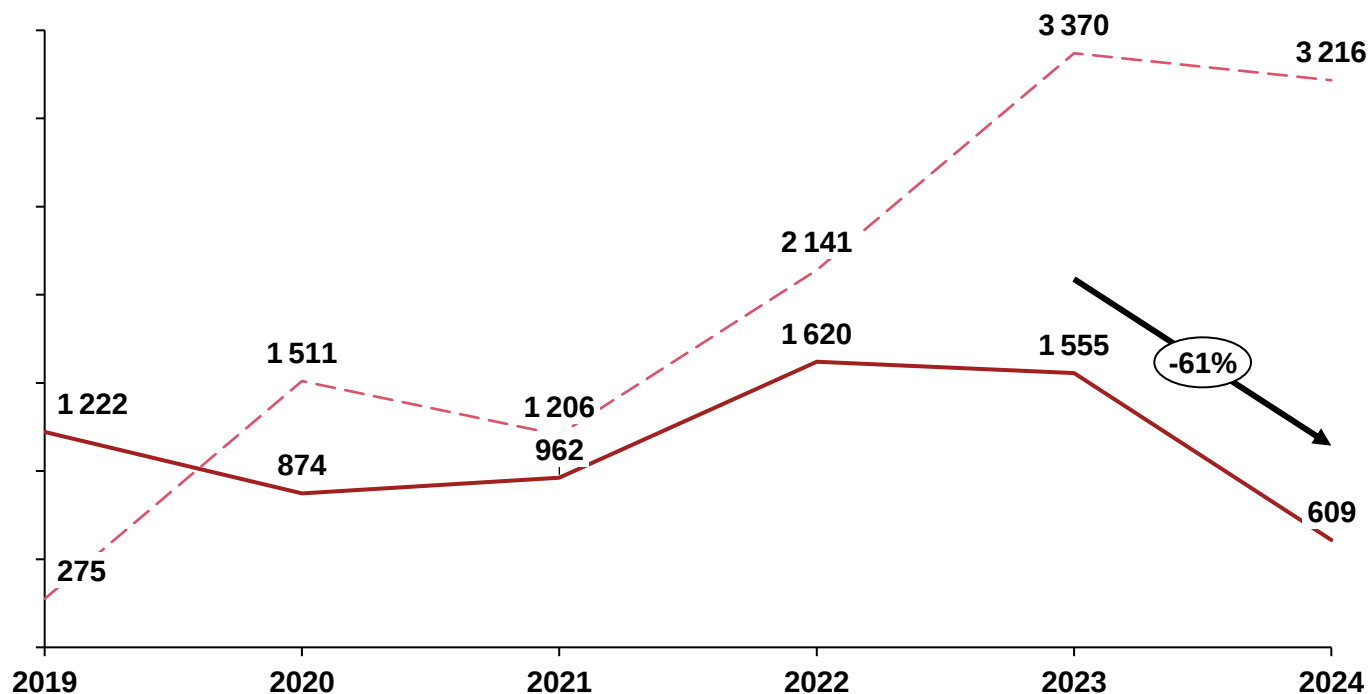
Les ruptures de stock sont revenues à un niveau pré covid en 2024 avec une diminution de 61% vs 2023

Ruptures & risques de ruptures de stock

Déclarations de ruptures et risques de rupture

#, 2019-2024

— Déclaration de ruptures de stock - - - Déclaration de risques de ruptures de stock



Baromètre 360° 2025 de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique
Strategy&

Sources : ANSM, Enquête 2025 auprès des adhérents du Leem / 43 répondants représentant 69% du chiffre d'affaires de l'industrie en France, PwC Strategy&

Commentaires adhérents

- **82% des laboratoires pharmaceutiques** répondants constatent une **baisse de ruptures de stock** – cette **tendance est partagée par tous les laboratoires pharmaceutiques interrogés** quelle que soit leur taille ou le type de médicament qu'elles vendent (innovant vs mature, biologique vs chimique)
- Selon l'enquête, les deux **causes majeures** de tensions et de ruptures en 2024 pour 60% des répondants sont (i) des **capacités de production insuffisantes** (ii) **l'augmentation de la demande**
- **80% des PME**s répondantes mettent aussi en avant des **contraintes économiques** comme raison aux ruptures de stocks auxquelles elles ont fait face en 2024
- Les laboratoires pharmaceutiques répondants à l'enquête expliquent la **baisse des ruptures de 2024** par :
 - La meilleure organisation de gestion des risques de rupture en interne
 - Le développement des capacités de production
 - L'efficacité des mesures prises en collaboration entre l'ANSM et les laboratoires pharmaceutiques



La multiplicité des listes de médicaments suivies par les autorités crée une complexité supplémentaire pour la gestion des ruptures par les industriels

Médicaments essentiels, critiques et MITM

Médicaments jugés **essentiels** par le Ministère de la Santé français, visant à garantir leur disponibilité et à prévenir les pénuries



610 substances actives dites 'essentiels' correspondant à ~6500 médicaments² essentiels

Médicaments **critiques** pour l'Union Européenne dont l'approvisionnement doit être priorisé pour éviter les pénuries



288 substances actives dites 'critiques' pour l'Union Européenne (Union List of Critical Medicines)

Médicaments pour lesquels une **interruption de traitement pourrait mettre en danger la vie des patients** ou représenter une perte de chance importante, **nécessitant des mesures spécifiques pour assurer leur disponibilité**



1278 substances actives dites d'Intérêt Thérapeutique Majeur (MITM) correspondant à ~8100 médicaments² MITM

Sur les 610 substances actives¹ de la liste française de médicaments essentiels, **70% sont spécifiques à la France** et **30% sont repris de la liste de médicaments critiques de l'Union Européenne** (188 substances actives¹)

- Sur les 1278 substances actives¹ de la liste MITM, **80% sont spécifiques à la France** et **20% sont repris de la liste de médicaments critiques de l'Union Européenne** (254 substances actives¹)
- Le nombre de **substances actives MITM** représente **plus de 50% du nombre total** de substances actives commercialisées (~13500 CIS)

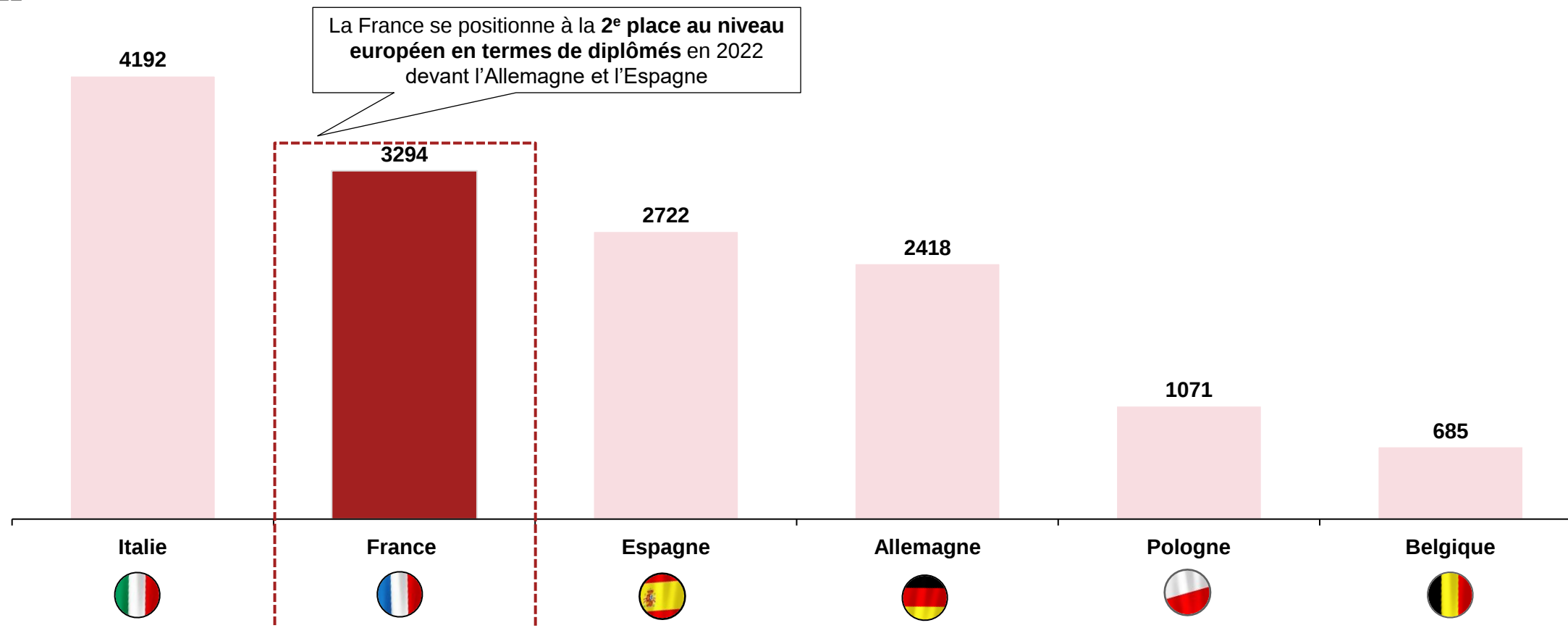


La France est 2^{ème} en Europe sur le nombre de diplômés pharmaciens derrière l'Italie

Panorama des diplômés pharmaciens

Comparaison européenne des diplômés pharmaciens

#, 2022

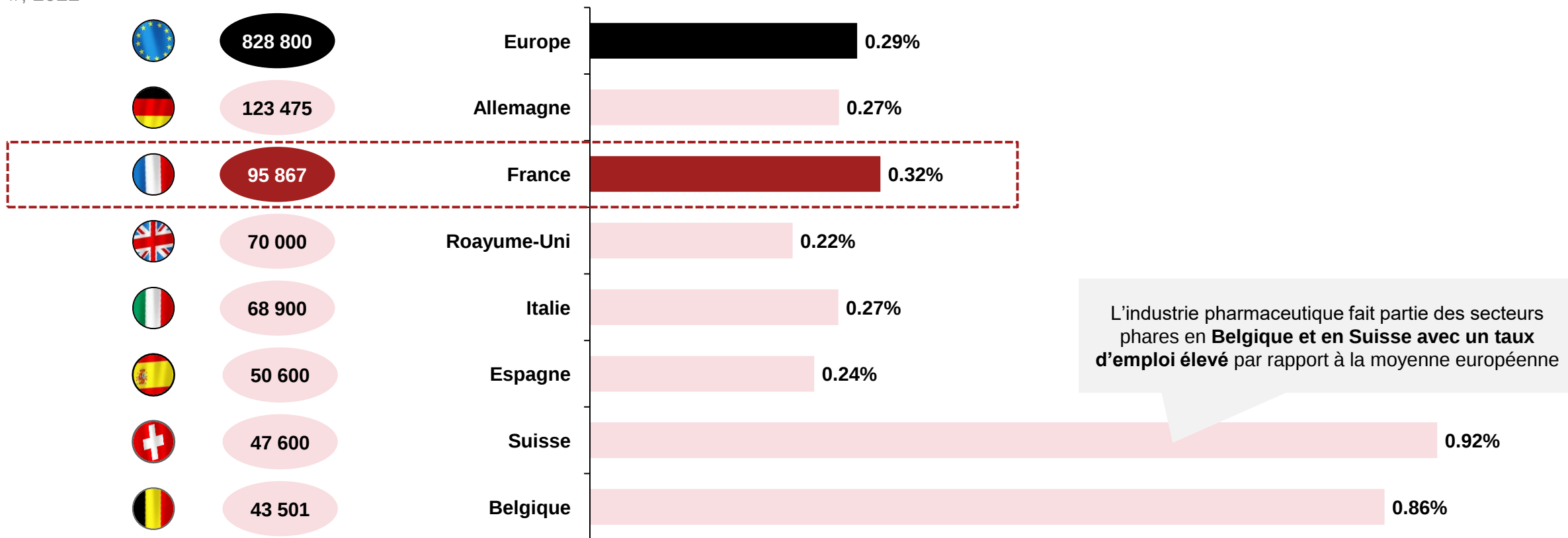


La France représente le deuxième bassin d'emploi en Europe pour l'industrie pharmaceutique

Taux d'emploi de l'industrie pharmaceutique en Europe

Nombre de personnes employées par
l'industries pharmaceutique
#, 2022

Taux d'emploi de l'industrie pharmaceutique
%, 2022





Depuis 2018, la dynamique de l'emploi de l'industrie pharmaceutique est positive (+10%) avec un bond des contrats en alternance (+65%)

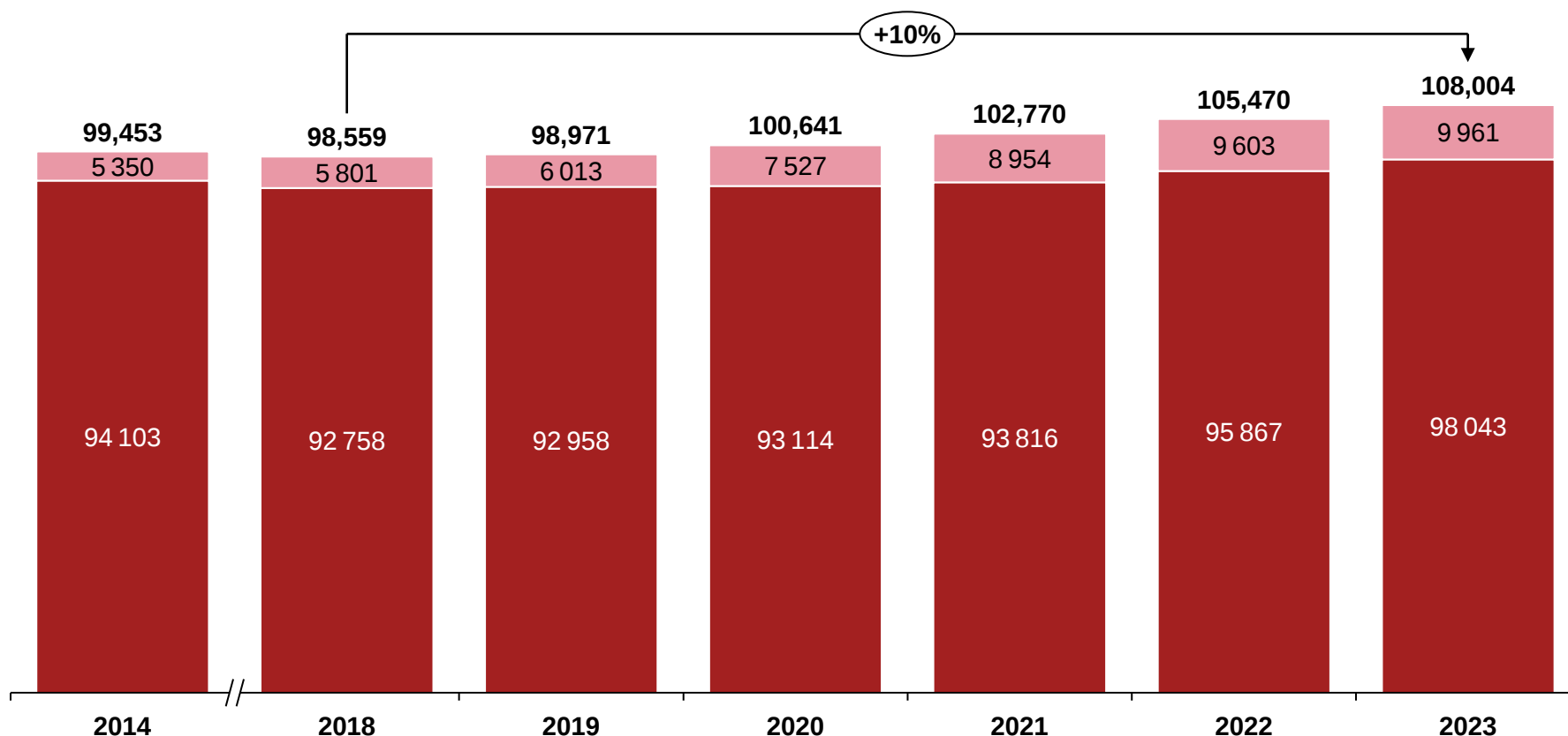
Dynamique de l'emploi des laboratoires pharmaceutiques

Evolution de l'emploi de l'industrie pharmaceutique en France

#, 2014-2023

■ CDI / CDD

■ Contrat d'alternance



Baromètre 360° 2025 de l'attractivité de la France pour l'industrie pharmaceutique
Strategy&

Sources : Insee, Leem, PwC Strategy&

Commentaires

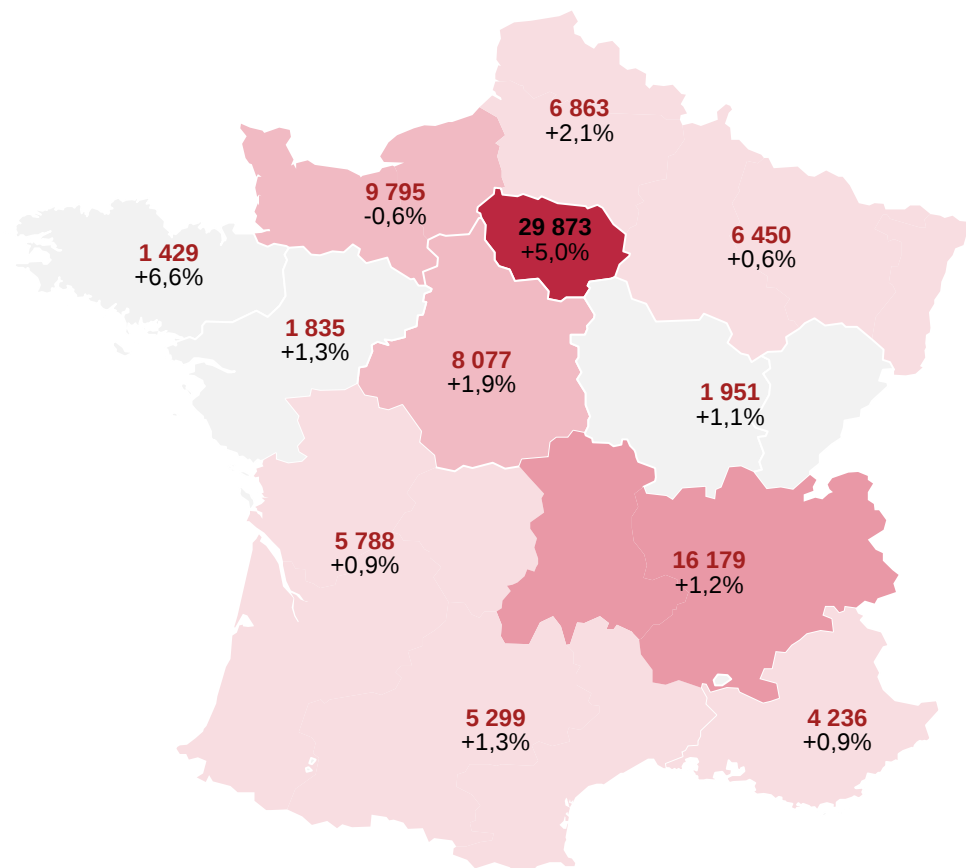
- La dynamique de l'emploi de l'industrie pharmaceutique est **positive** en 2023 avec **+2,4%** vs 2022
- Depuis la réforme de 2018 sur la formation professionnelle, le **nombre de contrats en alternance a explosé** (+65% en 5 ans) – leur intégration a permis de **stabiliser l'âge moyen** de la population salariée du secteur pharmaceutique à 44,6 ans

L'industrie pharmaceutique a une forte empreinte territoriale avec 70% des emplois se trouvant hors Île-de-France

Dynamique régionale de l'emploi de l'industrie pharmaceutique

Répartition régionale des effectifs au lieu de résidence des salariés en France

#, 2023 vs 2022



Légende

Concentration du nombre d'emplois de l'industrie pharmaceutique (rouge : élevé)

Commentaires

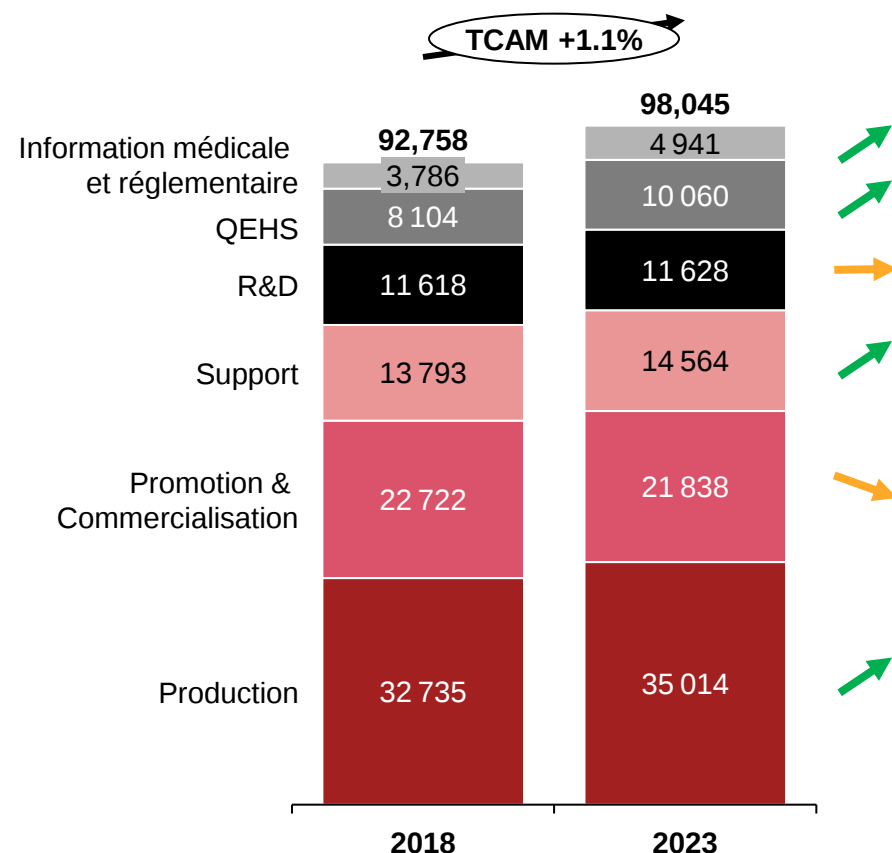
- L'Auvergne Rhône-Alpes, la Normandie et le Centre Val de Loire sont les trois régions qui **concentrent le plus de salariés** du secteur pharmaceutique derrière l'Île de France

L'industrie pharmaceutique renforce ses compétences pour répondre aux enjeux de souveraineté sanitaire et de transitions

Répartition des effectifs par famille de métiers

Evolution des effectifs CDD/CDI par famille de métiers

#, 2018-2023



Métiers en tension

2023

- Affaires réglementaires
- Assurance qualité
- Contrôle qualité
- Technicien(ne) et responsable de laboratoire de contrôle
- Gestion des systèmes d'information
- Data engineer
- Ingénieur cybersécurité
- Technicien(ne) / responsable de maintenance



L'industrie du médicament doit **développer de nouvelles compétences** pour faire face aux enjeux économiques et sociétaux, de transition numérique et écologique :

- Data engineer
- Ingénieur(e) Intelligence Artificielle
- Ingénieur cybersécurité
- Bio Informaticien(ne)
- Technicien(ne) en bio-production

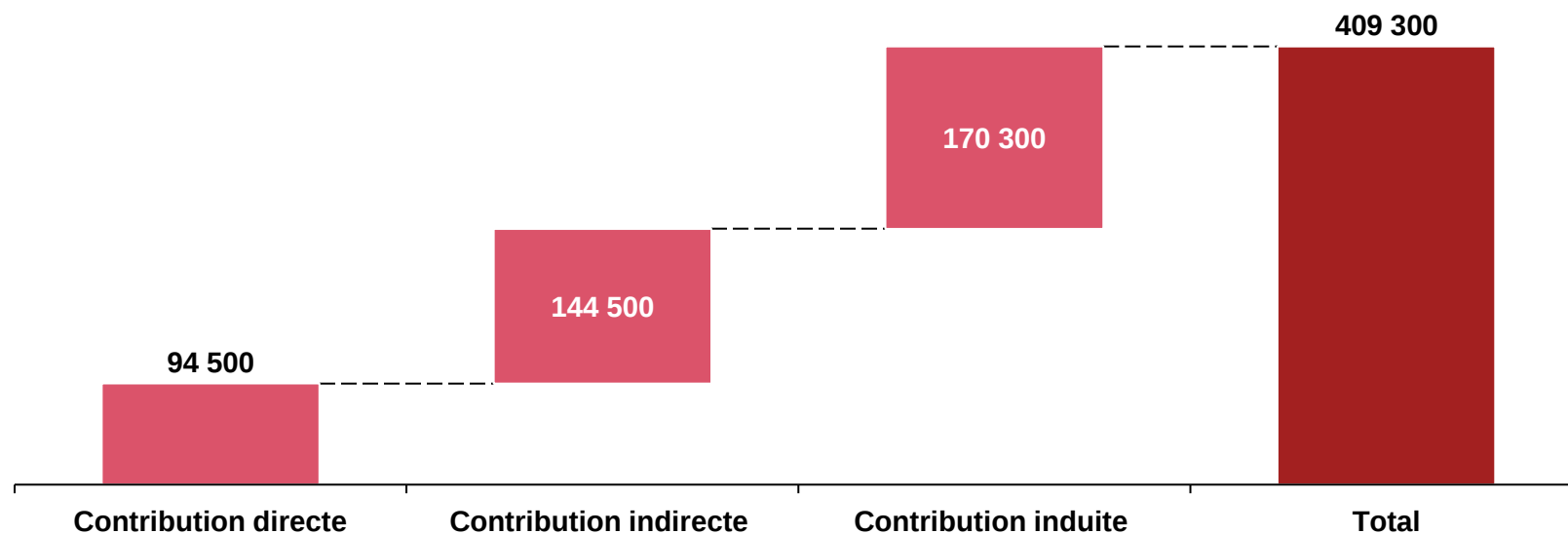


L'industrie pharmaceutique en France a soutenu 409 300 emplois en 2022

Valeur produite par l'industrie pharmaceutique en France

Contribution de l'industrie pharmaceutique¹ à l'emploi en France

#, 2022



- Pour un emploi créé dans l'industrie pharmaceutique, **4 emplois** sont créés au total l'économie en France (2022)

Méthodologie

La contribution de l'industrie pharmaceutique¹ à l'économie en France a été calculé ici en prenant en compte 3 types d'impact :

- La **contribution directe** résulte des opérations en propre des producteurs pharmaceutiques en France : elle inclut les personnes employées directement et les dépenses des entreprises de l'industrie (ex: salaires, achats, locations, marketing, IT)
- La **contribution indirecte** est générée dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie par l'approvisionnement en intrants. Elle mesure l'augmentation de la production et de l'emploi créée par la demande de biens et de services des fournisseurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
- La **contribution induite** est générée par les dépenses des employés à partir de leurs revenus. Elle inclut à la fois les employés pharmaceutiques et ceux qui opèrent au sein de la chaîne d'approvisionnement. Elle mesure la production et l'emploi générés par la demande et les dépenses des employés.

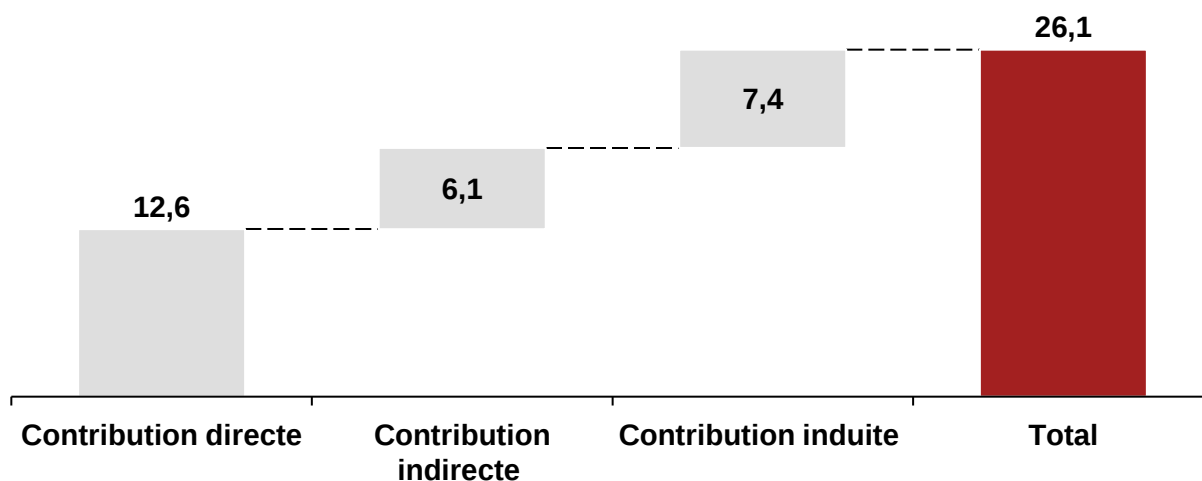


Pour chaque euro injecté par l'industrie pharmaceutique, ~2,10€ sont générés pour l'économie française en 2022

Contribution de l'industrie pharmaceutique à l'économie en France

Contribution de l'industrie pharmaceutique¹ à l'économie en France (détail des composants)

Milliards d'€, 2022



- L'industrie pharmaceutique contribue à l'économie française à hauteur de 26,1 Mds€ en 2022 i.e. pour 1€ dépensé par l'industrie pharmaceutique, ~2,10€ sont générés pour l'économie française en 2022
- La contribution totale du secteur pharmaceutique en Europe² est de 448Mds€ avec le Top 5 représentant 66% de cette contribution (Suisse, Allemagne, Irlande, Royaume-Uni, Italie)

Méthodologie

La contribution de l'industrie pharmaceutique¹ à l'économie en France est définie comme la valeur ajoutée brute équivalente au PIB, après exclusion des taxes sur les produits (y compris les importations) et ajout des subventions sur les produits (y compris celles sur les importations). Elle a été calculée en prenant en compte 3 types d'impact :

- La **contribution directe** résulte des opérations propres des producteurs pharmaceutiques en France : elle inclut les personnes employées directement et les dépenses des entreprises de l'industrie (ex: salaires, achats, locations, marketing, IT)
- La **contribution indirecte** est générée dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie par l'approvisionnement en intrants. Elle mesure l'augmentation de la production et de l'emploi créée par la demande de biens et de services des fournisseurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
- La **contribution induite** est générée par les dépenses des employés à partir de leurs revenus. Elle inclut à la fois les employés pharmaceutiques et ceux qui opèrent au sein de la chaîne d'approvisionnement. Elle mesure la production et l'emploi générés par la demande et les dépenses des employés.

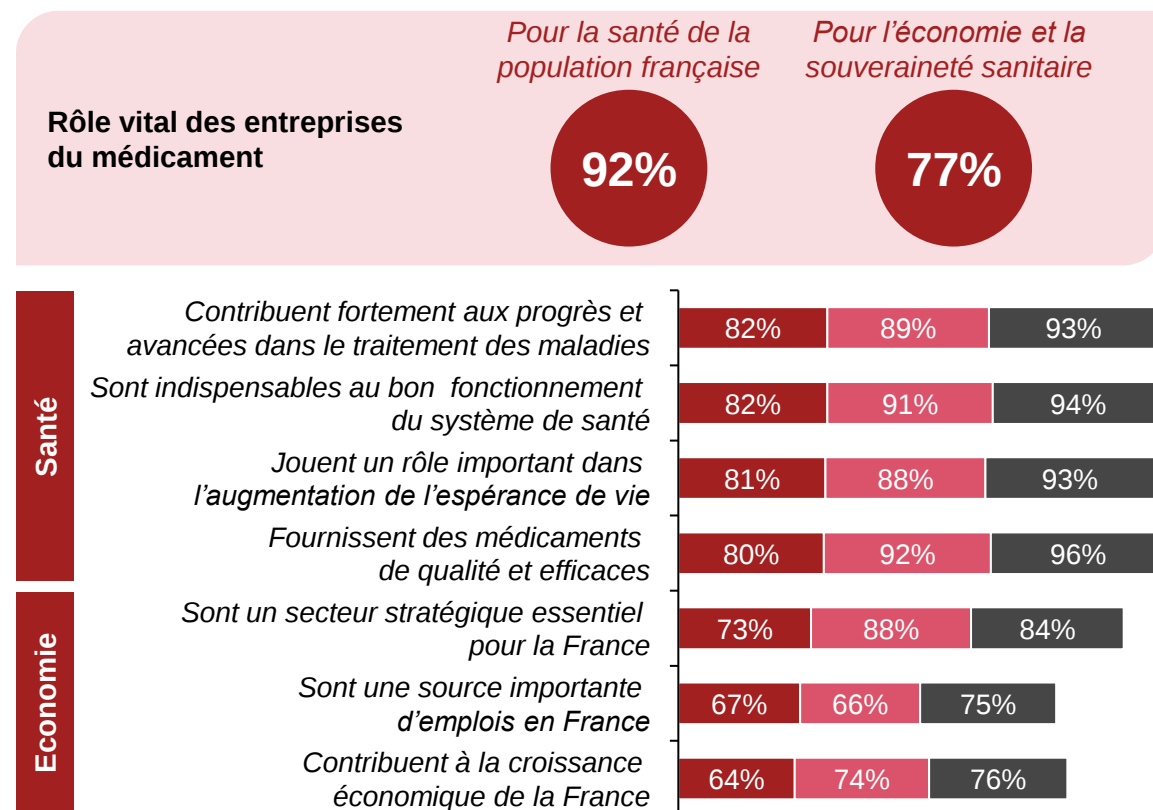


La contribution thérapeutique et économique du secteur pharmaceutique est reconnue par les Français bien que critiques sur la manière de faire

Réputation du secteur pharmaceutique

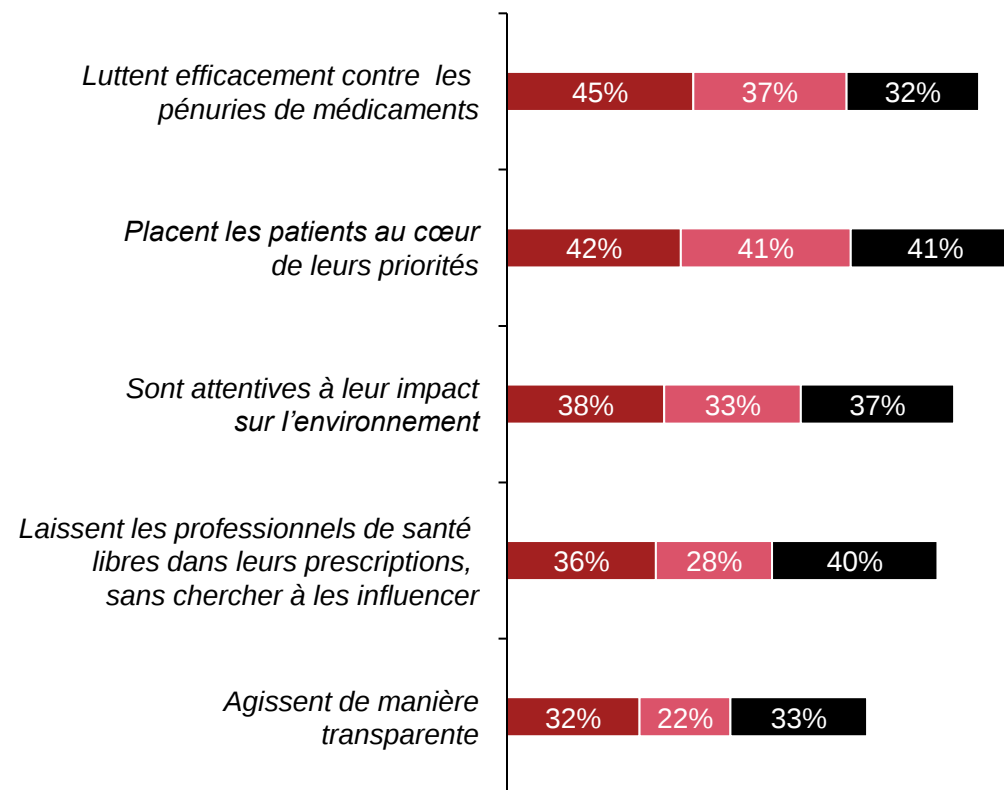
Une reconnaissance de l'utilité des entreprises du médicament ...

2022¹ ■ Grand Public ■ Elus ■ Professionnels de santé



... même si des critiques de fond demeurent sur la manière de remplir leur mission

2022¹ ■ Grand Public ■ Elus ■ Professionnels de santé



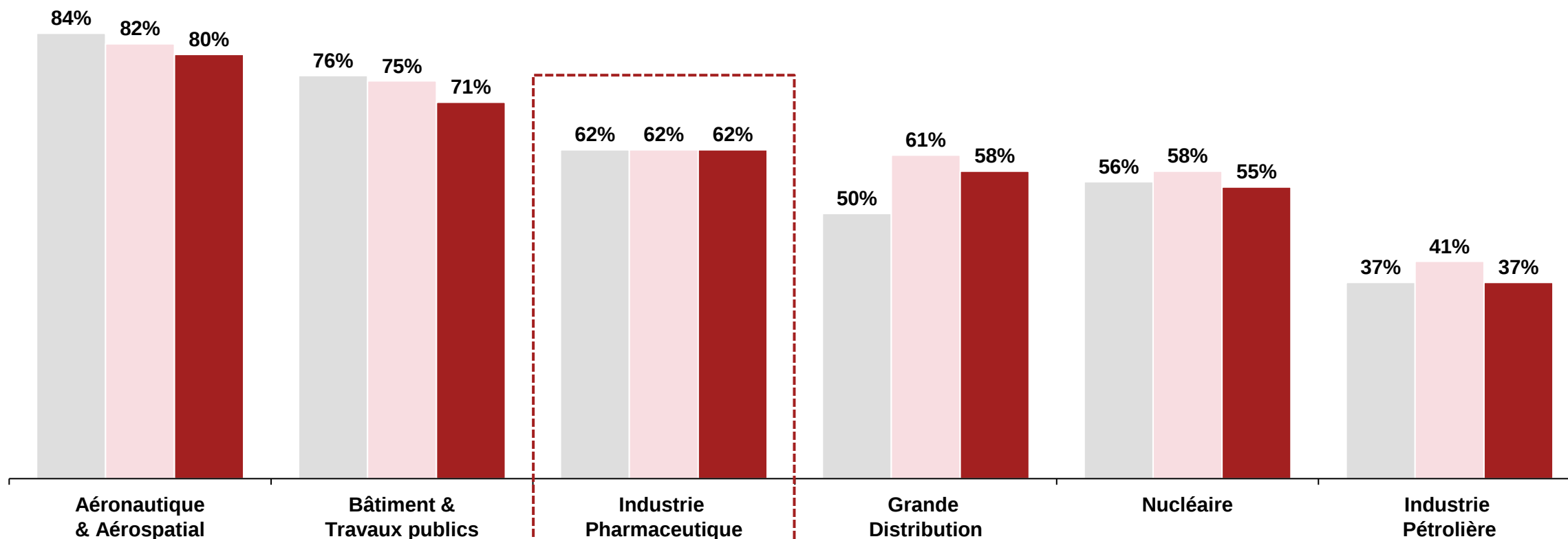


Le niveau de confiance des Français dans les laboratoires pharmaceutiques est stable à 62% en 2023

Réputation du secteur pharmaceutique

Comparaison de l'évolution du niveau de confiance des secteurs industriels en France

%, 2021 2022 2023



Depuis l'instauration du programme PACTES en 2022, la maturité sociétale des entreprises adhérentes au Leem a progressé de 33%

Maturité sociétale

Evolution de la maturité des entreprises du médicament sur les 6 axes de PACTES¹ (échelle de 1 à 10)

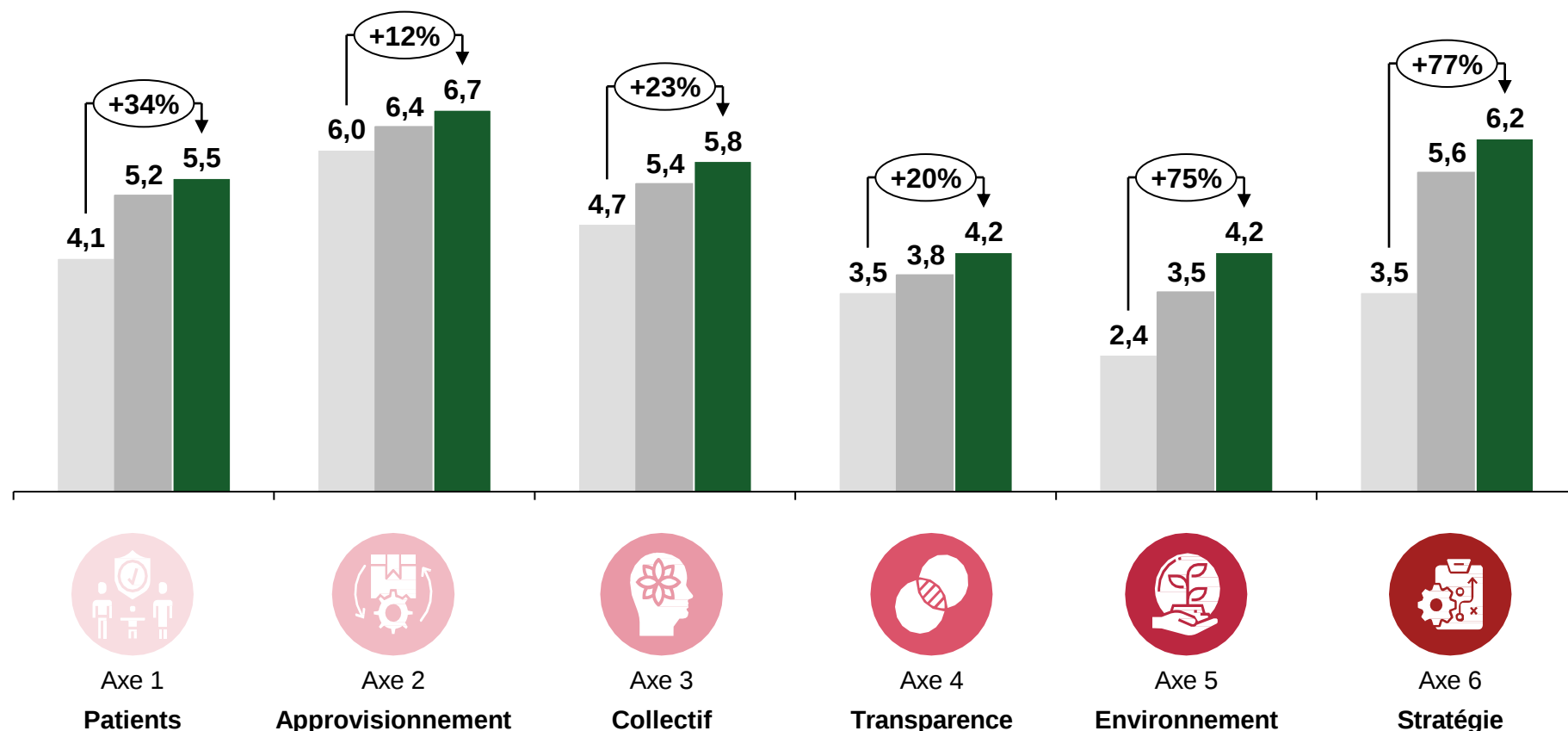
2022 2023 2024



+33 %

De la progression de la maturité sociétale des adhérents du Leem depuis la création de PACTES en 2022

En 2024, la maturité sociétale des entreprises du médicament était de 5,4



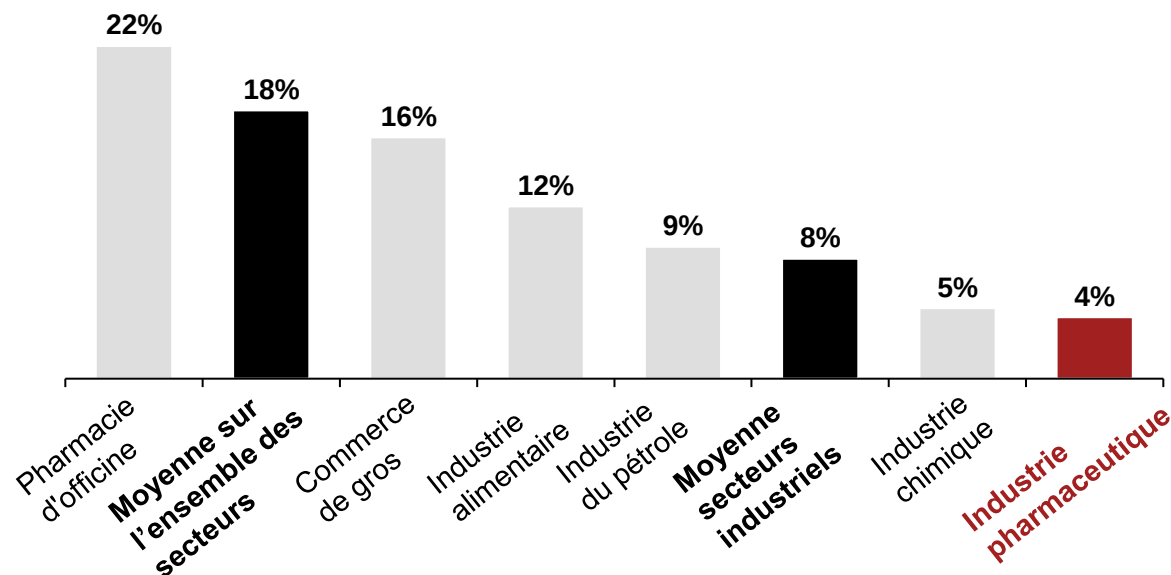


L'écart de salaire entre les femmes et les hommes est parmi les plus faibles (4,1%) dans l'industrie pharmaceutique vs les autres secteurs en France

Rémunération Femmes - Hommes

Comparaison sectorielle de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes

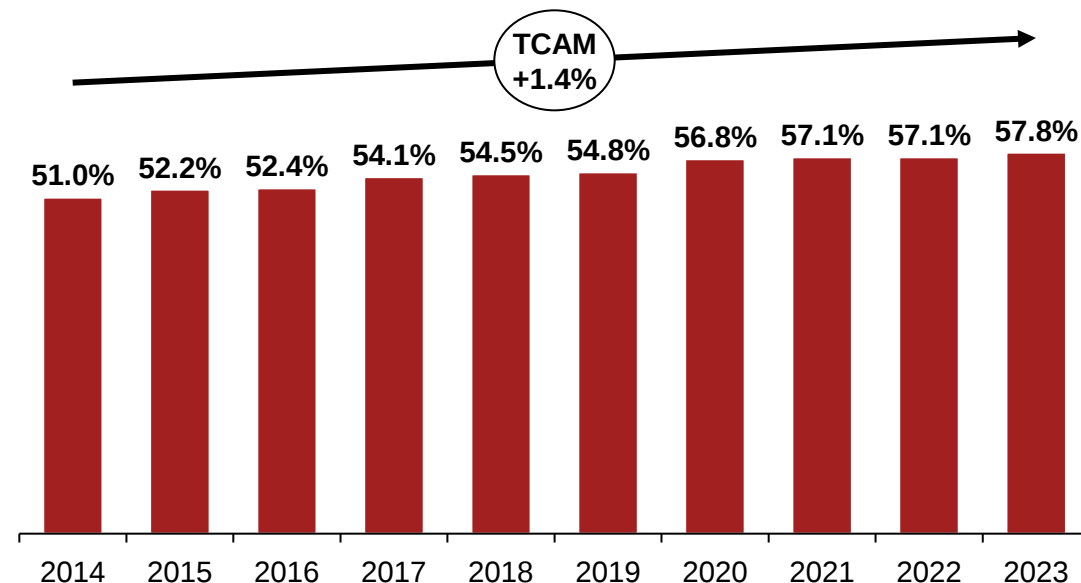
%, 2021



- En termes d'égalité salariale, le secteur pharmaceutique connaît un écart plus faible comparativement aux autres branches (4% vs 18%) bien qu'un effort reste encore à faire avec un écart sur les primes, les promotions et les compléments de rémunération

Evolution du taux de féminisation des emplois qualifiés à responsabilité

Classification 07 à 11, 2014-2023



- Avec un **taux de féminisation de 56,7% en 2023**, l'industrie pharmaceutique fait partie des rares secteurs industriels dans lesquels les personnels féminins sont majoritaires
- L'industrie pharmaceutique a réussi à avoir un **taux de féminisation des emplois à responsabilité (classification 07 à 11) de 57,8%**



96% des répondants déclarent mettre en place des procédures intégrant les règles déontologiques définies par le Leem

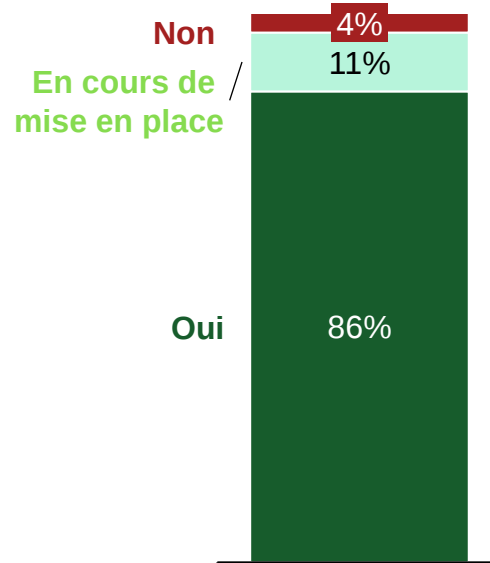
Ethique & Déontologie



- **Le Leem a défini des dispositions déontologiques professionnelles**, applicables aux entreprises du médicament, en **complément de la réglementation nationale**
- Elles **encadrent les interactions des entreprises** avec les professionnels de santé, les associations de professionnels de santé et les associations de patients
- Ces dispositions déontologiques visent à **renforcer la transparence, la confiance et l'éthique** dans les interactions entre les entreprises et les acteurs de santé

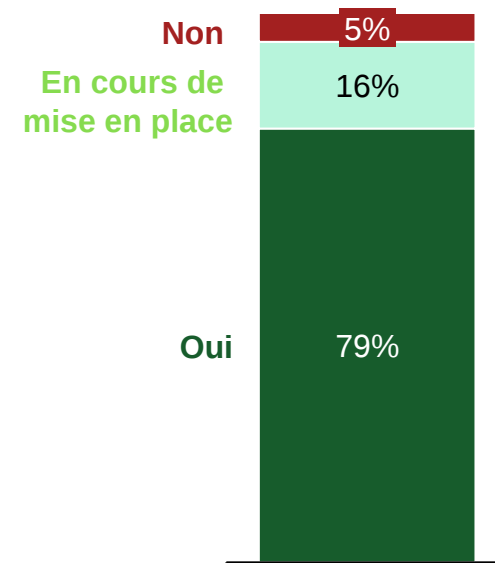
96% des entreprises interrogées déclarent mettre en place des procédures intégrant les dispositions déontologiques du Leem

Votre entreprise dispose-t-elle de procédures intégrant les dispositions déontologiques professionnelles du Leem ?
%, 2024



95% des entreprises interrogées déclarent mettre en place des procédures pour contrôler leur application

Votre entreprise dispose-t-elle de procédures permettant de vérifier le respect des dispositions déontologiques professionnelles du Leem ?
%, 2024

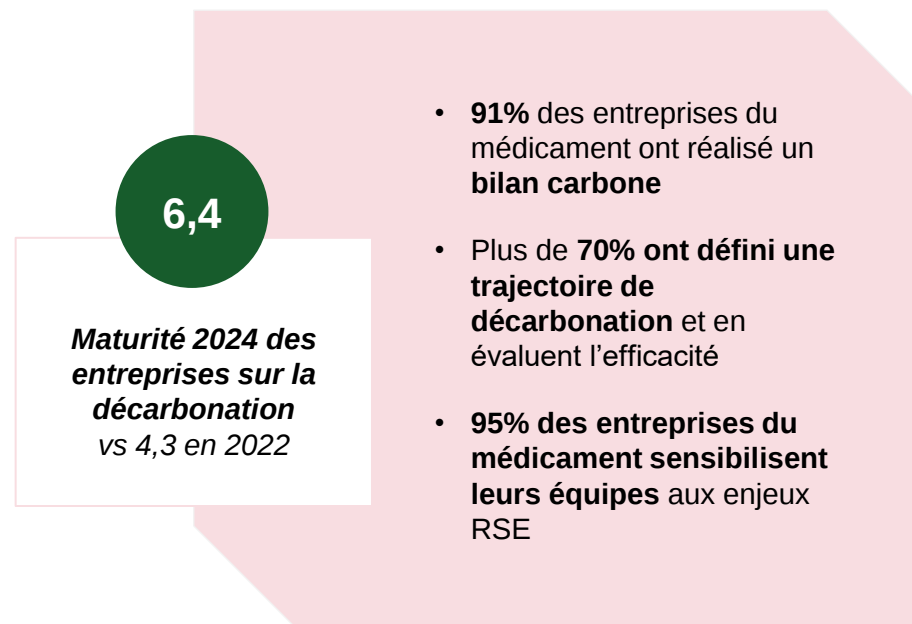
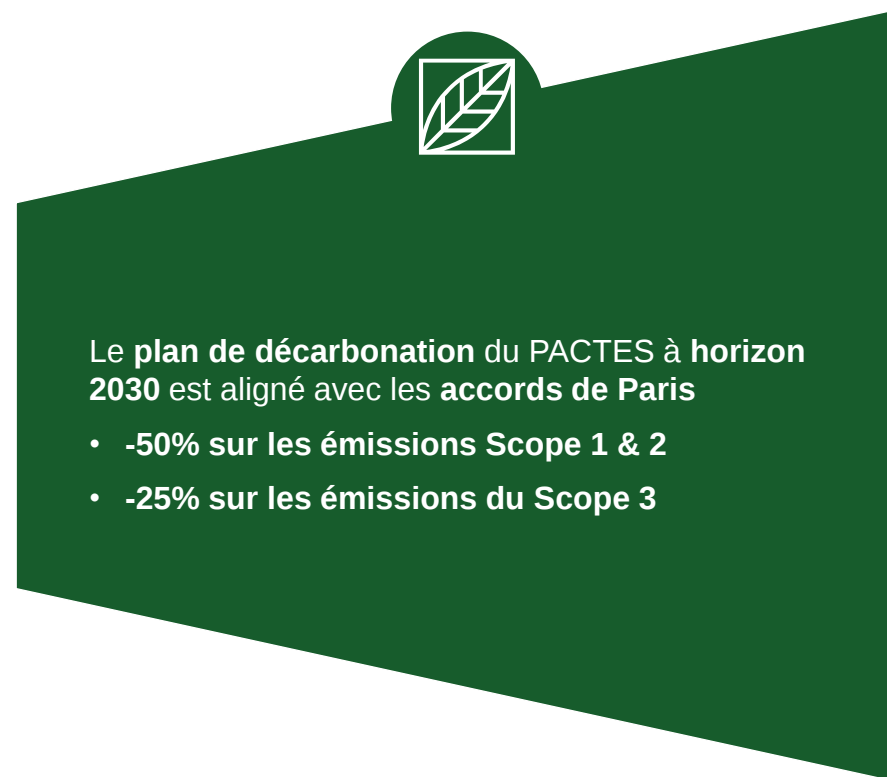


Enquête



Les entreprises du médicament se sont engagées dans la transition écologique avec l'objectif de réduire les émissions carbone de -50% d'ici 2030

Trajectoire de décarbonation



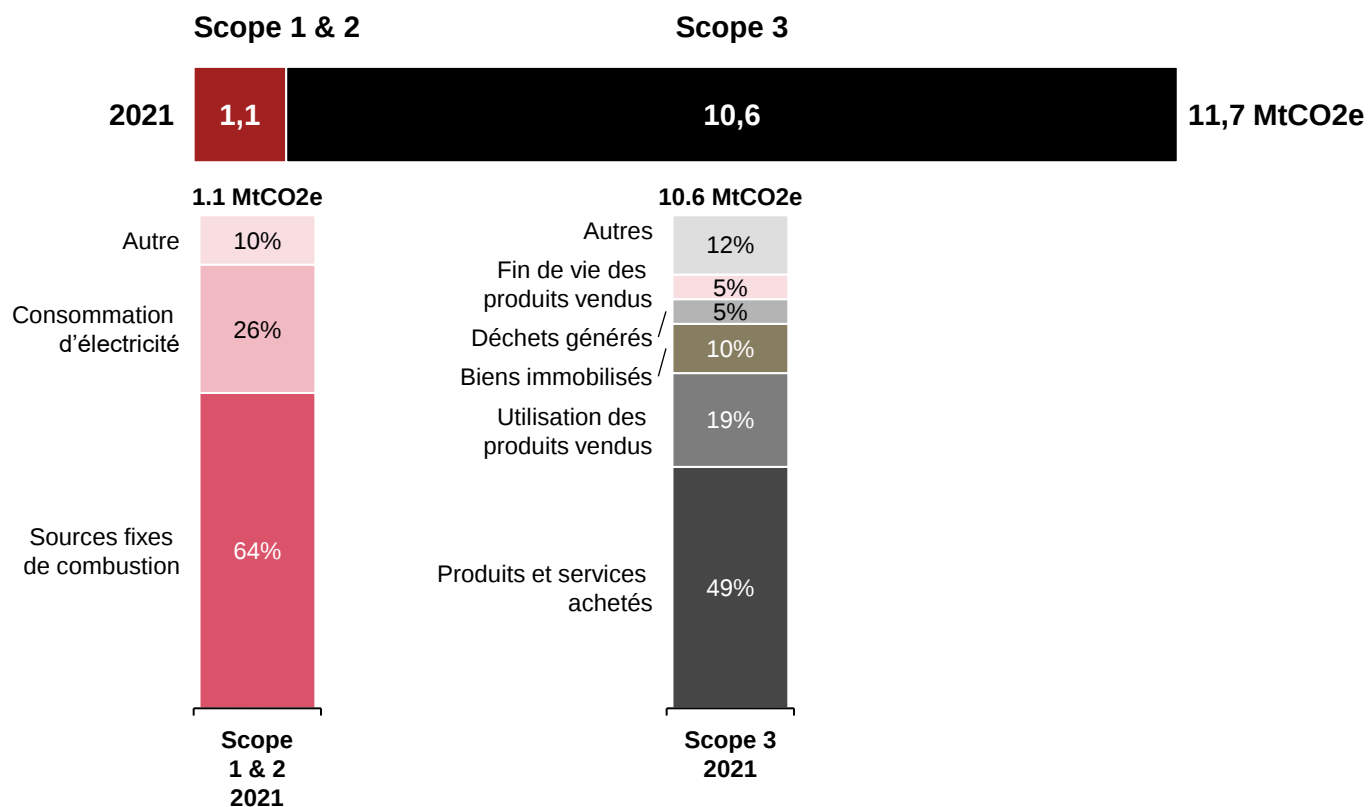


Ces efforts de décarbonation touchent avant tout les industriels produisant des médicaments en France, émettant 1,1 MtCO₂e (Scope 1 et 2) en 2021

Emissions carbones des médicaments produits en France



Estimation 2021 des émissions carbones des médicaments produits en France
MtCO₂e, 2021



Leviers et freins identifiés pour se décarboner par les industriels du secteur pharmaceutique interrogés

Leviers

- L'efficacité énergétique ainsi que la production et l'achat d'énergies vertes sont des leviers considérés comme importants pour le secteur du médicament, à la fois pour les Grandes Entreprises, les ETIs et les PME
- Les Grandes Entreprises ont identifié comme critique la sobriété énergétique et la réduction des émissions process dans la trajectoire de décarbonation

Freins

- Le manque de moyens financiers et de rentabilité des actions de transition énergétique et de décarbonation sont des freins importants notamment pour les entreprises de plus petites tailles
- La décarbonation est rentable grâce à l'accès à des aides et mécanismes de financement appropriés
- Le manque de ressources et de compétences dédiées en interne est considéré comme un frein majeur

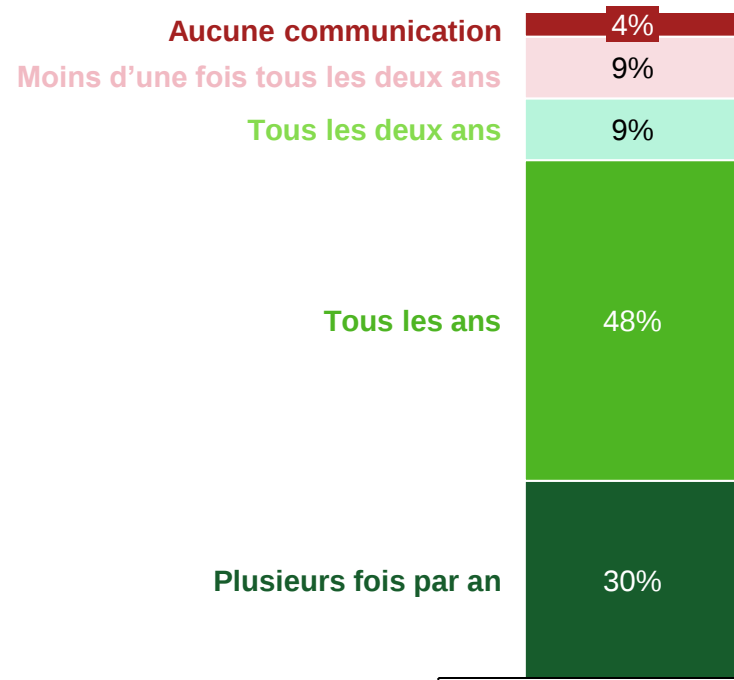


78% des entreprises du médicament répondantes déclarent communiquer fréquemment en interne sur leur dispositif anti-corruption

Gouvernance et dispositifs anti-corruption

À quelle fréquence l'instance dirigeante (au sens de la Loi Sapin II) communique-t-elle en interne sur le dispositif anticorruption (écrite et/ou orale) ?

%, 2024



85%

Des entreprises répondantes ont mis en place une **gouvernance anti-corruption** permettant une **coordination entre la maison mère et ses filiales**



87%

Des entreprises répondantes déclarent une **représentation des équipes en charge de la compliance** au sein des **organes de direction de l'entreprise**



85%

Des entreprises répondantes n'étant pas soumises à la loi Sapin II ont mis en place des **outils internes de prévention et de détection de la corruption**



Enquête

Merci
